

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

18<sup>e</sup> ANNEE

N° 10

## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

Illusions détruites, nouvelle poussée révolutionnaire.

### NOTES EDITORIALES :

La Révolution cubaine.

Les négociations sur l'Algérie.

Les journées révolutionnaires au Japon.

La poussée à gauche dans le mouvement ouvrier britannique s'accroît.

La crise congolaise.

### LIBEREZ LES CAMARADES SANTEN ET RAPTIS !

PIERRE FRANK. — Ranimation politique en France.

H. LUCERO. — Situation et tâches de la réforme agraire en Bolivie (II).

LEON DAVID. — Essor des masses au Venezuela.

E. GERMAIN. — Trente questions et trente réponses au sujet de la nouvelle « Histoire du P.C. de l'U.R.S.S. ».

P. RICHARDS. — Serge Lvovitch Sedov; une rencontre dans une prison de Moscou.

**Les livres.** — Les problèmes de la politique socialiste dans les campagnes, d'Ed. Kardelj. — Histoire et conscience de classe, de G. Lukacs. — Fishbelly, de R. Wright.

**Documents.** — Bilan, problèmes et perspectives de la Révolution coloniale (projet de thèses pour le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial). — Déclaration du S.I. sur la libération de l'assassin de L. Trotsky. — Un message au Zengakuren.

**Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.** — France. — Etats-Unis. — Congo. — Brésil. — Uruguay. — Australie. — Danemark. — Allemagne. — Italie.

JUILLET 1960 (3<sup>e</sup> trimestre)



## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

Illusions détruites, nouvelle poussée révolutionnaire ..... 1

### NOTES EDITORIALES :

La Révolution cubaine ..... 5  
 Les négociations sur l'Algérie ..... 7  
 Les journées révolutionnaires du Japon ..... 9  
 La poussée à gauche dans le mouvement ouvrier britannique s'accroît ..... 10  
 La crise congolaise ..... 12  
 Libérez les camarades Santen et Raptis ! ..... 14

### PIERRE FRANK

Ranimation politique en France ..... 15

### H. LUCERO

Situation et tâches de la réforme agraire en Bolivie (II) ..... 17

### LEON DAVID

Essor des masses au Venezuela ..... 25

### E. GERMAIN

Trente questions et trente réponses au sujet de la nouvelle « Histoire du P.C. de l'U.R.S.S. » ..... 27

### P. RICHARDS

Serge Lvovitch Sedov, une rencontre dans une prison de Moscou. 42

### Les livres

Les problèmes de la politique socialiste dans les campagnes, d'Ed. Kardelj. — Histoire et conscience de classe, de G. Luskacs. — Fishbelly, de R. Kright ..... 46

### Documents

Bilan, problèmes et perspectives de la Révolution coloniale (projet de thèses pour le 6<sup>e</sup> Congrès Mondial). — Déclaration du S.I. sur la libération de l'assassin de L. Trotsky. — Un message au Zengakuren ..... 51

### Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

France. — Etats-Unis. — Congo. — Brésil. — Uruguay. — Australie. — Danemark. — Allemagne. — Italie ..... 74

JUILLET 1960

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**

## IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Editorial

## Illusions détruites, nouvelle poussée révolutionnaire

De l'échec de la conférence au sommet aux grandioses mouvements des masses japonaises, toute une série d'événements a marqué une nouvelle évolution de la situation internationale.

Ceux de nos lecteurs qui se rappellent les éditoriaux précédents de notre revue, savent que nous n'avons jamais nourri aucune illusion sur l'issue de la Conférence de Paris. Nous écrivions notamment au mois de mai : « Dans le meilleur des cas, la "Conférence au sommet" pourra se terminer sans rupture, en maintenant le "dialogue", mais sans accord réel non plus sur aucune question essentielle. »

En faisant un bilan *a posteriori*, nous n'avons presque rien à ajouter. Fondamentalement, la Conférence a échoué parce que, sur aucun problème important, un accord véritable n'était possible. La seule exception était le désarmement — sur ce plan, d'ailleurs, les pourparlers ont aussi cessé — mais absolument pas dans le sens qu'on aurait pu ou qu'on puisse réaliser un désarmement total ou même assez avancé, ce qui était et reste impossible. Un accord n'était et n'est pas exclu sur une base tout à fait limitée, dans le but commun de réaliser non le désarmement, mais, pour ainsi dire, une rationalisation dans les armements (avec une élimination éventuelle de frais désormais inutiles ou excessifs).

L'impossibilité de la réalisation d'un accord quelconque à la Conférence de mai explique de toute évidence l'attitude de Khrouchtchev. D'autant plus qu'à la veille même de la Conférence les impérialistes avaient manifesté clairement leur décision de ne faire aucune concession sérieuse et avaient même organisé la provocation spectaculaire de l'U 2.

Apôtre de longue date de la « coexistence pacifique » et de la diplomatie « au sommet », Khrouchtchev ne pouvait arriver à la fin de la Conférence, à savoir à la conclusion de toute une opération qu'il avait si patiemment préparée et si vivement défendue contre toute sorte d'adversaires, avec les mains vides. Cela aurait signifié, pour lui, accepter une consécration de la faillite de sa politique, ce qui aurait provoqué inévitablement un affaiblissement très sérieux de sa position, sinon sa chute même. Il ne faut pas oublier que, dans le camp des Etats ouvriers, il était attaqué assez âprement par les Chinois, dont les thèses ont vraisemblablement une audience importante, entre autre, dans des milieux de cadres et de dirigeants du Parti soviétique.

On a beaucoup discuté dans le mouvement ouvrier sur l'attitude formelle adoptée par Khrouchtchev à Paris. Toutefois, c'est une question secondaire. L'essentiel est qu'une base objective pour un accord n'existait pas, que les impérialistes n'étaient prêts à aucune concession et que, dans ces conditions, Khrouchtchev aurait « brûlé » sa ligne inutilement. D'autre part, si on juge les répercussions de l'attitude du chef du gouvernement soviétique et de certaines déclarations de Malinovsky, on ne peut s'arrêter aux réactions plutôt négatives de tels secteurs ouvriers ou petit bourgeois en Europe occidentale (PSI italien, PSU français, etc); on doit considérer le problème de tous les points de vue, y compris de celui de l'alarme que même les couches dirigeantes de certains pays n'ont pas cachée pour l'utilisation des bases américaines sur leur territoire. On peut être sûr que, dorénavant, des pays comme le Pakistan seront beaucoup plus prudents avant d'offrir leur hospitalité aux avions de type U 2 ou à des engins similaires.

\*\*

Mais le trait fondamental de la situation internationale actuelle consiste dans la nouvelle aggravation de la lutte des classes à l'échelle mondiale et dans les nouvelles crises révolutionnaires qui se sont ouvertes notamment en Asie. Les événements de la Corée du Sud, de Turquie et du Japon indiquent, sans équivoque possible, qu'une nouvelle vague révolutionnaire est commencée et que l'on doit s'attendre à de nouveaux tremblements de terre. Surtout le mouvement japonais a démontré combien sont intrinsèquement fragiles certains piliers du système impérialiste mondial, même lorsque, sous certains aspects, on pourrait croire à leur relative stabilité.

Les mouvements révolutionnaires récents, où généralement les masses se sont mobilisées bien au delà de ce que voulaient leurs directions traditionnelles, et où l'on a même enregistré le rôle manifeste d'avant-garde joué par des forces en dehors du contrôle des dites directions, ont marqué généralement l'irruption sur l'arène politique de générations nouvelles. Il s'agit des jeunes gens nés pendant ou même après la guerre, qui n'ont pas connu de déceptions, qui ne sont pas usés, qui ne veulent pas accepter une société gangrenée dans laquelle leurs perspectives seraient bien sombres, qui ont quelque chose à dire et à faire valoir et qui sont décidés à se battre avec une énergie extrême. Jusqu'ici, l'expérience n'est pas encore généralisée; mais il existe des signes avant-coureurs que dans la vieille Europe également

la génération nouvelle ne voudra pas vivre dans une « prospérité » somme toute bien limitée et précaire, mais saura suivre l'exemple des jeunes de la Turquie, de la Corée ou du Japon.

\*\*

Que tous les événements des derniers mois, depuis l'affaire de l'U 2 jusqu'à la lutte à Tokyo, aient signifié de nouveaux coups assez rudes au prestige et à la force même de l'impérialisme américain, personne ne saurait le contester. Le problème qui se pose maintenant et qui est capital pour toutes les implications éventuelles, est le suivant: comment vont réagir les dirigeants des Etats-Unis face à cette détérioration accentuée du rapport de forces à leur désavantage?

Une situation de désarroi et de véritable crise règne évidemment à Washington, la confusion et l'incertitude étant accrues par le fait qu'on est désormais presque à la veille des élections, avec la paralysie qu'un système politique suranné implique normalement à cette occasion. Mais il n'y a pas de doute que les hommes les plus responsables de l'impérialisme se rendent parfaitement compte que la partie est désormais extrêmement serrée, et les délais sont assez courts.

En réalité, les dirigeants impérialistes se trouvent plus que jamais devant un dilemme dramatique: ils savent, d'une part, que le temps travaille irréversiblement contre eux, mais, d'autre part, ils n'ignorent pas qu'une guerre éventuelle serait déclenchée aujourd'hui dans des conditions politiques défavorables et dans un état d'infériorité manifeste en ce qui concerne les armes les plus homicides.

Il est donc vrai que des obstacles très importants entravent la marche de l'impérialisme à la guerre. Mais il est vrai aussi que, justement à cause d'une détérioration accentuée ultérieure de sa position, l'impérialisme pourrait être acculé à la guerre par désespoir ou par affolement (outre le risque toujours existant d'un conflit « par accident »). A plus forte raison, pourrait-il être tenté d'endiguer par des guerres partielles d'éventuels nouveaux pas en avant de la révolution en Asie ou en Amérique latine.

C'est pourquoi le mouvement ouvrier international doit, plus que jamais, condamner les illusions lamentables sur une « coexistence » qui ne saurait être définie comme « pacifique » que par un abus de mots. L'idée en particulier qu'un accord fondamental pourrait être trouvé entre les impérialistes d'une part, et les Etats ouvriers et la révolution sous toutes ses formes d'autre part, et que le soi-disant « esprit de Camp David » pourrait finalement se matérialiser et s'imposer est une utopie intenable. En d'autres termes, si on propageait une conciliation possible avec l'impérialisme et, par conséquent, une transition « paisible » au socialisme, on désarmerait le mouvement ouvrier devant les tâches capitales qu'il doit accomplir dans la période où nous sommes entrés.

Même au risque d'être tancé de « dogmatisme » par les révisionnistes ouverts ou camouflés, nous devons répéter constamment cette vérité première qu'aussi longtemps que l'impérialisme existe, le danger de guerre n'est absolument pas écarté. Et nous devons souligner avec force qu'une guerre, dans les conditions actuelles de l'armement nucléaire, aurait des conséquences effroyablement meurtrières pour tous les habitants de notre planète.

On ne doit pas craindre qu'un tel constant rappel à la réalité puisse démoraliser les masses. Au contraire, elles en seront d'autant plus stimulées à une lutte résolue contre un ennemi qui, bien que condamné à une défaite inévitable, dispose encore de redoutables moyens. En dernière analyse, c'est seulement par une telle lutte — dans laquelle se posera nécessairement le problème de la destruction même du système capitaliste — qu'on pourra contrecarrer le danger de guerre, qu'aucune rencontre au sommet ni aucun esprit de Camp David ne sauraient aucunement exorciser.

## La polémique entre Chinois et Soviétiques

Loïn de s'atténuer, la polémique des communistes chinois contre certaines positions khrouchtcheviennes, sur laquelle nous avons déjà attiré l'attention dans notre numéro de mai, s'est développée sous une forme plus ouverte et aigüe. Après la série d'articles parus dans différents organes du Parti et les discours prononcés par des dirigeants, soit dans des meetings de masse soit à des réceptions officielles, on a enregistré au mois de juin l'attaque massive des délégués chinois au Conseil de la F.S.M. tenu à Pékin. Aussi bien dans les séances plénières que dans les commissions, ces délégués ont critiqué la ligne khrouchtchevienne et, malgré le vote formel final, sont restés pratiquement dans l'opposition en repoussant les idées du rapport partagées par les délégations de l'U.R.S.S., des démocraties populaires et de la plupart des autres pays. A leurs côtés s'est rangé le représentant des forts syndicats indonésiens.

Du côté soviétique, comme on le sait, la réponse aux Chinois a été donnée par certains articles plus ou moins ouverts, mais surtout dans celui consacré à l'anniversaire de la parution de la brochure célèbre de Lénine : « La maladie infantile du Communisme ». Le choix ne pouvait être plus éloquent : c'est au fond d'ultra-gauchisme que les dirigeants chinois sont accusés aujourd'hui par Khrouchtchev et les siens. Finalement, au Congrès de Bucarest, Khrouchtchev a augmenté la dose, non seulement en reconfirmant ses thèses, mais aussi en proclamant nettement que sur de telles questions, il ne peut y avoir deux positions dans le mouvement communiste.

A y bien réfléchir, c'est une partie importante des thèses du 20<sup>e</sup> Congrès que les Chinois remettent en discussion. Ils acceptent il est vrai, l'idée que, dans certaines conditions, la guerre pourrait être évitée, mais ils soulignent constamment plutôt l'autre aspect, à savoir le fait que l'impérialisme n'a pas changé de nature et que, par conséquent, aussi longtemps qu'il subsistera, le danger de guerre ne sera absolument pas éliminé. Mais, surtout, ils contestent la possibilité que les impérialistes puissent vraiment accepter l'idée d'une véritable « coexistence pacifique » ; ils n'ont jamais cru à « l'esprit de Camp David » et ils ont condamné toute tentative de présenter Eisenhower comme un ami de la paix. Sur ce dernier point, en particulier, le contraste avec certaines attitudes du P.C. français et du P.C. italien est manifeste.

Les dirigeants chinois ne semblent pas non plus enthousiastes pour la campagne soviétique en faveur du désarmement. Certes, ils déclarent être complètement d'accord avec les propositions de Khrouchtchev, mais ils s'empressent d'ajouter qu'ils sont convaincus que les impérialistes ne les accepteront pas, ce qui permettra de les démasquer davantage aux yeux du monde entier. On voudra bien admettre qu'il s'agit d'un soutien très particulier !

Une autre idée du 20<sup>e</sup> Congrès, celle de la possibilité d'une transition « pacifique », voire parlementaire, vers le socialisme, est en substance repoussée par les Chinois. S'ils n'excluent pas « la possibilité extrêmement rare » d'une telle transition, (ils prétendent se baser sur une citation de Lénine), ils mettent cependant plutôt l'accent sur la nécessité d'une rupture révolutionnaire, en se réclamant, entre autre, de leur propre expérience. En même temps, ils ont envers la bourgeoisie nationale de certains pays coloniaux une attitude beaucoup plus critique que Khrouchtchev et que certains partis communistes : il suffit de rappeler leur hostilité actuelle envers les Nehru et les Sukarno. On ne peut pas non plus oublier la position chinoise en ce qui concerne la Révolution algérienne que, politiquement du moins, ils soutiennent maintenant avec beaucoup de vigueur. Tandis que Moscou n'a pas encore reconnu le G.P.R.A. — dans l'espoir de ménager de Gaulle —, une représentation officielle du même G.P.R.A. sera établie désormais à Pékin. Il faut encore rappeler que sur la question des Communes le désaccord entre Khrouchtchev et les Chinois — que nous avons déjà mentionné en d'autres occasions — est loin d'être surmonté et qu'il n'a pas manqué d'exercer une influence sur toutes les attitudes des dirigeants du P.C. chinois.

La polémique ouverte par les Chinois a donc une ampleur considérable et, à vrai dire, il s'agit de la polémique la plus importante qui ait eu lieu dans le mouvement ouvrier au cours des dernières années, pour toute une série de facteurs (force de la Chine, puissante influence de sa révolution, contexte objectif et terrain du débat) de loin plus importante que celle commencée en 1948 entre le Kominform et le P.C. yougoslave. Il va de soi que toute une série de critiques des Chinois se rapprochent des critiques que notre mouvement a constamment développées, et qui, par ces nouveaux canaux, se propagent sur une échelle bien plus grande bien que d'une façon déformée. Ajoutons que l'idée avancée parfois par les dirigeants chinois, selon laquelle les Etats ouvriers pour frapper l'impérialisme devraient tâcher de profiter davantage des conditions favorables actuelles est pleinement justifiée.

Toutefois, il faut dire que les positions chinoises ne sont pas exemples, d'un certain schématisme et que, plusieurs fois, même quand le fond du raisonnement est exact, leur façon de procéder n'est absolument pas dialectique. Il y a quelque chose qui rappelle la vieille école stalinienne dans laquelle la forme dogmatique cachait un empirisme de fond. Seul l'avenir nous prouvera si les attitudes chinoises actuelles ne sont pas dictées par des exigences contingentes particulières, quel que ce soit le bien-fondé de ces exigences considérées en soi (par exemple, l'opposition à leur exclusion des Conférences au sommet et de l'O.N.U.).

En ce qui concerne la question de la guerre, en dehors de toute autre considération, on a de toute façon l'impression que les Chinois sous-estiment la force dont dispose encore l'impérialisme américain ainsi que les conséquences éventuelles d'un conflit nucléaire, qui pourraient être extrêmement lourdes aussi pour ceux qui en sortiraient vainqueurs (comme nous le soulignons par ailleurs, la conscience de la portée du danger ne doit pas nécessairement démoraliser les masses, mais au contraire le pousser à lutter davantage contre l'impérialisme et contre la guerre).

Mais le côté le plus négatif de la polémique chinoise, c'est leur attitude envers le communisme yougoslave. Nous avons critiqué de longue date toute une série de positions des Yougoslaves en ce qui concerne la politique internationale, et nous ne partageons pas certaines appréciations faites à Belgrade après la faillite de la Conférence au sommet. Mais les Chinois ramènent la polémique à un niveau essentiellement stalinien : Tito et sa « clique » sont des agents de l'impérialisme et comme tels doivent être combattus. En d'autres termes, malgré tout ce qu'ils ont écrit eux-mêmes en 1956-1957, les Chinois tâchent encore une fois d'expliquer ce qui peut être la dialectique interne dans le mouvement ouvrier comme si elle était déterminée par des agissements des impérialistes ou de leurs agents. Cette attitude envers les Yougoslaves doit être d'autant plus condamnée que, dans la plupart des cas, en critiquant Tito c'est en réalité Khrouchtchev qui est visé ; car les dirigeants chinois n'oublient pas leurs habitudes bureaucratiques et évitent la polémique directe et franche — qui dans le mouvement communiste devrait être normale et n'aurait absolument rien de scandaleux ou de ruineux — en préférant les déformations, les réticences et des procédés d'une saveur très byzantine.

Malgré toutes les réserves, on ne saurait oublier que les thèses avancées par les dirigeants chinois sont, en dernière analyse, le reflet d'une réalité profonde. C'est la réalité de la révolution asiatique, de la révolution coloniale en général, qui ne peut pas accepter des positions qui ne sont pas celles d'une lutte à fond contre l'impérialisme et qui ne peut pas non plus se satisfaire de raconter sur une « coexistence pacifique » qui serait désormais possible, sur l'esprit de Camp David, sur une détente irréversible. Ce dont cette révolution a besoin, c'est d'un recours aux sources intarissables de la pensée dialectique et révolutionnaire du léninisme : et la polémique des dirigeants chinois — malgré tout le carcan bureaucratique — le confirme à sa manière.

Il y a lieu de croire, de toute façon, que cette polémique qui va se poursuivre aura des répercussions très importantes dans le mouvement ouvrier, où elle devrait stimuler des attitudes de plus en plus critiques de la part de militants et de cadres communistes. C'est la tâche des marxistes révolutionnaires de faciliter et de propulser ce processus par une intervention plus active que jamais dans leurs secteur de travail respectif.

## La Révolution cubaine

La révolution cubaine est arrivée à un point crucial de son développement. A la suite des progrès déjà réalisés, elle a largement dépassé les limites bourgeoises démocratiques en adoptant des mesures qui portent atteinte au régime capitaliste même.

En s'appuyant sur la mobilisation des paysans, commencée avant la chute de Batista, elle n'a pas seulement réalisé la réforme agraire, mais a aussi organisé la production sur la base de coopératives paysannes. En ce sens, elle est allée plus loin que la révolution guatémaltèque et la révolution bolivienne, qui se sont limitées à la répartition de la terre, arrêtant ainsi la réforme à mi-chemin.

D'autre part, en utilisant comme cadres les officiers et les soldats de l'armée révolutionnaire, la révolution cubaine développe une politique de lutte contre l'analphabétisme, de construction de maisons d'habitation, d'élévation du niveau de vie du peuple.

Sous la pression de l'encerclement impérialiste et de la contre-révolution à l'intérieur, Castro a pris des mesures telles que l'expropriation des grandes propriétés agricoles américaines (avec des indemnités à long terme), l'expropriation des grands hôtels, propriété américaine, la confiscation des journaux financés par le gouvernement de Batista, l'amorce d'un monopole du commerce extérieur (par une orientation des importations vers les articles plus nécessaires pour le développement du pays à cette étape), etc...

Les syndicats, de leur côté, ont accentué leur rôle politique, ainsi qu'il apparaît des résolutions du congrès de la C.T.C. (centrale syndicale) ; ils ont organisé leurs milices paysannes, ouvrières et estudiantines (en dépit de l'hostilité initiale de Castro à un tel élargissement de l'armement populaire) et affirmé les principes du contrôle ouvrier, comme c'était le cas pour les syndicats des typographes et des journalistes des quotidiens.

Certes, tout ce développement, qui va au-delà des limites bourgeoises, a été réalisé sous une direction petite bourgeoise, avec une structure et une idéologie bourgeoise et non socialiste, telle que la direction de Fidel Castro.

En ce moment, la révolution est arrivée à une phase où, la réforme agraire ayant été réalisée, le paysan cesse de jouer un rôle d'avant-garde et ce rôle est transféré aux villes, au prolétariat. Le paysan, maître de sa terre, va commencer à considérer la révolution du point de vue du marché, du point de vue de ce que la ville va donner en échange de ses produits. De ce facteur va dépendre de plus en plus l'ampleur de son soutien.

Le problème de l'industrialisation du pays passe donc au premier plan. Dans cette industrialisation et dans les mesures et les méthodes pour la propulser dans un pays arriéré et sous les attaques de l'impérialisme, les tâches du prolétariat passent à leur tour au premier plan.

La révolution cubaine doit entamer un programme d'étatisation des principales industries et des banques, d'administration ouvrière, de contrôle ouvrier, de planification du développement industriel sur la base du monopole étatique du commerce extérieur et des rapports équilibrés entre les prix des produits industriels et les prix des produits agricoles.

La réalisation d'un tel programme est impossible sans une expansion extraordinaire de la participation des masses à l'administration de la société, de l'économie, des entreprises, des plans de développement.

La direction de Fidel Castro avance sur ce terrain d'une façon empirique. Elle fait des pas en avant sous la pression des masses, mais elle reste prisonnière de sa conception de « capitalisme humaniste ». Il y a une contradiction permanente entre sa conception au fond paternaliste à propos de la participation des masses, et l'impulsion d'en-bas par les mêmes masses qui voudraient contrôler et diriger l'économie. A ce niveau, lorsque le centre des tâches de la révolution se déplace de la campagne aux villes, il est évident que l'armée révolutionnaire ne peut pas être la seule source de cadres pour la révolution, le seul « parti » qui organise les masses.

Ainsi se pose d'une façon aiguë la nécessité d'une direction ouvrière, de cadres prolétariens dotés d'une idéologie prolétarienne et révolutionnaire, d'organes du type soviétique, afin de fixer et d'accomplir les tâches de la révolution. Dans le « Mouvement du 26 juillet », il y a toute une tendance qui s'oriente dans cette direction, qui exige une combinaison consciente des mesures bourgeoises démocratiques avec les mesures socialistes pour faire progresser la révolution.

Cette combinaison a été amorcée, mais sous une forme élémentaire, empirique, non consciente, déterminée par le caractère permanent de la révolution cubaine qui a commencé comme une campagne de moralisation administrative menée par un groupe petit bourgeois idéaliste et qui a débouché dans une transformation révolutionnaire de toute la vie du pays.

L'impérialisme a compris le développement permanent de la révolution : ce qui explique fondamentalement la violence extrême de ses attaques. Tandis qu'il y a encore des commentateurs impérialistes qui comparent Castro à Nasser et réclament une attitude visant à le neutraliser, la direction consciente de l'impérialisme a compris que l'évolution de la révolution cubaine échappe à tout contrôle possible par sa direction, que ses répercussions dans toute l'Amérique latine sont énormes et révolutionnaires, que l'exemple des coopératives agricoles, des milices armées, etc..., se propage et sape les bases de l'impérialisme dans l'Amérique latine. L'impérialisme a une compréhension empirique qu'à Cuba il s'agit d'une manifestation de la révolution permanente qui ne peut s'arrêter à une étape donnée et, par conséquent, sa politique est de l'écraser et non de négocier avec sa direction actuelle.

C'est justement sur le plan international que les progrès de la révolution cubaine ont été jusqu'ici plus spectaculaires et les coups au prestige et à la domination impérialistes plus lourds.

Cuba a démontré qu'il est possible de résister à l'impérialisme, « dans la gueule du monstre », comme le dit un journaliste français. Cuba a répondu coup pour coup aux attaques impérialistes. Cuba s'est lancé dans une lutte pour rompre l'encerclement économique et l'étouffement du commerce extérieur outre le retrait des aides reçues par Batista, en établissant des relations diplomatiques et commerciales avec les Etats ouvriers et les pays semi-coloniaux d'Asie.

Au boycottage du sucre cubain (de la vente duquel dépend l'économie de l'île) aux Etats-Unis, Cuba a répondu en acceptant un crédit de 100 millions de dollars de l'Union Soviétique et en signant avec celle-ci un accord pour la vente annuelle d'un million de tonnes de sucre pendant cinq ans (20 % seront payés en dollars et 80 % en marchandises, parmi lesquelles du pétrole soviétique). Il a signé un accord avec le Japon, vendant 450.000 tonnes de sucre contre l'achat de marchandises japonaises pour 18 millions de dollars. Il est en train de traiter avec la R.A.U., la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Inde, la Pologne et l'Indonésie. Il envoie des délégations dans les Etats ouvriers ; la Chine populaire ouvre à Cuba son agence de presse. Tout cela sous le nez de l'impérialisme yankee. C'est un exemple qui fait une impression énorme sur tous les peuples de l'Amérique latine. Il est sûr que si l'impérialisme n'est pas intervenu militairement à Cuba, c'est parce qu'il sait qu'il déclencherait une tempête révolutionnaire de conséquences incalculables dans toute l'Amérique latine.

Cuba reçoit ce soutien populaire en dépit de l'hostilité ouverte de tous les gouvernements bourgeois latino-américains, même si quelques-uns d'entre eux, comme celui du Venezuela, sont obligés de modérer leurs critiques pour ne pas se heurter aux masses. Pendant le dernier voyage d'une délégation cubaine en Amérique latine, le président de Cuba, Dorticos, a pu vérifier la chaleureuse réception populaire dans tous les pays et l'accueil officiel, froid et hostile, de la part des gouvernements d'Argentine, d'Uruguay, du Brésil, qui n'ont pas évité des attitudes diplomatiques désobligeantes contre la délégation cubaine.

Toutes les bourgeoisies latino-américaines se sont unies à l'impérialisme dans une crainte commune des répercussions révolutionnaires dans leurs propres pays de la révolution cubaine. Une ligne de division très nette, qui se confond de plus en plus avec la ligne anti-impérialiste et de classe, partage toute l'Amérique latine dans la question du soutien à Cuba. Le cri des masses latino-américaines : à la cubaine ! effraye les bourgeoisies et leurs alliés.

L'évolution internationale accentue l'urgence des tâches ouvrières de la révolution. La reconnaissance diplomatique prochaine de la Chine, l'invitation à Khrouchtchev et à Chou-En-Lai de visiter Cuba, marquent, sur le plan de la politique internationale, le glissement objectif de la révolution vers des tâches prolétariennes. Car il est indéniable que toutes ces attitudes ont une signification beaucoup plus profonde en pleine Amérique latine, à peu de kilomètres des Etats-Unis et avec la conscience des répercussions très lourdes sur la base même de l'impérialisme yankee, qu'en Asie ou au Moyen-Orient.

Dans le « Mouvement du 26 juillet », dans les syndicats, il y a une tendance de gauche qui s'oriente vers une compréhension du tournant auquel la révolution est en train d'arriver. Cette tendance se pose comme tâche de construire, sur des bases marxistes-révolutionnaires, une direction qui applique d'une façon consciente un programme ouvrier dans le but de surmonter les contradictions nationales et internationales de la révolution et d'assurer une issue latino-américaine à la révolution cubaine : l'alliance organisationnelle et militante avec tout le mouvement ouvrier et anti-impérialiste de l'Amérique latine et la perspective des Etats-Unis Socialistes de l'Amérique latine.

L'action du Parti Ouvrier Révolutionnaire (section cubaine de la IV<sup>e</sup> Internationale) a pour but d'aider le développement de cette tendance, d'accélérer la construction d'une direction ouvrière pour la révolution et d'orienter par un programme ouvrier le cours de la révolution et la formation des cadres dirigeants de la prochaine étape. En même temps, elle soutient toutes les mesures progressives du gouvernement cubain et appuie la résistance et les mesures anti-impérialistes.

Le soutien international à la révolution cubaine en ce moment doit être un soutien actif à sa lutte anti-impérialiste, à ses mesures anti-capitalistes, au renforcement de ses liaisons avec les Etats ouvriers et avec le mouvement ouvrier international et au développement de son aile marxiste-révolutionnaire, dont va dépendre de plus en plus le sort de la révolution.

## Les négociations sur l'Algérie

C'est le 1er novembre 1954 qu'a commencé la lutte armée du peuple algérien, la Révolution algérienne. La France avait alors un gouvernement dirigé par Mendès-France, avec comme ministre de l'Intérieur (responsable pour l'Algérie, départements français) Mitterrand. Ces deux champions de la gauche prononcèrent alors des paroles qu'ont reprises les ultras à plusieurs reprises : « La France, c'est l'Algérie », « la seule négociation, c'est la guerre ». C'est Mendès-France qui nomma Soustelle comme gouverneur général de l'Algérie.

Que de chemin parcouru au cours des six années de cette lutte engagée au nom du mouvement révolutionnaire algérien, de tout un peuple par une phalange de deux à trois mille hommes, cadres moyens, déçus par les rivalités au sein d'une direction impotente !

L'impérialisme français a mobilisé constamment, depuis 1956, plus d'un demi-million d'hommes pour tenir un pays de neuf millions d'habitants : jamais l'histoire n'a connu d'expédition coloniale de cette envergure. Environ un million et demi d'Algériens ont été « regroupés » dans des camps, dans des conditions scandaleuses, pour qu'ils ne puissent aider les fellaghas. Des dispositifs militaires comme la ligne Morice ont été édifiés à grands frais pour faire de l'Algérie un pays fermé à ses voisins. Les moyens les plus cruels, les tortures, les sévices les plus monstrueux ont été monnaie courante au cours de cette « pacification ». En France même, environ 400.000 Algériens, indispensables comme main-d'œuvre pour l'économie, ont été soumis à un régime d'exception et aux violences systématisées.

La Révolution algérienne ne reçut qu'une aide minime, sans rapport aucun avec les moyens dont disposait l'impérialisme français, de la part des pays arabes. L'aide des Etats ouvriers ? De l'U.R.S.S., rien. De la Chine, bien peu quoiqu'en dise la presse mondiale. Quant au mouvement ouvrier français, on sait que ses directions firent tout pour briser les élans naturels des masses contre la guerre : c'est le gouvernement Guy Mollet, avec le vote des pouvoirs spéciaux auquel participèrent les élus communistes, qui envoya le contingent en Algérie et établit un régime de terreur contre les Algériens en Algérie et en France; ce sont ces dirigeants qui abandonnèrent les manifestations des rappelés en avril-mai 1956; ce sont aussi ces dirigeants qui soutinrent Pflimlin en mai 1958, quand celui-ci, exploitant la menace du coup de force d'Alger, assura la venue au pouvoir de de Gaulle.

Comment se fait-il que des négociations aient pu s'engager ? Les Algériens n'ont rien fait qui puisse ressembler à une capitulation. C'est de Gaulle qui, à la suite de diverses déclarations en termes variables, souvent équivoques, a fini par prononcer le 14 juin 1960 des mots qui permettaient au G.P.R.A. de s'engager formellement sur un pied d'égalité. La réaction en France ne s'y est pas trompée : elle sait que l'impérialisme français a reculé et elle voudrait enrayer un processus au bout duquel elle voit la défaite pour l'impérialisme.

Ce qui a déterminé de Gaulle à entrouvrir légèrement la porte à des négociations, c'est d'une part un renforcement des positions algériennes sur le plan international, notamment du fait que 1960 s'est montré l'année de l'Afrique par l'accession à l'indépendance de nombreux pays africains, que les Etats Unis ont donné un signal discret avec la reconnaissance du G.P.R.A. par le gouvernement du Libéria, et, d'autre part, parce que, depuis l'échec du putsch fasciste d'Alger en janvier 1960 et une déclaration de de Gaulle que la guerre durerait encore des années on assiste à une ranimation des masses en France même, à un intérêt croissant sur la question algérienne, et surtout à des manifestations grandissantes dans la jeunesse universitaire contre cette guerre, allant jusqu'au refus de servir et à l'aide au F.L.N. Pour ne pas être pris de vitesse, de Gaulle a prononcé quelques mots que le G.P.R.A. a saisis pour envoyer une délégation préliminaire en France.

\*\*

La distance est grande entre les interlocuteurs. Il ne peut faire de doute que si le peuple algérien a la possibilité de s'exprimer librement, sans pression de l'administration française, sans pression de l'armée française, si les hommes du F.L.N. peuvent défendre librement leurs positions en Algérie, le résultat serait une majorité écrasante pour une République algérienne indépendante. De Gaulle, défenseur des intérêts du capitalisme français, tout en parlant d'une « Algérie algérienne » n'est pas encore prêt à accepter une République algérienne, même si elle devait pour un temps se trouver dans la « Communauté ». Le vrai problème n'est pas celui des Européens en Algérie, problème qui a été gonflé et entretenu artificiellement, pour entraver l'indépendance de l'Algérie. Le problème, c'est, d'une part, l'effet sur l'armée française de l'évacuation de l'Algérie, survenant après une succession de défaites pendant vingt années; cela la saperait sans qu'elle puisse trouver une raison de vivre dans la « force de frappe » que de Gaulle lui fait miroiter. Le problème, c'est, d'autre part, l'absence de garantie du maintien du capitalisme dans un pays où six années de révolution et l'absence d'une réelle bourgeoisie indigène font quasiment coïncider l'indépendance nationale avec la libération sociale la plus audacieuse. L'Algérie risque d'aller bien au-delà de Cuba, de la Guinée, et de donner une impulsion irrésistible à la révolution socialiste dans tout le Maghreb.

Dès les premiers contacts, on a vu la distance considérable qui sépare le pouvoir en France du G.P.R.A. Il n'est guère besoin de souligner l'attitude absolument inouïe de de Gaulle (car seuls des imbéciles peuvent encore tenter d'opposer Debré à de Gaulle, là où il y a division du travail). Les délégués du G.P.R.A. auraient à accepter des conditions de vaincus et le bon vouloir et la générosité de sa grandeur ! Il est évident que de telles conditions ne seront pas acceptées et que le gouvernement français devra rabattre énormément de ses prétentions. On ne prononcera peut-être pas d'un côté et de l'autre le mot de rupture, on se regardera peut-être des semaines et même des mois sans bouger, mais il faudra nécessairement que le gouvernement français ait une appréciation plus réaliste du véritable rapport des forces.

Mais la Révolution algérienne a besoin plus que jamais, au moment où elle entrevoit les premiers résultats de sa lutte, une aide de toutes les forces anti-impérialistes dans le monde. Nul doute que les peuples qui sortent du joug colonial ne fassent leur devoir. La rupture de la Conférence au sommet est, elle aussi, dans une certaine mesure favorable à une aide plus substantielle des Etats ouvriers. Mais ce qui importe

le plus, ce qui peut jouer le rôle décisif dans la suite des événements, c'est l'hostilité des masses travailleuses de France à la guerre d'Algérie. Il est vraisemblable que de Gaulle espèrait endormir à nouveau les masses en permettant l'ouverture de négociations. Son domestique Guy Mollet s'était aussitôt empressé de dire qu'il fallait laisser de Gaulle poursuivre tranquillement les négociations. Mais, face à ces manœuvres et à ces ruses, il est permis de penser que la ranimation qui a été unanimement constatée dans les masses travailleuses en France, et notamment la volonté exprimée qu'un terme soit mis à la guerre par la jeunesse universitaire, loin de disparaître, vont être stimulées par les prétentions de l'impérialisme français et donneront lieu, au bout d'un certain temps, à de grandes manifestations dirigées contre la guerre et contre le régime.

Ce qui donne les espérances les plus grandes, ce sont divers signes qui témoignent d'une évolution très profonde dans les masses. Une volonté d'unité d'action se fait jour jusque dans le P.S. de Guy Mollet et dans les syndicats réformistes de Force Ouvrière, que certains dirigeants subissent à leur corps défendant, tandis que Guy Mollet lance une manœuvre de diversion en proposant un cartel de la gauche sans le P.C.F. et la C.G.T. Dans la jeunesse, une avant-garde réfractaire, passant aux côtés de la Révolution coloniale, puise son courage dans la sympathie plus ou moins nettement affirmée des couches les plus larges.

La Révolution algérienne commence à gagner la bataille; mais, après tant d'années où c'est la réaction qui avait eu l'initiative, il faut profiter du renversement des tendances pour agir vite et fort afin que l'Algérie devienne indépendante et que l'aspect social de la Révolution algérienne acquière sa plénitude la plus complète.

## Les journées révolutionnaires du Japon

Le monde entier a suivi intensément et saisi instinctivement les grandioses événements du Japon, les manifestations ardentes et systématiquement poursuivies pendant des semaines qui ont eu pour point culminant la fuite de Hagerty en hélicoptère et l'abandon du voyage au Japon d'Eisenhower. Chacun y a vu un coup puissant porté à l'impérialisme américain directement, et plus généralement à tout l'édifice du monde capitaliste devant la révolution montante à travers le monde.

Les événements du Japon puisaient incontestablement leur source dans les crimes atroces commis contre les masses du pays qui, à Hiroshima et Nagasaki, avaient servi de cobayes pour la guerre atomique. Quinze années ne pouvaient effacer de tels souvenirs, surtout au moment où il était question de préparer de nouveaux holocaustes.

Que le pacte nippo-américain ait été ensuite malgré tout signé, cela prouve que les impérialistes n'ont pas l'intention de renoncer à leurs plans, même s'ils doivent y introduire des modifications pour tenir compte des conditions de plus en plus désavantageuses pour eux. On ne peut oublier que le pacte a été signé littéralement à la sauvette, ce qui montre sa valeur toute limitée pour une guerre.

Les événements du Japon, survenus peu après ceux de la Corée du sud qui obligèrent le bourreau Syngman Rhee à lâcher le pouvoir, est un coup direct à tout le système américain de combat dans le Pacifique. Les larbins du sud-Vietnam, de la Thaïlande, du Laos, et le « grand ami » Tchong-Kai-Chek, ont senti en ces journées les affres de la mort. Il est bon de rappeler aussi qu'après avoir renoncé à visiter le Japon, Eisenhower a eu un tel accueil à Okinawa qu'il s'est empressé de s'en aller en passant par l'escalier de service.

Mais les événements du Japon ont une importance qui dépasse de beaucoup la question des rapports est-ouest sous le seul angle stratégique et militaire. Ils étaient les combats préliminaires dans une situation sociale au Japon grosse d'explosions révolutionnaires contre l'ordre capitaliste. Nous ne pouvons dans une note éditoriale développer toutes les caractéristiques de la situation au Japon (nous renvoyons nos lecteurs à plusieurs articles parus sur ce pays dans notre revue au cours des années précédentes). Il nous suffira de rappeler que le Japon combine à la fois des traits d'un pays capitaliste économiquement très développé et dans certains domaines des traits voisins de ceux des autres pays asiatiques. Cette combinaison aussi contradictoire explique fondamentalement la nature explosive, tumultueuse, puissante, des manifestations et des luttes à travers lesquelles les contradictions sociales tendent à se résoudre. Au fond, le Japon possède en lui des contradictions qui rappellent celles de la Russie tsariste du début du 20<sup>e</sup> siècle, mais portées à un niveau beaucoup plus élevé.

Les événements du Japon, survenus peu après ceux de la Corée du Sud qui obligèrent le bourreau Syngman Rhee à lâcher le pouvoir, est un coup direct à tout les nifestations et des luttes à travers lesquelles les contradictions sociales tendent à se les plus larges. Le P.C. japonais qui annonçait les balivernes staliniennes sur la révolution démocratique — et ce vis-à-vis d'une Chine qui, pour les Japonais, avait retard séculaire et faisait des pas de géant grâce à une révolution prolétarienne victorieuse — s'était trouvé dépassé par les événements : il commença par s'y opposer et opéra un tournant quand visiblement il ne pouvait faire autre chose pour être dans le mouvement des masses.

Une caractéristique très importante du mouvement ouvrier japonais est qu'il n'est pas contrôlé pour sa grande majorité et même pour ses cadres les plus militants par un P.C. dépendant de Moscou ou de Pékin. La force politique principale y est le Parti socialiste de gauche, un parti qui, dans les dernières années, a connu une vie politique intérieure tourmentée et où il y a de grandes potentialités pour une tendance marxiste révolutionnaire. Ce parti dirige, par ses cadres syndicaux, la centrale S.O.H.Y.O., qui a pris une part énorme dans les journées révolutionnaires de juin 1960 en mobilisant les ouvriers qui y ont constitué la masse active.

Un trait qu'on ne saurait minimiser, c'est le rôle glorieux, héroïque, admirable à tous égards, et l'importance politique dans le pays, de la jeunesse estudiantine, et de sa grande organisation, le Zengakuren. Forte de 350.000 membres, elle se trouvait dirigée depuis son dernier Congrès par une coalition de communistes « gauchistes », en rupture avec le P.C., et de trotskystes, coalition qui avait éliminé les stalinien de la direction. Par leur exemple, les étudiants japonais ont porté des coups sérieux à la conception stalino-khrouchtchevienne de la marche au socialisme par les voies parlementaires et pacifiques. On peut aisément comprendre que la température qui montait depuis des mois au Japon n'a pas peu contribué à agir sur les Chinois et ainsi, indirectement, à attiser les divergences entre Soviétiques et Chinois.

La révolution japonaise a pris un départ très prometteur. Mais tout processus révolutionnaire dépend, quant au temps qu'il prend et au résultat auquel il aboutit, de l'existence d'une direction marxiste révolutionnaire. Sur ce point particulier, la situation est généralement, comme nous venons de le signaler plus haut, prometteuse. Mais il faudrait se garder d'un optimisme irréfléchi. On sait que le mouvement ouvrier et socialiste japonais a connu dans les dernières années de nombreuses crises, et il semblerait, aux toutes dernières informations de presse, qu'après les récents événements de nouvelles différenciations apparaissent. Si regrettable que soit cet aspect des choses, il ne faut qu'à moitié en être surpris. Les contradictions explosives du Japon se frayent un chemin jusque dans le mouvement ouvrier et socialiste. Une véritable direction marxiste révolutionnaire, ce sera celle qui, à la fois sur le plan politique et organisationnel aura réussi à les résoudre dans son organisation et qui en outre aura acquis une influence et une force de masse. Si difficile que soit cette tâche, nous n'avons aucun doute que, dans toutes les possibilités que juin 1960 a révélées au Japon, il y a aussi les éléments ouvriers et intellectuels qui, avec l'aide de toute l'avant-garde marxiste internationale groupée par la IV<sup>e</sup> Internationale, construiront le parti révolutionnaire qui guidera le prolétariat et les masses travailleuses du Japon à la conquête du pouvoir.

## La poussée à gauche s'accroît dans le mouvement ouvrier britannique

Au lendemain des dernières élections, l'extrême-droite révisionniste du parti travailliste britannique — MM. Crosland, Jay et Cie — avaient ouvert une offensive en règle contre le programme et les traditions du parti. Ce programme est loin d'être marxiste; c'est un mélange de doctrine syndicaliste et social-démocrate, avec un cachet nettement visible des Fabians; ses auteurs furent des hommes comme les Webb, G.D.H. Cole et autres. Mais il comporte, dans son fameux point quatre, une profession de foi socialiste en faveur de l'appropriation collective de tous les moyens de production, de distribution et d'échange. C'est cette profession de foi qu'il s'agissait d'éliminer, afin de « moderniser » le parti travailliste, c'est-à-dire de le transformer en une sorte de parti libéral-conservateur de gauche.

L'offensive de l'extrême-droite fut mal accueillie non seulement par la masse des membres du parti travailliste, mais encore par une bonne partie de la bureaucratie syndicale, attachée à la tradition du mouvement et sensible aux sentiments des ouvriers. Gaitskell commist l'erreur de s'identifier avec les révisionnistes. Il fut sur le point d'être mis en minorité au cours du Congrès du Parti travailliste qui devait analyser les causes de l'échec électoral. La formule centriste de Bevan, selon laquelle il fallait nationaliser « les positions dominantes de l'économie », rallia la plupart des hésitants.

Finalement, l'Exécutif du Parti élabora un compromis. Le « point quatre » serait conservé tel quel. Mais cet « Ancien Testament » serait complété par un « Nouveau Testament » qui affirmait que, s'il fallait nationaliser les fameuses « positions dominantes », une économie socialiste devrait en même temps conserver un large secteur privé contrôlé par l'Etat. Ce compromis fut vigoureusement appuyé par Bevan et ses amis les plus proches. Néanmoins, à mesure que les mois passèrent, il s'avéra que la base, tant des sections locales que des syndicats, était plus à gauche que l'aile

gauche de l'Exécutif, et qu'elle rejetait le compromis. Les uns après les autres, les Congrès syndicaux se prononcèrent en faveur du maintien pur et simple du « point quatre », sans amendement ou complément d'aucune sorte. Finalement, au début de juillet, l'Exécutif enregistra sa défaite. Il décida de retirer de l'ordre du jour du prochain Congrès travailliste le complément à la Charte du Parti, tout en se réservant le droit de la présenter comme une contribution valable à l'élaboration d'un programme travailliste à un futur Congrès.

Parallèlement au débat sur la modification de la Charte du parti, se déroula la discussion sur la politique militaire du parti. On se rappelle qu'en 1958, Bevan avait évité que le Congrès travailliste ne se prononce en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne en affirmant qu'il ne voulait pas « apparaître nu à la conférence au sommet ». Depuis lors, les partisans du désarmement unilatéral ont été considérablement renforcés. D'abord, le succès étonnant de la Marche d'Aldermaston à Londres, organisée par le comité pour le désarmement nucléaire (il y eut 100.000 manifestants à Trafalgar Square à Pâques 1960, dans la plus grande manifestation politique que Londres ait connue depuis un siècle). Ensuite, l'échec du « Blue Streak », la fusée nucléaire fabriquée en Grande-Bretagne. Le gouvernement MacMillan dut avouer que son pays était incapable d'assurer son propre armement nucléaire et qu'il devait emprunter ses armes de destruction massive à l'impérialisme américain.

Les partisans du désarmement nucléaire unilatéral ouvrirent par conséquent une puissante offensive au sein du Parti travailliste. Ils reçurent l'appui de plusieurs grands syndicats, notamment le syndicat des transports et des industries diverses T.G.W.U., le syndicat des métaux A.E.U., le syndicat des mineurs et le syndicat des cheminots N.U.R. Voyant que la gauche était sur le point de remporter une victoire sur ce terrain également, Gaitskell se replia vers une position de compromis. Celle-ci affirme que la Grande-Bretagne doit cesser de fabriquer elle-même des armes nucléaires et qu'elle ne doit pas non plus tolérer des rampes de lancement pour fusées nucléaires sur son territoire. En même temps, cette motion se prononce en faveur de l'alliance atlantique. En fait, la droite travailliste se réfugie « sous le parapluie nucléaire des Etats-Unis »; elle adopte précisément la position « centriste » que Gaitskell avait si vigoureusement condamnée comme « hypocrite » il y a quelques mois à peine.

Encore n'est-il pas certain que ce compromis sera adopté. S'il a l'appui du syndicat des mineurs, les métallurgistes se sont prononcés à une petite majorité en faveur du désarmement unilatéral et la T. & G.W.U., conduite par Frank Cousins, se trouve à la tête du combat des « unilatéralistes ».

La position de Gaitskell en tant que leader du Parti est donc fortement ébranlée, même si son compromis en matière de politique militaire est adopté de justesse. S'il est rejeté de même que son amendement du « point quatre », on voit mal comment il pourrait conserver son poste. En réalité, sa succession est d'ores et déjà ouverte. S'il s'accroche avec un certain succès, c'est qu'on lui trouve difficilement un successeur. Bevan, qui aurait pu maintenir l'unité du parti, est mort précisément au moment où ses ambitions étaient sur le point de se réaliser. Robens, le candidat le plus sérieux que l'appareil travailliste pouvait avancer, a préféré accepter la place bien rémunérée de président du National Coal Board (industries charbonnières nationalisées). Brown et Callahan, les autres candidats de la droite, manquant d'envergure et d'influence à la base. Quant à la gauche, elle n'a qu'un seul candidat : Hugh Wilson, qui est loin d'avoir la popularité d'un Bevan. Cousins, le vrai successeur de Bevan, à la tête de la gauche travailliste, refuse tout mandat politique. Il préfère faire un roi plutôt que d'être roi lui-même.

Le glissement à gauche du mouvement travailliste, qui est phénomène historique impressionnant, ayant débuté il y a près de dix ans et se poursuivant lentement mais sûrement presque sans arrêt, révèle ainsi la crise de l'ensemble de la doctrine et du personnel dirigeant social-démocrate, à droite comme à gauche. La mort de Bevan prend la signification d'un symbole. Bevan incarnait les meilleures qualités de l'ancienne social-démocratie qui, ne l'oublions pas, s'est développée en Grande-Bretagne, en tant que mouvement de masse, avec 20 à 30 ans de retard sur le continent européen. Issu de la classe ouvrière, il n'en a jamais perdu le contact; il en avait conservé un certain dédain des mœurs, des us et coutumes du monde bourgeois. Il trouvait les paroles qui exprimèrent l'esprit de rébellion et la volonté de reconstruire la société sur une base socialiste qui sommeillent dans le cœur de la plupart des travailleurs britanniques. Avec toute la différence d'époque et de lieu, il fut en quelque sorte le Bebel et le Jaurès du prolétariat britannique, l'héritier de Keir Hardie, le contemporain des grands leaders de la II<sup>e</sup> Internationale avant 1914 qui n'avait pas encore à sa disposition un parti de la puissance de l'actuel Labour.

Bevan fut en même temps le miroir fidèle de toutes les faiblesses et insuffisances de l'ancienne social-démocratie. Il n'avait pas de doctrine. C'était un empirique pur, qui se contentait de résoudre les problèmes au fur et à mesure que ceux-ci se présentaient. Il n'était pas opposé à la défense nationale dans le régime capitaliste; il protestait seulement contre les budgets militaires trop élevés. Il ne voulait pas rompre avec l'alliance atlantique, mais seulement acquiescer une indépendance plus grande au sein de cette alliance. Il ne voulait pas renverser le capitalisme de manière révolutionnaire, mais seulement accélérer la cadence des réformes socialisantes. Son incompréhension des problèmes d'organisation en firent en pratique un individualiste,

un « outsider », un « trouble-shooter » que d'autres acceptèrent comme leader mais qui se refusait obstinément à construire une tendance. Aussi le bevanisme meurt-il avec Bevan. Ce qui subsiste, c'est un vaste courant inorganisé, ayant des assises très larges aussi bien dans la classe ouvrière que parmi les jeunes intellectuels, que Frank Cousins s'efforcera de diriger.

La faiblesse fondamentale d'un Gaitskell, c'est son absence totale de traditions et de liens avec le mouvement ouvrier, son incapacité à prévoir et à sentir la réaction de milliers de militants syndicalistes et travaillistes. Il pouvait à la rigueur diriger le parti si celui-ci était tombé dans un état de léthargie, dans une situation de passivité totale de la classe ouvrière. Il ne peut le diriger alors que l'activité politique s'accroît à la base et que celle-ci glisse constamment vers la gauche.

Ce glissement continu à gauche, ensemble avec la faillite de Gaitskell et la mort de Bevan, risque de bouleverser tout le système politique sur lequel repose l'ordre bourgeois en Grande-Bretagne. La bourgeoisie l'a bien compris. Elle conseille à Gaitskell d'entrer en conflit ouvert avec le Congrès annuel travailliste, de refuser de se laisser lier par les décisions de ces Congrès. Elle prédit que la minorité du groupe parlementaire « fidèle » au Congrès ne disposerait pas de beaucoup de voix dans le pays. Elle spéculé en effet sur une profonde scission du travaillisme, qui est sa seule chance de salut à plus longue échéance.

Son calcul semble cependant erroné. Les candidats-députés britanniques doivent être désignés par les syndicats et par les sections locales; si des députés refusent de reconnaître les décisions des Congrès, qui sont l'émanation des syndicats et des sections locales, leur candidature ne sera plus avancée. La grande masse des électeurs travaillistes suivrait les candidats des syndicats et du parti, et non pas quelques candidatures individuelles. Pareille scission de fait à la MacDonald pourrait prolonger la domination des Tories pendant quelque temps; mais elle créerait un parti travailliste beaucoup plus radicalisé et plus dangereux pour le capitalisme britannique à plus longue échéance.

Les marxistes révolutionnaires britanniques ont le devoir de s'insérer plus que jamais dans le courant de gauche des syndicats et du Parti, et d'offrir à ce courant un programme de revendications transitoires, capables de l'unir et de le conduire à la victoire, contre les Tories autant que contre la droite travailliste.

## La crise congolaise

La bourgeoisie belge avait décidé d'accorder l'indépendance au Congo afin de conserver l'essentiel de ses positions économiques et de prévenir une mobilisation révolutionnaire des masses qu'une lutte prolongée pour l'indépendance aurait invariablement déclenchée dans ce pays dont un tiers des hommes adultes sont déjà des salariés. Elle avait de nombreux atouts pour faire aboutir ce projet : l'absence d'un parti politique national au Congo; la fragmentation de la vie politique d'après des lignes de démarcation ethniques et tribales; l'absence d'un mouvement syndical bien organisé; la faiblesse des cadres politiques; l'absence totale d'une intelligentsia (le Congo comptait moins de 20 universitaires africains au moment d'accéder à l'indépendance).

Et malgré tout, ce dessein a échoué. Il s'est heurté à deux obstacles imprévus : la bêtise provocatrice de l'administration belge, « ultra », au Congo même; la poussée de revendications économiques et sociales de la part des salariés congolais. Voyant que les nouveaux dignitaires congolais s'accordaient des traitements et d'autres privilèges royaux, alors qu'ils vivaient eux-mêmes dans la misère, les travailleurs et les soldats congolais ont commencé à réclamer des augmentations de salaires substantielles. L'attitude provocatrice des officiers belges de l'armée congolaise a conduit les soldats à se révolter et à réclamer de ne plus être commandés que par des Africains. A certains endroits, ce mouvement de révolte a été nettement progressiste, dirigé par de véritables conseils élus par les soldats; ailleurs, il a été d'inspiration nettement tribaliste, dirigé contre le mouvement central congolais et fomenté par des forces politiques pro-colonialistes.

Les administrateurs belges, désireux de montrer au Congo et à l'Afrique que « les noirs sont incapables de gouverner le pays », ont largement contribué à créer une anarchie générale, dans laquelle le nouveau gouvernement s'est trouvé démuné de moyens de gouverner. L'absence d'un puissant parti national s'est fait cruellement sentir, car il a empêché le gouvernement de mobiliser de larges masses à son appui. Dans ce chaos, quelques incidents ont eu lieu, mais malgré la campagne d'excitation inouïe de la presse belge et occidentale, le tout doit être réduit à ses justes proportions : en tout et pour tout une douzaine de morts. Jamais une mutinerie d'armée ne s'est produite dans des conditions aussi disciplinées et bénignes que la mutinerie congolaise.

Néanmoins, les milieux les plus réactionnaires de la bourgeoisie belge ont saisi le prétexte de ces incidents pour déclencher une double opération politico-militaire : d'une part, intervenir militairement au Congo, surtout afin de séparer le Katanga — où ils ont le plus d'intérêts — et de s'efforcer éventuellement de renverser le gouvernement Lumumba, installant un régime bardo-daïste ou plus exactement Ngo-Din-Diem (appuyé comme celui-ci sur les missions catholiques); d'autre part, mobiliser la petite-bourgeoisie en Belgique même contre le « système » et répéter à l'échelle de la Belgique le « coup du 13 mai », autour du roi ou de l'une ou l'autre personnalité militaire (par exemple le général Janssens, ancien chef de la Force Publique, et grand responsable de l'éclatement de l'armée congolaise).

Le premier objectif a lamentablement échoué et devait échouer dans le contexte mondial d'aujourd'hui. Le gouvernement Lumumba a tout de suite obtenu l'appui des Nations Unies où l'impérialisme américain a froidement « abandonné » son allié belge comme il avait abandonné ses alliés français et britannique lors de l'affaire de Suez. Les seuls alliés véritables du coup de force du Katanga peuvent être cherchés à Pretoria, à Salisbury, à Lisbonne et à Madrid; ils n'ont aucune chance de modifier l'attitude de l'O.N.U. qui rétablira d'une manière ou de l'autre l'intégrité territoriale de la République du Congo.

Ce seront d'ailleurs les capitalistes belges qui risquent d'être les gros perdants de cette manœuvre insensée. Au lendemain du 30 juin, ils contrôlaient encore toute la vie économique et administrative du Congo indépendant; demain, ce contrôle risque de glisser vers d'autres mains étrangères, et avant tout vers les Américains (à travers le Ghana), avant de revenir aux Congolais eux-mêmes.

Quant au deuxième objectif de l'extrême-droite, il n'a pas beaucoup plus de chances d'aboutir que le premier. Le choc émotionnel provoqué en Belgique par les nouvelles alarmistes lancées sur les Belges « massacrés », les femmes et les fillettes violées, les « atrocités » commises, a un instant ébranlé de larges couches populaires. Mais sauf à Bruxelles (où l'élément petit-bourgeois nationaliste est prédominant) et dans quelques centres secondaires de province, la classe ouvrière s'est reprise après quelques jours et a admirablement résisté à la pression chauvine. Le refus de la guerre coloniale et la volonté d'arrêter toute aventure fascinante ou d'Etat fort sont largement répandus. Cette pression a même été ressentie au sein des organisations de masse réformistes qui, après un mouvement de flottement et d'union sacrée, ont conservé pour le moment leur attitude d'opposition (fût-elle largement opportuniste) à l'égard du gouvernement bourgeois.

Le résultat le plus tangible de la crise en Belgique, surtout après la rentrée des anciens coloniaux, sera l'apparition d'une force politique d'extrême-droite. Le parti libéral a cherché — comme dans les années 20 — à regrouper ces forces ultrachauvines, partisans de formules « autoritaires ». Il n'a pas d'assises assez larges pour réussir. Ce sera aux confins du Parti Social-Chrétien, ou en rupture avec celui-ci, que la crise congolaise fera naître pour la première fois depuis 15 ans un substantiel parti d'extrême-droite qui modifiera assez sensiblement la géographie politique du pays, sans pouvoir pour autant miner la prépondérance potentielle du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, qui conservent leurs forces et leur prestige instacts.

15 juillet 1960.

## Libérez les camarades S. Santen et M. Raptis!

Le Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale envoie ses salutations chaleureuses et exprime sa solidarité révolutionnaire totale aux camarades Sal Santen et Michel Raptis, emprisonnés en Hollande à cause de leur travail courageux pour la défense et en aide de la Révolution algérienne et accusés par la police européenne d'avoir falsifié des papiers et de la monnaie pour les révolutionnaires algériens.

Le Secrétariat International rejette toutes les accusations calomnieuses avancées par la presse bourgeoise et par les autorités contre les deux camarades, et il proteste contre la répression des autorités capitalistes contre eux.

Les camarades Santen et Raptis ont été emprisonnés en tant que combattants pour la révolution mondiale et pour leur lutte en aide de la Révolution algérienne, et comme tels, ils ont droit au soutien complet et à la solidarité des organisations ouvrières et anti-impérialistes et de tous les militants révolutionnaires.

Le Secrétariat International communique à l'opinion ouvrière et anti-impérialiste dans le monde que, par des articles de journal, des menaces voilées ont été faites contre les vies des familles des camarades emprisonnés, de la part de la Main Rouge. Par ces menaces, cette bande criminelle, organisée et payée par l'impérialisme français, aurait la prétention de châtier les camarades Santen et Raptis pour leur lutte en faveur de la Révolution algérienne.

Le Secrétariat International confirme sa confiance absolue dans les deux camarades qui, de leur actuel lieu de combat, la prison, représentent la tradition de l'honneur révolutionnaire des trotskystes et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le Secrétariat International fait appel à toutes les organisations et à tous les partis révolutionnaires, à tous les militants révolutionnaires et anti-impérialistes, à toutes les forces et à tous ceux qui combattent sous une forme ou sous une autre pour la victoire de la révolution coloniale et pour la victoire de la révolution socialiste dans le monde, afin qu'ils dénoncent la répression bourgeoise contre les camarades Santen et Raptis, qu'ils expriment leur solidarité morale et matérielle et qu'ils soutiennent la lutte de la IV<sup>e</sup> Internationale pour la libération des deux camarades et contre la répression des militants révolutionnaires et anti-impérialistes.

**Libérez les camarades Santen et Raptis! A bas la répression contre la IV<sup>e</sup> Internationale et toutes les organisations ouvrières révolutionnaires et anti-impérialistes! Vive la Révolution algérienne! Vive la révolution coloniale et mondiale!**

Genève, le 19 juillet 1960.

### COMMUNIQUÉ

Le Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale ayant appris que certains journaux ont tenté de faire un amalgame entre les camarades arrêtés et un certain J. Zwart, mentionné dans ces récits, déclare catégoriquement qu'elle n'a jamais rien eu à faire avec ce Zwart, repousse cette nouvelle tentative de provocation contre notre mouvement et contre la Révolution algérienne, et met en garde contre de nouvelles provocations probables de la même espèce.

Le 20 juillet 1960.

## Ranimation politique en France

Nous avons, dans le dernier numéro de notre revue, indiqué que le bonapartisme de de Gaulle, après environ deux années de pouvoir, se trouvait dépouillé de ses appendices parlementaires, que l'appareil d'Etat apparaissait dans un isolement grandissant, et que l'autorité de de Gaulle commençait à diminuer, surtout en raison de l'incapacité qu'il montrait à amener la fin de la guerre d'Algérie.

La détérioration du climat politique s'est rapidement traduite par une série de mouvements revendicatifs, notamment dans les transports publics à Paris et dans les chemins de fer. Nous ne pouvons procéder ici à une étude très détaillée des mouvements qui se sont produits; ce sont quelques-unes de leurs caractéristiques principales et de leurs enseignements que nous voulons relever.

Dans l'ensemble, le mécontentement ouvrier était si fort que l'éclatement des mouvements a surpris non seulement le gouvernement, mais aussi, dans une assez grande mesure, les directions syndicales. Toute une série de luttes avait un caractère spontané. Les mouvements entraient dans le cadre d'une **pression** sur le gouvernement et le patronat, non dans celui d'épreuves de force. La plupart des manifestations avaient un aspect bon garçon; ce n'est que dans quelques cas particuliers que, provoqués, les travailleurs durcirent leurs mouvements et que se produisirent localement des incidents.

Dans cette situation, les directions syndicales s'alignèrent, toutes, sur la partie la moins avancée des mouvements, entretenant des illusions sur la possibilité de pouvoir obtenir des résultats substantiels au moyen de la pression seulement, et ne préparant pas les travailleurs pour des luttes beaucoup plus dures, pour des épreuves de force. Il eut été certainement très erroné de la part des dirigeants syndicaux, dans le rapport des forces résultant de la défaite de mai 1958, de partir de la faible ranimation qui se produit actuellement pour procéder immédiatement au lancement de grandes luttes qui ne

pouvaient tourner qu'à l'épreuve de force. Mais le rôle des directions devait être de diriger, de prévoir, de préparer, d'éduquer. Hélas, on est loin de compte.

Tous les travailleurs savent que la détérioration de leur niveau de vie est due à la continuation de la guerre d'Algérie. Les syndicats — qui, pourtant, s'affirment tous contre cette guerre — n'ont pas souligné avec toute la force nécessaire ce point dans le cours des mouvements. De même pour les organisations politiques. En outre, ni le P.C.F. ni la C.G.T. n'ont propagé la perspective d'une lutte contre le régime. Ni les luttes revendicatives ni la lutte contre la guerre d'Algérie ne sont inscrites dans une telle perspective. On comprend que, dans de telles conditions, on ne peut faire naître aisément la force, l'élan, la vigueur que nécessiteront à l'avenir des luttes qui se heurteront inévitablement à une répression aggravée du gouvernement. Si on pouvait en douter, il suffit de constater que le gouvernement qui, pendant toute la période où les mouvements étaient amples et tendaient à s'étendre, resta pratiquement inerte, s'est manifesté, lorsque la lutte marqua des signes de reflux, par un décret de réquisition des travailleurs des transports parisiens. C'était une provocation délibérée à laquelle les syndicats impliqués n'ont pas trouvé immédiatement une réponse appropriée.

La force du mouvement spontané des masses s'est montrée suffisamment grande pour que, malgré la rupture à la Conférence au sommet, on n'ait pas vu ce qui se serait produit presque inévitablement en d'autres temps et sous d'autres gouvernements, à savoir une rupture de l'unité d'action.

Pour résumer en quelques mots le bilan des mouvements revendicatifs du printemps 1960, on peut dire que le moral ouvrier en sort renforcé, mais il y a un gros « manque à gagner » pour que les prochains mouvements soient engagés et menés dans des conditions correspondant aux nécessités de la situation.

Un nouveau phénomène s'est manifesté en France, tout comme en bien d'autres régions du monde: l'entrée dans un mouvement politique de la jeunesse universitaire et des manifestations politiques des organisations de jeunesse contre la guerre d'Algérie. L'U.N.E.F., organisation officiellement reconnue des étudiants, a rétabli des relations avec l'U.G.E.M.A., organisation dissoute des étudiants algériens. Une déclaration a été signée par les représentants de 53 organisations de jeunes pour l'arrêt de la guerre d'Algérie.

En un temps relativement court, la réaction a vu fondre nombre de ses positions dans les Universités, cependant que des avant-gardes se tournaient vers des formes de lutte diverses, allant de la non-violence jusqu'à l'aide à la Révolution algérienne et au refus de servir dans l'armée.

Ainsi, dans la jeunesse en France, on a pu relever, compte tenu des particularités de la situation dans le pays, un phénomène de type mondial, un mouvement dans la jeunesse universitaire, non encadré par les organisations traditionnelles, sans éducation politique prononcée, mais se tournant spontanément vers des solutions et des moyens radicaux. En France, c'est la Révolution coloniale, sous la forme de la lutte du peuple algérien, qui a mis en branle la jeunesse universitaire et il est vraisemblable que la jeunesse ouvrière ne tardera pas à manifester elle aussi un éveil politique.

Le gouvernement a été très sensible à ces manifestations; face à la ranimation politique à laquelle on assiste en France, il a attaqué le point organisationnellement le plus faible, l'U.N.E.F., dont les membres sont en constant renouvellement par la force des choses, en lui retirant la subvention gouvernementale qui contribuait de façon importante à son fonctionnement. Bien que les déclarations de solidarité n'aient pas manqué, on n'a pas le sentiment que la question de la défense de l'U.N.E.F. ait été comprise comme un problème politique d'extrême importance.

Le fond de la question est que les directions officielles n'ont pas, envers la jeunesse, une attitude vraiment confiante. Elles ont peur de son non-conformisme, de ses tendances à aller beaucoup plus loin qu'elles, directions traditionnelles, ont l'intention d'aller. Il suffit de voir ce que furent les réactions des dirigeants et journalistes face à ces jeunes qui refusaient de servir ou qui se mettaient au service de la Révolution algérienne. Cette « gauche respectueuse », pour reprendre l'excellente expression des « Temps Modernes » (qui l'ont fustigée magistralement), implore à hue et à dia que tout le monde reste dans des limites qui sont compatibles avec ses désirs réformistes.

\*\*

Le régime de de Gaulle devait, ces derniers jours, recevoir une ruade de ceux qui, la veille encore, étaient ses meilleurs amis dans le monde de l'ex-empire français. En 1958, de Gaulle avait inventé la « Communauté » qui devait maintenir associé ce qui relevait jadis de l'Union

française. La Guinée s'en alla. Le Mali (Sénégal et Soudan) fut conservé avec la promesse de concessions. On alla ainsi à la « Communauté rénovée » qui transformait l'affaire en une sorte de confédération. Quand tout fut au point, les partisans d'une Fédération solide, c'est-à-dire les pays de « l'Entente », sous la direction de Houphouët-Boigny, de la Côte d'Ivoire, demandèrent leur indépendance pure et simple.

Situés dans un contexte international marqué par une poussée accentuée de la révolution coloniale, ces divers facteurs ont amené de Gaulle à faire des déclarations nouvelles permettant l'ouverture de négociations avec le G.P.R.A. avant que d'être pris de vitesse par une nouvelle détérioration de la situation en France même.

Nous examinons, dans une note éditoriale, la question de ces négociations quant aux rapports de la France et de l'Algérie. La question se pose ici de savoir quels peuvent en être les effets sur le développement de la situation en France.

Il est d'ores et déjà visible que la partie la plus réformiste du mouvement ouvrier et la bourgeoisie de gauche sont prêtes à se reposer sur de Gaulle pour la suite des événements. Il est probable que, de ce fait et aussi du fait de la politique timorée du P.C.F. et de la gauche socialiste, la résistance à la guerre d'Algérie n'aura pas, pour une période, le développement qu'elle paraissait devoir connaître si des négociations ne s'étaient pas engagées. Mais, à notre avis, il y a de grandes chances pour que l'on n'assiste là qu'à une fluctuation conjoncturelle. Car il semble se manifester, à travers la France, un renversement des tendances qui a sa source dans des changements profonds. Depuis janvier dernier, la réaction a perdu son élan; elle voudrait se mobiliser contre les négociations dont elle craint l'issue, mais elle craint aussi, par une mobilisation quelconque, de faire surgir à gauche des forces qui auraient facilement le dessus. A gauche, se manifeste une poussée unitaire symptomatique, dont les vieilles girouettes réformistes, du P.S. et de F.O., commencent à sentir le vent. Bien sûr, les dirigeants s'efforcent de ne pas se laisser déborder et de donner au mouvement, encore bien frêle, des objectifs bien timides (l'école laïque, etc...) qui ne sont pas faits pour lui insuffler de l'enthousiasme.

En face de cela, le régime gaulliste n'est évidemment pas prêt à céder la place. Il faut donc s'attendre à un durcissement des rapports sociaux, dans lequel l'initiative appartiendra au pouvoir. Mais, si minime que soit encore la ranimation politique, elle a, d'une part, sa source dans de profonds mouvements qui se sont opérés dans les masses et, d'autre part, elle a déjà donné naissance à des courants jeunes qui ne sont pas prêts à suivre les vieilles directions dans leur politique lâche et traïtresse. Le mouvement ouvrier français pourra se relever de sa défaite de mai 1958 plus tôt qu'on ne pouvait le penser.

27 juin 1960.

**H. LUCERO**

## Situation et tâches de la réforme agraire en Bolivie (\*)

### V. — L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS : SES BASES ET SES TÂCHES

#### Réforme agraire et révolution permanente.

L'expérience bolivienne est concluante : le développement en profondeur de la réforme agraire est incompatible avec la survivance du régime capitaliste. Malgré son caractère non capitaliste, la réforme agraire est par la logique de son développement, à cette époque et dans les pays arriérés, de nature anticapitaliste. D'où le dilemme : ou bien c'est un gouvernement ouvrier et paysan qui soutient et développe la révolution agraire, ou bien c'est le gouvernement bourgeois qui s'opposera aux masses paysannes et fera échec à la réforme agraire, dans une alliance plus ou moins ouverte avec les propriétaires fonciers.

L'illusion des partis petits bourgeois et des théoriciens du développement bourgeois des pays arriérés, consiste à croire que la réforme agraire, la destruction du féodalisme à la campagne et le transfert des terres aux paysans créent un marché intérieur pour l'industrie et jettent les bases pour un développement du capitalisme et de la bourgeoisie industrielle.

Cependant le premier résultat d'une réforme agraire entreprise « à la bolivienne » n'est pas la création d'un marché large (il viendra après, si le développement de la production intervient), mais la destruction d'une des bases d'investissements et d'accumulation capitalistes, à savoir l'alliance des capitalistes avec les propriétaires terriens et l'appropriation directe par ces derniers du travail non payé des paysans.

La réforme agraire rompt l'équilibre des forces entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat. D'une part, du fait que la réforme agraire est imposée par des

masses mobilisées et armées (sinon il n'y aurait point de réforme agraire ni de partage de terres), le prolétariat gagne un puissant allié. D'autre part, la destruction du pouvoir politique et économique des propriétaires terriens enlève à la faible bourgeoisie nationale son meilleur allié — l'impérialisme mis à part — contre l'offensive des masses.

Le développement de la révolution paysanne rapproche l'heure de la capitulation de la bourgeoisie nationale devant l'impérialisme, en se livrant ainsi à son allié le plus sûr contre les masses.

La révolution paysanne, la mobilisation armée des paysans pour la prise et la défense des terres, leur soutien du régime issu de la révolution des masses ont constitué les seules bases pour le maintien de la révolution bolivienne.

Sans l'armement des paysans et leurs syndicats, sans l'alliance de fait entre les syndicats paysans et les syndicats ouvriers — en premier lieu les syndicats des mineurs — qui a été réalisée malgré le sabotage des directions; bref, sans la dualité du pouvoir il y aurait longtemps que la révolution bolivienne aurait été dé faite, par suite de la capitulation de la direction petite bourgeoise devant la pression et sous les coups de la réaction indigène et de l'impérialisme.

Si une situation de double pouvoir n'était pas intervenue, la réforme agraire, « progressiste » et « démocratique » qu'elle aurait pu être, serait morte depuis longtemps aux mains d'un pouvoir capitaliste stable.

Cependant la survivance de l'Etat capitaliste, du régime capitaliste en Bolivie travaille objectivement jour après jour

(\*) Voir le début dans « Quatrième Internationale », n° 9, mai 1960.

contre la réforme agraire. Si celle-ci n'était pas soutenue par d'autres mesures anticapitalistes, mais se voyait isolée et bloquée, la désillusion et la dispersion des masses commenceraient. Cependant ce ne sera pas l'affaire d'un jour. Des paysans armés défendant leurs terres dans un

### La question du pouvoir

La question du pouvoir devient la question clef pour la victoire de la révolution agraire et le développement industriel et agricole du pays. Le pouvoir capitaliste est impuissant à arracher le pays à son retard féodal et à développer le capitalisme. Comme Lénine l'a montré dans le « Capitalisme d'Etat et l'impôt en nature », seul le pouvoir ouvrier peut développer le « capitalisme » dans un pays arriéré, sous la direction et le contrôle d'un Etat ouvrier.

C'est aussi ce que Trotsky dit dans sa deuxième thèse de la « révolution permanente » : « En ce qui concerne les pays dont le développement bourgeois est en retard, et en particulier les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la réalisation complète de leurs objectifs démocratiques et leur libération nationale ne peuvent se concevoir qu'à travers l'action de la dictature du prolétariat, érigé en leader de la nation opprimée, surtout des masses paysannes ».

Mais la question du pouvoir pose la question de l'alliance des ouvriers et des paysans, sans laquelle on ne peut concevoir la lutte pour le pouvoir ouvrier dans un pays arriéré.

« L'alliance des ouvriers et des paysans est la base de la révolution latino-américaine. Pour qu'elle puisse être établie, il faut que le prolétariat appelle à lutter, et lutte lui-même avec son propre programme, pour la réforme agraire et la défense du partage des terres. Il doit appeler les paysans à lutter pour le pouvoir ouvrier, pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan qui main-

### Les bases de l'alliance des ouvriers et des paysans

Dans une telle situation il faut que soit précisé le programme permettant la progression de l'alliance des ouvriers et des paysans et, sur cette voie, la construction de la direction révolutionnaire.

Le paysan n'a pas mis beaucoup de temps à s'apercevoir que la réforme agraire n'est pas le remède à tout. Certes cette réforme maintient l'agitation, les masses se mobilisent derrière elle. Mais si elle n'est pas complétée par d'autres mesures, elle étouffera. Le développement économique, l'accroissement de la production, l'élévation du niveau de vie des paysans après la réforme, doivent compter parmi les bases de l'alliance des ouvriers et des paysans pour qu'elle se maintienne.

Confronté avec une réforme agraire réalisée à moitié (on n'a fait que distribuer des terres), le paysan doit voir dans l'ou-

pays agricole, c'est là une capacité de résistance qui peut durer pendant de longues années si la question du double pouvoir n'est résolue, surtout si la résistance et la cohésion du prolétariat sont maintenues par ses syndicats, même si ceux-ci ne vont pas de l'avant.

tiendra et défendra le partage des terres ». (Editorial de *Revista Marxista Latinoamericana*, N° 9).

Telle est la condition fondamentale de l'alliance des ouvriers et des paysans dans leur lutte contre la bourgeoisie nationale, l'oligarchie et l'impérialisme. Cependant, dans la situation bolivienne qui découle de la révolution d'Avril, du partage des terres et de la dualité de pouvoir, il faut encore que soit mis en avant un programme qui montre aux paysans que le salut de la révolution agraire déjà commencée dépend du pouvoir ouvrier. Il est question d'un programme de transition pour la période allant de l'étape actuelle à celle de l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan.

En Bolivie, comme à Cuba au début — et ce sera plus tard le cas pour d'autres pays de l'Amérique latine — on a vu la force des masses mobilisées réaliser une réforme agraire profonde, jamais accomplie par la bourgeoisie, dans une situation de double pouvoir, ou de double pouvoir embryonnaire. Cependant l'absence ou la faiblesse de la direction marxiste révolutionnaire fait que les choses n'aboutissent pas à l'instauration d'un gouvernement ouvrier. Alors il s'installe dans le pays un régime bourgeois mais doublé d'un pouvoir ouvrier embryonnaire, tandis que la révolution paysanne secoue profondément les assises et les chances de stabilisation de ce régime. Une telle situation est le résultat caractéristique de l'écart existant entre les conditions objectives hautement révolutionnaires et le retard des conditions objectives, c'est-à-dire du retard dans la construction d'une direction ouvrière révolutionnaire de masse.

Le pouvoir ouvrier non seulement le garant et la direction de la lutte pour la terre mais aussi le soutien, le guide et la direction du développement économique agricole. C'est avec l'étalon de ses intérêts économiques étroits que le paysan mesure l'utilité et le résultat de ses alliances. Il sait que dans le prolétariat se trouve le garant contre le retour des seigneurs terriens, et c'est pourquoi il le soutient. Mais il a besoin de quelque chose de plus pour aller de l'avant et combattre le gouvernement capitaliste responsable de la crise que connaît la réforme agraire.

L'alliance, pour qu'elle progresse, devra s'asseoir non seulement dans la résistance au retour de l'ancien régime, des anciens patrons, mais aussi et surtout dans la lutte contre le gouvernement capitaliste et son influence sur les paysans. Les mesures et les solutions pour mettre l'alliance à la hauteur de cette tâche,

doivent correspondre à la situation actuelle.

L'alliance ouvrière et paysanne n'a pas été défaite, mais elle a reculé. Elle se maintient en tant que front de résistance, de défense des gains acquis. Cependant on doit la transformer en un front d'offensive vers de nouvelles positions révolutionnaires.

Le recul de l'alliance n'a pas été déterminé uniquement par la politique de la direction, bien que celle-ci y ait été pour beaucoup. Il est dû aussi au recul de la subsistance, et aussi à l'abandon dont les besoins des paysans ont été l'objet. Le gouvernement est conscient de la nature dissociante de ces facteurs, et il s'emploie à les accroître en profitant de la passivité sinon de la soumission de la direction ouvrière officielle qui a tourné le dos à la paysannerie.

Après six années de réforme agraire officielle, le paysan n'a pas pu élever son niveau de vie ni augmenter sa produc-

### Pouvoir ouvrier et développement agraire

La question n'est pas simplement d'élaborer des plans. Des plans se trouvent dans les livres; même la CEPAL a fait état d'une série de mesures nécessaires pour améliorer la situation de l'agriculture bolivienne. La véritable question, c'est de savoir qui applique de tels plans, avec quelles forces, par quels moyens. Ce qui agira sur le paysan, ce sera la pratique et pas seulement l'esquisse du plan, car en définitive ce qui constitue son programme, ce sont les méthodes et les forces appliquant le plan.

La question se ramène donc à la question du pouvoir : qui gouverne et dans l'intérêt de qui ? Les mesures pour augmenter la production agricole ne doivent pas venir d'en haut, dictées par le gouvernement capitaliste, car celui-ci ne peut, quelle que soit l'excellence des plans, mobiliser les forces nécessaires pour les accomplir. A la vérité, il ne le veut pas non plus.

Seul le pouvoir ouvrier peut réveiller ces forces, les mobiliser, les pousser à développer toute leur capacité créatrice. Le pouvoir ouvrier n'est pas en contradiction avec la mobilisation des paysans; au contraire il a besoin de celle-ci pour sa politique et l'économie. Le pouvoir capitaliste est opposé à toute mobilisation des paysans. La grande campagne qu'il mène pour démoraliser et diviser les paysans ne peut aucunement lui permettre de les mobiliser pour produire. Or sans mobilisation ni participation des masses il n'y aura pas dans un pays agricole un accroissement de la production, et encore moins de la production agricole.

Le pouvoir est nécessaire pour l'application d'un programme de développement de l'agriculture, en le reliant harmonieusement à un plan de développement industriel. C'est seulement sur la base d'une industrie étatisée qu'il est possible de réaliser ces tâches sans écarts ni crises convulsives (20).

Le pouvoir est nécessaire pour orienter et distribuer adéquatement les ressources de capital, si réduites dans un

tion. Il est en train de réaliser une expérience qui lui dit que la possession de la terre ne suffit pas. En réalité, ce n'est pas cela qu'il attendait de la réforme agraire.

Le mouvement ouvrier doit se montrer dans les faits et dès maintenant comme le guide du paysan auquel il apporte une aide pratique, des plans, des méthodes de lutte pour l'élévation du niveau de vie et de la production à la campagne. Il doit montrer dans la pratique, même à petite échelle, que seul le pouvoir ouvrier et paysan peut assurer les conquêtes des paysans et améliorer leur situation. La paysannerie, qui possède déjà en grande partie des terres, sera gagnée à la lutte pour le pouvoir ouvrier, contre le gouvernement capitaliste, si le mouvement ouvrier lui montre dès maintenant les méthodes et les possibilités dont le pouvoir ouvrier se servira pour faire augmenter la production agricole et accroître le bien-être des paysans.

pays arriéré, ainsi que pour appliquer une politique d'investissements adéquats aux besoins du développement. Sans une politique d'investissements, sans un ordre de priorité dans ceux-ci, le programme ne sera qu'une abstraction. Une telle politique ordonnant les investissements, seul le pouvoir peut la mener.

Enfin, le pouvoir est nécessaire pour le contrôle et l'utilisation des ressources de crédit et du commerce extérieur, sans lesquels il n'y a pas de développement possible de la production agricole.

Ce pouvoir doit reposer sur la démo-

(20) « Dans ce cas (des pays arriérés H.L.), l'étatisation des principaux moyens de production et l'adoption dès le début des méthodes et des pratiques commerciales doivent être au plus vite complétées par deux mesures supplémentaires : la planification d'une industrialisation accélérée, la collectivisation progressive de l'économie agricole, avant tout selon les possibilités de l'industrie » (M. Pablo, « Problèmes économiques et politiques des régimes de transition » dans sa brochure *Dictature du Prolétariat, Démocratie, Socialisme*, page 22).

« Le renouvellement socialiste de l'agriculture ne se fera naturellement pas par les coopératives considérées comme forme neuve d'organisation, mais au moyen des coopératives appuyées sur l'industrialisation générale. C'est-à-dire que le progrès technique et socialiste de l'agriculture ne peut pas être séparé d'une prédominance croissante de l'industrie dans l'économie générale du pays ». (L. Trotsky, *Vers le socialisme ou vers le socialisme*, cité par M. Pablo, dans son ouvrage cité plus haut).

Il est indiscutable qu'une solution harmonieuse et équilibrée de ces problèmes est possible, en définitive, seulement dans le cadre de l'unification socialiste de l'Amérique latine et non pas dans chaque pays pris séparément. Mais à l'étape actuelle, la révolution et la lutte pour le pouvoir ont des rythmes et des problèmes propres à chaque pays.

cratie prolétarienne afin d'assurer l'apport de l'initiative créatrice des masses et de soumettre à leur contrôle le développement équilibré des différentes branches de l'économie. « La participation démocratique des masses est nécessaire pour la solution des problèmes à la fois économiques, politiques et sociaux du plan : la balance de ce que l'industrie reçoit de l'économie agraire et de ce que cette dernière lui donne; le rapport entre l'ac-

#### Par où commencer

Mais la question centrale, c'est d'où et avec quelles forces, on doit aujourd'hui partir pour parvenir au pouvoir, et comment on doit organiser l'alliance des ouvriers et des paysans pour la lutte pour le pouvoir.

L'alliance des ouvriers et des paysans se scelle à l'échelon le plus bas représenté par l'intérêt du paysan. Pour rétablir l'alliance, il faut partir des intérêts du paysan à cette étape, qui se rattachent à la défense de ses conquêtes, (dont la possession de la terre), à l'augmentation de la production agricole, à la vente de ses produits en vue d'acquiescer ceux des villes dont il a besoin.

Pour accroître la confiance des paysans au prolétariat dans la lutte contre le gouvernement capitaliste, il faut agir en sorte que le paysan voie dans l'ouvrier un véritable soutien pour élever sa production et son niveau de vie. Il doit voir que l'ouvrier peut l'aider réellement là où le pouvoir capitaliste l'a laissé abandonné.

Il faut que le mouvement ouvrier organise la défense politique du paysan contre l'offensive du gouvernement capitaliste; il doit se montrer continuellement, publiquement, l'allié politique de la paysannerie, dans les villes et les mines, s'opposant au gouvernement, en appelant les paysans à son aide, en empêchant l'envoi des troupes à la campagne.

Il doit se montrer aussi, dans les faits, comme étant la seule alternative dans la crise actuelle. Il doit montrer l'unité qui existe entre l'intérêt économique immédiat et individuel du paysan et son soutien et sa participation dans la perspective politique de l'alliance des ouvriers et des paysans. Il n'y a pas d'autre moyen pour gagner la paysannerie à la défense des positions acquises ainsi que pour s'attaquer à l'ennemi qui les menace, et le détruire : le gouvernement capitaliste et l'impérialisme.

Des pactes et des accords doivent être passés entre syndicats paysans et syndicats ouvriers (mineurs, métaux, cheminots, chauffeurs) pour approvisionner les économats en produits agricoles, fournir des produits industriels à la campagne, assurer leur transport à bon marché, etc. Les employés de banque par exemple doivent établir quels sont les besoins des paysans en crédits agricoles et exiger de leurs syndicats que la banque les fournisse. Les syndicats ouvriers, paysans, universitaires, etc., doivent élaborer des plans sur les investissements nécessaires à l'agriculture, sur les besoins en semen-

cumulation et la consommation, entre le fonds de construction du capital de base et le fonds des salaires; la répartition du revenu national. La démocratie prolétarienne est nécessaire aussi bien en tant que **stimulant économique** que comme **facteur de développement équilibré du plan**. (M. Pablo : « Problèmes économiques et politiques des régimes de transition » dans « Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme », page 26).

ces, engrais, irrigation, etc., destinés à augmenter rapidement et à bon marché la production. Ils doivent faire un inventaire des ressources du pays en vue d'un plan d'investissement adéquat, comme ont commencé à le faire, bien que sous une forme élémentaire, les contrôleurs ouvriers de la Corporation Minière dans quelques mines (à Huanuni par exemple). Les syndicats paysans, avec l'aide des universitaires, des techniciens, etc. doivent établir et faire appliquer les mesures les plus élémentaires pour l'accroissement de la production. Avec les syndicats ouvriers, ils doivent assurer la commercialisation à bon prix des produits destinés aux économats des usines et des mines, et se passer des intermédiaires. Avec les syndicats d'enseignants, ils peuvent envisager des mesures contre l'analphabétisme et pour l'élargissement de l'instruction publique, tâches pour lesquelles l'Etat capitaliste ne montre aucun intérêt et aucune initiative, et ils doivent exiger les moyens nécessaires pour faire appliquer de telles mesures. A leur tour, les instituteurs, comme d'ailleurs tous les autres travailleurs des villes, doivent assurer le soutien de la paysannerie dans la solution de leurs problèmes et revendications. Des pactes et des accords similaires peuvent être établis avec les travailleurs du pétrole, du bâtiment, des hôpitaux, les artisans, etc.

Il faut faire fonctionner les syndicats en tant qu'organes élémentaires de pouvoir sur le plan économique. Même si leurs succès dans ce domaine sont limités, ceux-ci auront une très grande importance et ouvriront des perspectives pour sortir d'une période de dualité de pouvoir déjà très longue.

C'est de la sorte qu'on élèvera et construira le pouvoir ouvrier dans cette situation de dualité de pouvoir, et que les masses acquerront confiance en elles-mêmes et en leur force.

Sans avoir le pouvoir en main, il est indiscutable que toutes les entreprises seront forcément limitées et n'apporteront pas de solution d'ensemble et durable aux problèmes posés par la révolution. Mais les succès qu'on pourrait enregistrer dans ces entreprises, s'ils étaient épaulés par l'unité d'action des ouvriers et des paysans, montreraient la voie pour le rétablissement de l'alliance des ouvriers et des paysans dans la lutte pour le pouvoir des travailleurs. Et ils montreraient combien grandes sont les possibilités du pouvoir ouvrier et paysan. Le paysan verrait cela sur le terrain de la réalité plus clai-

rement qu'il ne voit à travers des explications et la propagande générale.

Les radios des mineurs constituent un précieux instrument pour diffuser les expériences de l'unité d'action des ouvriers et des paysans. Le paysan doit être informé et gagné à l'alliance avec la classe ouvrière. Les radios des mineurs sont l'instrument pour rompre l'isolement des paysans, les pousser à leur rassemblement à l'échelle nationale, les associer partout dans le pays aux luttes de leurs frères de classe. Une campagne des syndicats mineurs pour que les syndicats paysans puissent avoir des postes récepteurs aurait un grand écho parmi les paysans qui n'aimeraient pas mieux que d'être informés de nouvelles les concernant, diffusées dans leur propre langue, le quechua ou l'aimara. Les possibilités de ces radios sont beaucoup plus grandes que celles de la presse.

En même temps il faut réorganiser, dans la nouvelle situation et pour de nouvelles tâches, l'organisme central de l'alliance des ouvriers et paysans, la C.O.B. Celle-ci ne doit plus être un appendice du gouvernement capitaliste mais au contraire son ennemi; elle doit être l'incarnation du pouvoir national des syndicats et des milices qui existent partout dans le pays.

Il faut accélérer le détachement politique des paysans envers le M.N.R. et son

## VI. — LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ET LA NOUVELLE DIRECTION OUVRIERE

La lutte pour rétablir pleinement l'alliance des ouvriers et des paysans se trouve liée à la lutte pour une nouvelle direction ouvrière et paysanne, tant syndicale que politique. La direction actuelle n'a pas d'intérêt à une telle alliance car celle-ci est dangereuse pour elle et son parti, le M.N.R. Mais la lutte pour l'alliance des ouvriers et des paysans se développe en même temps et sur la même voie que la lutte pour une nouvelle direction ouvrière. Et dans cette lutte, est décisif le rôle conscient du P.O.R., de l'avant-garde marxiste révolutionnaire (21).

Le rôle du parti révolutionnaire est indispensable non seulement pour organiser l'alliance des ouvriers et des paysans dans la lutte pour le pouvoir, mais aussi pour la maintenir après la prise du pouvoir, pour organiser et développer la production, pour construire l'Etat ouvrier et le socialisme.

L'Etat ouvrier et la construction du socialisme ne peuvent se développer sans

(21). Pour l'illustration de tout ce chapitre, est fort intéressante la lettre du Secrétaire du Bureau Latino-américain adressée en mars 1959 à la 16<sup>e</sup> Conférence nationale du POR, lettre sur laquelle se base le présent chapitre.

gouvernement. Chaque grève ouvrière, chaque grève des mineurs doit faire appel au soutien des paysans et se renforcer avec ce soutien dont l'importance est énorme à l'heure actuelle. Il faut revigorer les unions syndicales départementales, les comités de vigilance en tant qu'organismes locaux de l'alliance des travailleurs, de direction des mobilisations, de centralisation régionale du pouvoir ouvrier et paysan.

Un Congrès national des paysans, ainsi qu'un Congrès national des ouvriers devront constituer le point culminant de l'alliance réalisée et imposer dans le pays leur propre programme.

Toutes ces tâches sont nécessaires pour rehausser l'alliance des travailleurs des villes et des campagnes, renforcer son programme, faire sortir la révolution du marais où elle se trouve, capitaliser les nouvelles mobilisations qui secouent la campagne, empêcher qu'elles ne finissent dans la confusion et que s'accroissent les symptômes de décomposition que renferme une révolution piétinant sur place depuis tant d'années.

La condition pour que ces tâches soient réalisées réside dans la direction ouvrière, dans l'intervention adéquate et opportune de la direction marxiste révolutionnaire en tant que centre regroupant et donnant l'impulsion à toutes les forces révolutionnaires que le gouvernement et sa bureaucratie veulent freiner et disperser.

une participation consciente des grandes masses ouvrières et paysannes. La démocratie ouvrière fournit le cadre de cette participation, mais c'est le parti révolutionnaire qui en donne l'orientation consciente, discute et fixe les objectifs, conquiert et assure à l'avant-garde ouvrière le droit de diriger le processus, et surtout assure l'étroite liaison de celle-ci avec les grandes masses, et de celles-ci avec leur direction.

La question agraire est, plus que toute autre, une question de mobilisation consciente des grandes masses, de leur initiative créatrice, de leur intervention. Sans cela il est impossible de franchir le pas qui sépare la construction du socialisme de l'état arriéré où se trouve la campagne. Sans le parti révolutionnaire une telle mobilisation, dont il est l'instrument, le levier, est impossible.

Le rôle du parti révolutionnaire ne lui tombe pas du ciel au lendemain de la prise du pouvoir; c'est une chose que le parti acquiert au fur et à mesure qu'il se construit lui-même dans la lutte pour le pouvoir. Sans la participation dirigeante des cadres formés par le parti révolutionnaire intervenant dans des tâches économiques et politiques de l'Etat ouvrier, il n'y a pas de construction du socialisme possible.

Sans la participation de ces cadres au-

près des principaux secteurs des masses luttant contre le capitalisme, il n'y a pas de lutte pour le pouvoir.

Pour lutter pour le pouvoir et la construction de l'Etat ouvrier et du socialisme, le parti marxiste révolutionnaire, le P.O.R., doit dès aujourd'hui constituer et développer ses équipes de cadres.

Pour développer la révolution agraire et l'alliance des ouvriers et paysans, il doit constituer une équipe de cadres paysans, enracinés dans les régions décisives : à Ucurena, au nord de Potosi, à Achacachi, Chuquisaca, etc. Le parti doit construire sa propre organisation paysanne, sa fraction paysanne. Dans le développement de celle-ci, le soutien et l'expérience du secteur des mineurs jouent un rôle fondamental, surtout par l'étroite liaison entre les mines et la campagne, liaison que le parti doit s'efforcer de consolider.

La fraction paysanne doit avoir son fonctionnement centralisé tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle départementale, tenir ses réunions et ses conférences (comme on a fait récemment à Ucurena), éditer sa presse. Le but des cadres paysans du parti doit consister, pour l'étape immédiate, à conquérir les directions syndicales et, de là, avec l'aide de la direction du parti et d'autres organismes, commencer à démontrer par la pratique la nécessité d'appliquer le programme de transition pour la campagne, stimuler la lutte d'autres secteurs, impulser l'alliance des ouvriers et paysans. Des directions des syndicats mineurs que le parti aura conquises, celui-ci aidera ce processus.

En partant de quelques syndicats paysans ou mineurs, où des directions révolutionnaires auront été acquises, il faut mener une lutte pour le rétablissement de l'alliance des ouvriers et des paysans, faire de tels syndicats de véritables porte-parole des revendications intéressant les paysans, commencer à appliquer des mesures de pactes, d'alliances et d'aide à la paysannerie, mettre en pratique — même sur une échelle réduite — quelques mots d'ordre transitoires, c'est-à-dire réaliser des tâches immédiatement applicables du programme dans l'organisation de la production, etc., enfin montrer ces syndicats comme l'exemple pratique à suivre par d'autres syndicats.

Une telle politique donnera une force énorme à la nouvelle direction, même si au début la base de celle-ci est représentée par un seul syndicat. Cette direction capitalisera en sa faveur la force immense que constitue aujourd'hui et constituera de plus en plus une paysannerie mobilisée et disposée au combat.

Devant la révolution paysanne, la faillite des autres directions ouvrières (stalinienne, léchiniste) a été totale. Elles ont révélé leur impuissance complète. C'est là

un autre avantage pour la direction marxiste révolutionnaire, le P.O.R., qui a prouvé être le seul parti qui a su orienter et souligner des solutions aux luttes et questions concernant la paysannerie. Le P.O.R. a devant lui la route toute ouverte pour gagner des positions dans les syndicats paysans, et constituer et développer ses équipes de cadres paysans.

Le P.O.R. a été le seul parti qui est venu en aide aux paysans du nord de Potosi quand la réaction était engagée dans une campagne contre eux à l'échelle nationale. Le P.O.R. a été le seul parti à demander que la lutte entre Ucurena et Cliza cesse; il a exigé le retrait des troupes nettoyyées à la campagne, fait appel à l'intervention du mouvement ouvrier et préconisé la réunion d'une assemblée des paysans pour résoudre leurs problèmes. Le P.O.R. a été le seul parti qui dès le début a ouvertement défendu les paysans d'Achacachi, alors que les autres directions ouvrières se repliaient et faisaient écho à la campagne calomnieuse menée par le gouvernement contre les paysans. Les tracts, la presse, et l'intervention des délégués du P.O.R. lors des événements d'Achacachi ont été décisifs pour soutenir la résistance des paysans et empêcher leur désarroi et surtout leur isolement. C'est le P.O.R. qui a mis fin à leur isolement et le premier a fait échec, à l'entreprise du gouvernement d'encercler Achacachi.

Les paysans d'Ucurena, de Cliza, de Chuquisaca, de Potosi, d'Achacachi, ont à tout moment été sensibles et ont répondu aux appels et aux orientations du P.O.R. C'est là une expérience qui ne sera pas effacée de la conscience des paysans d'Achacachi, d'Ucurena et d'autres régions sur pied de mobilisation.

Le P.O.R. a plus que jamais besoin d'organiser et de développer une équipe de cadres paysans afin de capitaliser et d'exploiter tout son prestige et son autorité de parti, et pour se transformer en la force dirigeante de la révolution paysanne. Toutes les possibilités sont données pour cette tâche.

La lutte pour une nouvelle direction de la révolution n'est pas seulement la condition préalable de la lutte pour le rétablissement de l'alliance des ouvriers et des paysans, mais encore ces deux luttes doivent se développer, et elles se développent déjà, en s'influençant l'une l'autre. Elles ouvrent des grandes perspectives pour un nouveau pas en avant de la révolution bolivienne, pour rendre de nouveaux et durs coups au capitalisme et à l'impérialisme, pour renforcer le pouvoir des syndicats et des milices ouvrières et paysannes, et pour gagner des grandes masses à la lutte consciente pour leur propre pouvoir gouvernemental.

## VII. — LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION AGRAIRE A L'ETAPE ACTUELLE

### a) Sur le plan économique

1. Transfert des terres aux paysans. Reconnaissance de la propriété des terres tenues par les paysans, sans aucune autre procédure et sans indemnisation.

2. Faciliter la remise aux paysans des outils de travail nécessaires à la modernisation de l'agriculture, sans grands investissements de capital au départ. Fabri-

cation de cet outillage par l'industrie, ce qui donnerait du travail à des ouvriers en chômage total ou partiel (par exemple à Pulacayo). Introduction échelonnée de tracteurs et autres machines dans la campagne.

3. Fourniture par l'Etat, en collaboration avec les syndicats paysans, de semences sélectionnées.

4. Emploi en masse des engrais naturels et autres, afin d'intensifier la production et l'utilisation des terres cultivables, et d'éliminer de la sorte les longues périodes de rotation dans le labourage de terres.

5. Construction de barrages pour l'irrigation et contre les méfaits des inondations. Apport de capitaux pour ces travaux de la part de l'Etat, et organisation par les syndicats du travail des paysans payés. Fourniture pour le pompage d'eau.

6. Crédit large et à bon marché. Etatisation de la Banque agricole et augmentation de son capital; établissement de ses agences dans les principales régions agricoles; constitution de sa direction avec des représentants ouvriers et paysans. Nationalisation, sans indemnisation, de la banque privée, sous contrôle ouvrier, afin de mettre ses ressources au service des besoins du pays.

7. Aide technique aux paysans, par un personnel spécialisé et sous le contrôle des syndicats. Demander aux Etats ouvriers, notamment ceux qui font l'expérience de leur réforme agraire : la Chine, la Yougoslavie, etc., l'envoi en Bolivie de techniciens en matière de planification.

8. Construction de routes et de ponts pour drainer la production agricole aux centres du marché, moyennant l'apport de capitaux de la part de l'Etat et l'organisation par les syndicats du travail paysan payé.

9. Demande de crédits (en machines et en argent) aux Etats ouvriers pour le développement et la mécanisation de l'agriculture. (La Fédération paysanne de La Paz a demandé qu'on accepte les offres soviétiques en crédits, pour une telle destination).

### b) Sur le plan social

1. Organisation du travail et de leur aide mutuelle par les paysans eux-mêmes, à travers leurs organisations : syndicats, comités, etc.

2. Construction d'écoles.

3. Lutte contre l'analphabétisme tant des enfants que des adultes. Instruction dans la propre langue (quechua ou aimara). Augmentation du nombre des instituteurs, de leur capacité et de leurs appointements.

4. Assistance médicale et sanitaire. Construction de dispensaires et hôpitaux dans les agglomérations paysannes ou près d'elles. Divulgaration de conseils en matière d'hygiène.

5. Elévation du niveau de vie et de confort à la campagne. L'Etat doit collaborer dans la construction et l'amélioration de l'habitat paysan (outils ménagers, alimentation des personnes, etc.) Elargissement à la campagne des conquêtes sociales ouvrières telles que les assurances sociales.

10. Développement général de l'organisation de coopératives de production, de consommation et de vente, en se guidant sur l'expérience réussie de pays tels que la Chine. Aide de l'Etat pour la formation de coopératives, en techniciens et en argent. Réorganisation de la Direction des Coopératives, avec suppression de sa bureaucratie stérile, et désignation par les ouvriers et les paysans de leurs représentants à cet organisme. Demander aux Etats ouvriers des équipes spécialisées en matière de coopérative. Organisation de la production et de la commercialisation de produits manufacturés destinés aux paysans, afin d'utiliser le temps de travail que ceux-ci n'emploient pas dans l'agriculture.

11. Etablissement par l'Etat de prix pour chaque récolte, avant les emblavures, en conformité avec un plan de développement agraire élaboré par les syndicats tant ouvriers que paysans de tout le pays. Elimination des intermédiaires dans ce marché.

12. Elaboration d'un plan de développement agraire incluant tous les points précédents, confié aux syndicats et avec aide technique; plan qui envisagera les solutions à apporter au problème du manque de terres par rapport au développement démographique et aura pour buts : la colonisation (volontairement acceptée par les paysans qui seront installés et aidés pendant les premières années par l'Etat), la mécanisation dans l'agriculture (même sur une petite échelle), l'intensification des cultures, l'emploi de main-d'œuvre dans des travaux publics pour l'agriculture (comme ceux qui ont été indiqués plus haut), et le développement de l'industrie. Elaboration de plans simples, à l'échelle régionale et à l'échelle locale, par les paysans et les syndicats agricoles de chaque province ou village. Le plan général de développement agraire doit être coordonné avec le monopole étatique du commerce extérieur et le plan de développement industriel.

6. Suppression des abus des autorités et des fonctionnaires envers les paysans. Ce sont les syndicats paysans qui doivent réaliser cette tâche, en punissant directement les responsables de tels abus.

7. Emancipation de la femme paysanne. Participation de la femme à la vie et à la direction des syndicats paysans. Constitution de comités de femmes paysannes dans les syndicats, chargés des questions intéressant seulement les femmes. Participation des femmes aux milices; organisation d'organismes auxiliaires et de bataillons de femmes.

8. Lutte contre la discrimination raciale, antipaysanne dans les villes et l'appareil d'Etat; châtiment exemplaire de ceux qui font cette discrimination.

9. Campagne culturelle et politique des radios des mineurs, en collaboration avec les syndicats paysans, dans les langues quechua et aimara. Installation de radios paysannes et de postes de réception adéquats dans chaque syndicat et chaque zone paysans.

## c) Sur le plan politique

1. Démocratie syndicale. Indépendance du syndicat par rapport à l'Etat et au parti gouvernant.

2. Lutte contre la bureaucratie des dirigeants paysans, contre les abus, les dictateurs syndicaux, les méthodes de terreur.

3. Développement du pouvoir paysan à travers le fonctionnement régulier du syndicat et de la centrale agraire en tant qu'organisme ayant la suprême et la seule autorité de la région pour résoudre tous les problèmes.

4. Renforcement des milices, accroissement de l'armement paysan, centralisation des milices par les centrales, élection démocratique des chefs et officiers par la base.

5. Retrait des forces de l'armée cantonnées dans les régions paysannes. Propagande politique envers elles, en appelant les soldats à fraterniser avec les paysans et à rejoindre les rangs de ceux-ci s'il y avait des chocs.

6. Expulsion de la campagne et du pays des agences impérialistes, le S.A.I. et le S.C.I.D.E.

7. Convocation d'un congrès national des paysans pour la discussion et l'adop-

tion du programme de la révolution agraire à l'étape actuelle, et pour rassembler à l'échelle nationale les forces paysannes.

8. Alliance des ouvriers et des paysans. Soutien par les syndicats ouvriers du programme et des mobilisations des paysans, solidarité des paysans avec les ouvriers des villes dans les mobilisations et revendications de ceux-ci, l'alliance des ouvriers et des paysans ayant comme but central l'instauration du pouvoir ouvrier et paysan capable d'assurer toutes les conquêtes.

9. Convocation d'un congrès national réunissant les ouvriers et les paysans afin de discuter tous les problèmes du pays et de la révolution, de réorganiser la COB, d'établir le programme de l'alliance des ouvriers et des paysans, et d'imposer ses décisions en tant qu'organisme suprême de la révolution et des masses.

10. Gouvernement ouvrier et paysan soutenu par les syndicats ouvriers et paysans et par leurs milices armées, en tant qu'organes démocratiques du pouvoir et de gouvernement des masses travailleuses de tout le pays.

Décembre 1959.

**Léon DAVID****Essor des masses au Venezuela**

Les ravages causés par la vague sismique qui, du Chili, s'étendit le long de l'Océan Pacifique sont relativement peu abondants comparés aux coups répétés que la marée révolutionnaire assène à l'impérialisme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. L'essor des masses vénézuéliennes, quoiqu'il n'ait pas encore débordé les mesures imposées par la légalité conventionnelle, n'a fait qu'augmenter depuis les derniers mois de 1957, quand le peuple de Caracas commença sa lutte contre la dictature qui durait depuis dix années et dont l'éboulement eut lieu en janvier 1958.

La bourgeoisie nationale prit part au renversement du dictateur, quoique, sous la protection de celui-ci, elle avait doublé ses profits obtenus particulièrement grâce à l'importation de marchandises des Etats-Unis. Elle le fit parce que ce régime-là vola trop le trésor public et compromit le pays par une dette de mille cinq cent millions de dollars et parce que, devant la montée des masses, elle décida de changer de masque officiel.

Les créanciers de la dette laissée par le dictateur étaient cette même bourgeoisie, dont le représentant le plus connu figura comme membre de la Junte de Gouvernement qui gouverna le pays durant l'année 1958. La dette a été payée déjà presque totalement, mais laissa épuisé le fisc vénézuélien, jadis si replet d'impôts pétroliers et si envié par les autres Etats latino-américains qui, sous les apparences

d'une nation prospère, ne percevaient pas la misère de ses habitants.

En conséquence, le gouvernement vénézuélien substitua une dette à une autre car la récupération économique exigea l'émission d'un nouvel emprunt, le premier d'une longue série. Et comme les compétiteurs du pétrole vénézuélien sont apparus partout, l'abondance se tourne vers l'extérieur, les capitalistes nationaux et étrangers ne se montrent plus désireux de faire des investissements et ferment les oreilles aux demandes des politiciens pour créer une industrie nationale, en arguant qu'au Venezuela il n'y a pas de « paix sociale ».

Pourquoi disent-ils qu'il n'y a pas de paix sociale alors que les syndicats ont parlé pendant deux ans et demi de la trêve qui doit régner entre patrons et ouvriers ; que les ouvriers du pétrole ont signé récemment un contrat collectif d'une durée de trois ans, ne leur garantissant même pas la stabilité dans le travail ; que la Fédération des Paysans a mis sa foi dans la réforme agraire discutée, sanctionnée et commencée, et qu'en réalité il n'a pas promulgué de lois mettant en danger leurs intérêts ? Les classes privilégiées disposent peut-être d'un radar qui leur annonce la proximité de leurs ennemis. Les partis politiques, les syndicats, les leaders et surtout le gouvernement sont des porte-paroles de tranquillité, mais les manifestations de la masse sont comme un tremblement de terre pour l'impérialisme et son alliée, la bourgeoisie vénézuélienne.

**PARTIS POLITIQUES**

Le prolétariat vénézuélien, comme celui de presque toute l'Amérique latine, montre un haut niveau politique et, depuis deux ans et demi, il cherche une direction conforme à sa puissance. Au contraire de Cuba où l'armée fut dissoute par la révolution triomphante, au Venezuela c'est l'armée même qui asséna le coup de grâce à la dictature qu'elle avait soutenue en collaboration avec la haute bourgeoisie et l'impérialisme jusqu'au 23 janvier 1958. Il y eut alors un divorce entre les intérêts de la caste militaire et ceux de la bourgeoisie qu'aux clameurs croissantes des politiques spécifiques. Bientôt une étape fut ouverte, dans laquelle les partis politiques réorganisés par les leaders revenus d'exil et des prisons, essayèrent d'adapter leurs programmes autant aux aspirations bourgeoises qu'aux clameurs croissantes des masses ; et devant le risque d'une réaction militaire, ils décidèrent de défendre le gouvernement provisoire et d'adoucir leurs programmes dans une ligne d'action commune qui fut connue sous le nom d'unité.

Sous ce signe s'effectuèrent les élections

en décembre 1958. Trois candidats furent lancés « provisoirement », disant chacun qu'ils attendaient pour retirer leurs candidatures, les trois avec le même programme approuvé préalablement ensemble, les trois flattant l'impérialisme et la riche bourgeoisie de Caracas. Ce qui les maintenait si unis était la peur d'un coup militaire. Les masses agressives de la capitale avaient confiance en Larrazábal, en lequel elles voyaient l'homme qui avait mis fin à la tyrannie, mais dont la personnalité consistait précisément en l'absence de personnalité. Il était appuyé par le Parti Communiste et l'U.R.D., un parti de politiciens professionnels qui profita de la popularité de son candidat. Larrazábal et Caldera ensemble obtinrent la moitié des voix. Le dernier était le candidat de l'Eglise, dont l'influence sur le peuple vénézuélien est très inférieure à celle sur le gouvernement. L'autre moitié fut atteinte par Betancourt, l'actuel Président, leader de l'Action Démocratique, un parti nationaliste petit-bourgeois, inspiré par le programme de l'A.P.R.A. péruvien, le plus nombreux dans le pays

depuis qu'il avait fait certaines réformes à son passage au pouvoir de 1945 à 1948. Parti bien organisé et l'unique parti qui montra une liste de morts pendant la

lutte contre la dictature. Ses appuis principaux furent la paysannerie et le prolétariat et la petite bourgeoisie des villes et des villages de province.

### LE GOUVERNEMENT ET LA CRISE

Le gouvernement actuel peut être caractérisé par son attitude devant le péril d'un coup d'Etat et devant la crise économique. Ce qui l'a sauvé d'un renversement par les forces armées, c'est la défense unanime que lui ont fournie paysans, ouvriers, étudiants et classe moyenne, ainsi qu'on put le voir pendant la grève de 24 heures qui paralysa le pays en avril de cette année. Pourtant, la formule adoptée par Betancourt est la coalition au pouvoir de son parti avec l'U.R.D. et le parti social-chrétien, d'un côté; et de l'autre côté, une politique de flatteries envers les hauts chefs militaires, sans en exclure les chefs des rebellions passées, comme c'est le cas du général Castro Léon, qui a reçu en matière de châtiement d'être envoyé à l'île des plaisirs où s'amusait l'ancien dictateur. Il n'est donc pas surprenant que le régime démocratique vive menacé tous les jours.

Connaissant la composition du gouvernement, il est facile de deviner que la crise économique est actuellement placée

### LA JEUNESSE S'ORGANISE

Avec les aliments chers, les salaires stagnants ou diminués et devant l'impasibilité du régime, le mécontentement est un sentiment qui s'étend des ouvriers à la petite bourgeoisie. Le Parti Communiste Vénézuélien, qui est peut-être le plus fort P.C. de l'Amérique latine, a essayé de l'exploiter en sa faveur; mais quelque chose marche mal dans ce parti, et il faut reconnaître que son succès a été minuscule.

En revanche, le traditionnel parti de masses du Venezuela, l'Action Démocratique, avait une jeunesse qui, ensemble avec celle du Parti Communiste, avait livré la bataille décisive durant les dernières années de la tyrannie. Dans son organisation, elle menait une puissante opposition de gauche qui menaçait d'emmener tous les militants. Les vieux leaders, déjà fatigués et détachés des masses; comprirent le grave risque et décidèrent d'agir à temps; dans la première quinzaine d'avril 1960, la jeunesse d'Action Démocratique fut expulsée du parti.

Seulement deux mois ont passé et déjà le nouveau mouvement, dont le nom et le programme définitifs n'ont pas encore été précisés (ils annoncent qu'ils le feront pendant le mois de juin, quand se tiendra sa première assemblée nationale), est constitué dans toutes les villes et villages vénézuéliens, et il a effectué des démonstrations publiques à Maracaibo et Caracas qui ont attiré plus de gens que les manifestations du parti dont ils furent expulsés. On dit même que beaucoup d'électeurs du Parti Communiste se sont inscrits dans la nouvelle organisation. Et les ouvriers organisés dans les syndicats, bien qu'ils restent fidèles à la bureau-

sur les épaules des travailleurs, au profit des banquiers et des autres individus dont les intérêts sont mêlés avec ceux des monopoles étrangers. Ceux-ci n'ont pas réellement de quoi se plaindre, car, tout comme l'Action Démocratique devient maintenant le parti de la bourgeoisie, le gouvernement de Betancourt convertit le Venezuela en neveu gâté de l'Oncle Sam.

Le plan quadriennal présenté par le Président au Congrès est un aveu anticipé de l'insuccès auquel conduira sa gestion économique et administrative. Les chômeurs sont au moins 200.000 dans un pays dont la population totale est de sept millions d'habitants. La réforme agraire, que la paysannerie (40 % de la population) attend depuis un siècle et demi, ne pourra pas excéder la distribution de quelques terres aux paysans les plus faméliques et qui constituent le plus grand danger pour la tranquillité des institutions bourgeoises. Le problème est trop grave pour pouvoir être résolu avec le critère de millionnaires qui, à l'heure de payer, trouvent que leurs poches sont vides.

cratie syndicale dans leurs besoins économiques spécifiques, n'ont pas caché dans leur orientation politique générale leur sympathie vers le parti naissant.

Le nouveau parti se profile comme socialiste; ses leaders les plus connus ont déclaré publiquement leur foi marxiste; son inimitié contre le capitalisme en général, et non seulement contre l'impérialisme, semble être la pensée qui prévaut. Le choc de la révolution cubaine sur les masses latino-américaines, et particulièrement sur le Venezuela, a été formidable, et le peuple regarde dans le nouveau mouvement une sorte de « 26 Juillet » vénézuélien, qui, s'il arrive au pouvoir, doit faire une révolution plus radicale que celui de Cuba, parce qu'au Venezuela le capitalisme national est très fort et, en raison de son caractère à 90 % usuraire et importateur, on ne peut pas compter avec lui; les intérêts impérialistes y sont incomparablement plus importants que dans n'importe quel autre pays du continent.

Le temps, le peu de temps chauffé par l'ardeur des masses qui sépare Venezuela de sa révolution, enseignera à cette jeunesse à épurer son programme, à s'emparer du marxisme comme de sa meilleure arme, à mettre les intérêts du prolétariat avant ceux de la petite bourgeoisie de laquelle, cependant, on ne peut pas faire abstraction dans les pays coloniaux. Si la révolution cubaine risque d'être écrasée par l'impérialisme, (il faudrait convertir l'île en un tas de décombres), une étape révolutionnaire s'ouvrira au Venezuela. Alors les véritables marxistes ne pourront plus attendre.

## E. GERMAIN

### Trente questions et trente réponses

### au sujet de la nouvelle

### "Histoire du Parti Communiste de l'Union Soviétique"

Au 20<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique, Anastase Mikoyan affirma, en passant, que le « Précis d'Histoire du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. », publié en 1938 par une « commission du Comité Central » de ce parti, n'était ni suffisant, ni vraiment marxiste. D'autres orateurs, citant des exemples précis, lui emboîtèrent le pas. L'historienne Pankratova affirma audacieusement que le « Précis » contenait des falsifications historiques, et réclama qu'une nouvelle version, scientifique, de l'histoire du Parti soit publiée. Dans son rapport secret, Khrouchtchev ridiculisa la manière dont Staline avait fait rédiger son propre éloge dans cette histoire.

Après trois années d'efforts, voici que la nouvelle version de l'histoire du Parti Communiste soviétique vient de voir le jour. Elle est l'œuvre d'un collectif, à savoir: Ponomarev, Volkov, Voline, Zaintsez, Kuckine, Mints, Slepov, Sobolev, Timofeieski, Khovtov et Chiateghine. Il s'agit pour la plupart d'auteurs peu connus, à part Ponomarev, qui est un des chefs de la section « agit prop » du Comité Central du P.C. soviétique. Une première traduction de ce long ouvrage vient de paraître en Italie (Editori Riuniti); elle ne compte pas moins de 812 pages. C'est cette traduction que nous soumettrons ici à un examen critique.

La nouvelle « Histoire » diffère de l'ancien « Précis » stalinien par trois aspects principaux, dont deux sont formels et un substantiel. Elle allonge l'analyse de certains phénomènes objectifs ainsi que celle des principaux ouvrages de Lénine, et retrace en plus grand détail la préhistoire du mouvement ouvrier russe. Elle poursuit l'histoire de l'U.R.S.S., arrêtée dans le « Précis » à l'année 1938, jusqu'au 21<sup>e</sup> Congrès, c'est-à-dire jusqu'au début de l'année 1959. Elle modifie — et bouleverse en partie — le jugement porté par la version stalinienne sur la nature de certains problèmes politiques et économiques qui se sont posés à l'Etat soviétique et au Parti Communiste entre 1918 et 1938, supprimant les falsifications stalinienne les plus monstrueuses. Le plus gros « tournant » concerne

les procès de Moscou, auxquels le « Précis » de 1938 avait consacré tout un sous-chapitre. Dans la nouvelle version, on ne réhabilite pas les vieux bolchéviks, dirigeants du Parti, membres du Comité Central léniniste, créateurs de l'Etat soviétique, qui ont été faussement et ignominieusement accusés des pires crimes au cours de ces procès. On n'affirme pas non plus que ces procès étaient d'infâmes mises en scène. On passe simplement sous silence tout cet épisode significatif de ce que l'opinion « officielle » aujourd'hui en U.R.S.S. appelle « le culte de la personnalité ». Les procès de Moscou deviennent ainsi un « non-fait » (an un-fact), pour parler comme George Orwell.

Ce phénomène reflète un tragique paradoxe : parti pour effacer une falsification historique, le collectif d'auteurs précités a, en définitive, remplacé celle-ci par une nouvelle falsification. Cette dernière est, certes, moins monstrueuse que l'ancienne. Elle n'en reste pas moins une falsification. Elle est typique de l'ouvrage dans son ensemble où les interprétations abusives, les mensonges par omissions, sinon les falsifications pures et simples, se comptent encore par centaines — même si un pas timide en direction de la vérité a été fait.

Mais en faisant ce pas timide, tout en maintenant de nombreux faux ou en en fabricant de nouveaux, les auteurs se sont empêtrés dans d'inextricables contradictions.

La version stalinienne de l'histoire du Parti bolchévik était, elle, cohérente. L'histoire était franchement manichéenne. D'un côté, il y avait les « bons », essentiellement Staline et ses « compagnons fidèles » (avec, au second plan, Lénine). De l'autre côté, il y avait les « mauvais », traîtres et espions, vendus aux puissances capitalistes et qui voulaient rétablir le capitalisme dès 1918 : c'étaient tous ceux qui s'étaient opposés à Staline, à un quelconque moment de son ascension vers le pouvoir.

Pour faire entrer l'histoire dans ce schéma simpliste, il fallait, bien sûr, travailler dans les faits comme dans une matière plastique. Les dates, les personnes, les événements, furent impitoyablement transformés — sans parler des idées. Cette « histoire » se rapporte à l'histoire réelle comme le cauchemar à la réalité vécue. Ses acteurs empruntent au réel le pâle visage des vivants et les formes extérieures des choses : là s'arrêtent les liens patents entre la vérité et la mythologie. Il n'empêche qu'on ne peut contester à ce « Précis » la vertu de la cohésion interne — à quelques contradictions grossières près (1).

La nouvelle « Histoire » a conservé la plupart de ses vices. Mais elle a en même temps perdu cette vertu unique. Le manichéisme a disparu : c'était pourtant le fil conducteur de cette interprétation démoniste de l'histoire, propre à Staline et au stalinisme. On ne l'a remplacé par aucun autre fil conducteur. La nouvelle version apparaît ainsi comme un ramassis de contradictions.

Le héros de l'histoire de l'U.R.S.S., ce n'est plus Staline, c'est le « Comité Central léniniste ». Mais les auteurs se gardent bien de nommer les membres de ce Comité Central, que ce soit en 1917, en 1920, en 1923, ou même en 1927. Et pour cause : la plupart de ceux-ci sont morts assassinés par la terreur stalinienne !

Les divers oppositionnels ne sont plus des espions, des agents payés de l'impérialisme. Ils deviennent des « opportunistes », des « révisionnistes », des « adversaires implacables du léninisme ». De ce fait, ils apparaissent comme des représentants de courants idéologiques. Mais les auteurs se gardent bien de préciser quelles étaient leurs idées, de citer leurs ouvrages, leurs plate-formes, leurs articles. Et pour cause : la justesse de ces idées, à la lumière des révélations du rapport secret de Khroutchchev au 20<sup>e</sup> Congrès, éclaterait aux yeux de tous les citoyens soviétiques !

Les pires excès de l'ère stalinienne ne sont plus passés sous silence, tant en ce qui concerne la « violation de la légalité soviétique », qu'en ce qui concerne les erreurs catastrophiques de la politique économique (notamment l'échec

(1) Le « Précis » affirme d'une part que les « trotskystes, zinoviévistes, boukharinistes », etc., d'un courant idéologique se transforment en un « ramassis contre-révolutionnaire » à partir de 1932 ; il affirme, d'autre part, qu'ils étaient des espions étrangers dès... 1918 !

patent de la politique agricole). Mais ces événements, qui ont bouleversé le sort de millions d'êtres humains, qui ont coûté au peuple soviétique des sacrifices inhumains parfaitement évitables, qui ont entraîné la disparition de tout ce fameux « Comité Central léniniste » qu'on prétend être le véritable créateur de l'Etat soviétique — ces événements sont expliqués par la seule référence au « culte de la personnalité », et même, en partie, excusés !

Etranges « marxistes » qui interprètent un des drames les plus poignants de l'histoire de notre époque, sans référence aucune à la lutte de classe, aux luttes entre groupes sociaux, aux problèmes économiques et sociaux — mais exclusivement par un appel à la psychopathologie...

Aussi ne faut-il pas être prophète pour prédire que si l'ancien « Précis » ne fut considéré comme la « Bible » des partis communistes que pendant 15 ans (1938-1953), il ne faudra certainement pas tant d'années pour que la nouvelle « Histoire » rejoigne ce « Précis » sur le tas d'ouvrages de circonstances oubliés et méprisés, sinon plus directement sous le pilon. D'autres « Histoires » paraîtront, qui suivront le même chemin de l'oubli, jusqu'à ce qu'une Histoire paraisse sans falsifications ni faux, quel que soit le jugement politique de ses auteurs concernant les divers événements rapportés.

Cette évolution est d'autant plus inéluctable que, petit à petit, le voile du silence commence à se lever en U.R.S.S. sur les premières phases de l'histoire de la République des Soviets. Les procès-verbaux des Comités Centraux de 1917 ont été republiés ; ceux de 1918 sont en cours de parution. L'ouvrage célèbre de John Reed (« Dix jours qui ébranlèrent le monde »), les mémoires d'Antonov Ovséenko, des récits de témoins oculaires de la Révolution d'Octobre, ont fini par être réimprimés. Le testament de Lénine, les lettres et notes scandaleusement supprimées dans les premières éditions de ses « Œuvres Complètes » par Staline (2), ont vu le jour. Dans ces conditions, il suffit que les jeunes historiens, les jeunes économistes et plus simplement les jeunes communistes, en U.R.S.S. et ailleurs, comparent ces originaux à la version courante de « L'Histoire », pour attraper immédiatement ses auteurs en flagrant délit de déformation. Ils ne manqueront pas de le faire, du moment que la police a perdu le pouvoir de les en empêcher, ou de punir de déportation ce crime de lèse bureaucratie.

La reconstitution de la vérité historique est, en U.R.S.S., un corollaire nécessaire et inévitable de l'abolition du régime bureaucratique. Nécessaire, parce que la renaissance de la pensée marxiste ne peut se faire dans le vide et doit partir du meilleur acquis du passé (ce qui ne signifie point qu'elle s'identifie avec celui-ci). Inévitable, parce que, dans sa lutte pour une véritable démocratie soviétique, la jeune génération communiste commencera par condamner les violations de cette démocratie commises à l'égard de toutes les tendances communistes soviétiques, à l'époque stalinienne.

Aussi le caractère hybride de « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » — à mi-chemin entre les falsifications staliniennes et la vérité historique — n'est-il, somme toute, que le reflet de la réalité soviétique d'aujourd'hui, où la pression des masses et des conditions objectives a obligé la bureaucratie à abolir les aspects les plus monstrueux de la dictature stalinienne, mais où subsistent en même temps les caractéristiques fondamentales de la dégénérescence bureaucratique.

Un des aspects les plus typiques de l'idéologie stalinienne fut de mettre en question le caractère et l'utilité d'une science objective — du moins en ce qui concerne les sciences sociales. L'histoire doit être un instrument de la lutte de classe, affirmait-on. Et si pour conserver l'Etat soviétique, pour assurer l'avenir du genre humain, pour défendre les intérêts de millions de prolétaires, il faut falsifier quelques faits historiques « mineurs », seuls des « objectivistes petits-

(2) Dans l'introduction du tome XXXVI des « Œuvres Complètes » de Lénine, il est dit :

« Par décision du Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique, l'Institut du marxisme-léninisme publie cinq tomes (36 à 40) en complément à la quatrième édition des Œuvres de Lénine. Le tome 36 comprend des œuvres qui figuraient dans la troisième édition, mais qui n'ont pas été incluses dans la quatrième, ainsi que des textes de Lénine publiés postérieurement [!] à la quatrième édition de ses œuvres [complètes]... »

bourgeois » pourraient se rebiffer. Aujourd'hui encore, cette théorie n'est pas entièrement abandonnée dans les milieux des cadres staliniens.

En réalité, les marxistes affirment précisément que la **vérité historique** est une arme de la lutte de classe — du moins entre les mains de classes ou de formations sociales progressives. Ce sont des formations historiques conservatrices ou réactionnaires, ayant des privilèges à défendre et des vices à cacher, qui doivent voiler la vérité ou la déformer.

Certes, dans la lutte de classe, le prolétariat ou son parti ne peuvent pas s'engager à dire en toutes circonstances la vérité à l'ennemi. Aucun commandant ne révélera l'état exact de ses forces ou de ses projets à l'adversaire, à la veille d'une bataille; aucun dirigeant syndicaliste sérieux ne révélera au début d'une grève au patronat ses intentions, sa stratégie ou l'état de sa caisse de résistance. Mais il ne s'agit là ni de science, ni d'histoire. Déformer l'histoire à l'intention de sa propre classe ou de son propre parti, c'est galvauder un outil théorique indispensable aux combats et aux victoires, présents et futurs. Mentir à sa propre classe, c'est en abaisser le niveau de conscience. Lénine s'est exprimé avec toute la clarté voulue à ce propos, quand il a affirmé, dans « La Maladie Infantile », qu'il faut savoir appliquer toute tactique « de manière à élever, et non à abaisser, le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre ».

Or, lorsqu'on falsifie l'histoire, qu'on ment à l'intention de sa propre classe, qu'on la met en état de découvrir tôt ou tard ces mensonges, on ne peut que semer la démoralisation, le scepticisme et le cynisme à l'égard du Parti et du marxisme en général. Si la méthode marxiste, d'un instrument d'analyse critique de la réalité objective, est transformée en un instrument d'apologie servile de telle ou telle « tactique » subjective d'un « chef génial », victime du « culte de sa propre personnalité »; si au lieu d'analyser le réel on le travestit de manière grossière, on se rend incapable d'élaborer une stratégie et une tactique correctes, qui doivent partir du réel. On sape de même la confiance des travailleurs dans leurs propres forces et dans celles de leur parti (3).

Ne fût-ce que pour cette raison, la rectification — que nous entreprenons dans les pages qui suivent — de quelques-unes des falsifications historiques les plus éclatantes contenues dans la nouvelle « Histoire du P.C. de l'Union soviétique » est hautement utile et nécessaire. Certains diront que tout cela est déjà « vieux jeu » et « dépassé ». Mais celui qui ignore l'histoire de son propre mouvement et de sa propre classe n'est pas armé pour redresser des erreurs anciennes ou nouvelles. Il sera incapable de résoudre les tâches que lui posent les batailles à venir.

La rectification des faux et des mensonges par omission contenus dans la nouvelle « Histoire » ne sert pas seulement une cause qui nous tient particulièrement à cœur : la réhabilitation pleine et entière de Léon Trotsky, de l'Opposition de Gauche soviétique, de tous les vieux bolchéviks. Elle apporte aussi des enseignements politiques extrêmement importants aux révolutionnaires des pays arriérés, aux militants de la révolution coloniale, qui se trouvent posés devant des problèmes stratégiques et tactiques comparables à ceux qui confrontaient les bolchéviks avant et après 1917. L'étude de la véritable histoire du P.C. de l'Union soviétique les aiderait énormément à résoudre ces problèmes. De même que le « Précis » de 1938, la nouvelle « Histoire du P.C. de l'Union soviétique » est un obstacle à surmonter sur la voie d'une telle étude.

(3) Au 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'Union soviétique, Pankratova déclara :

« En présentant la réalité historique de manière non conforme à la vérité, on peut entraver les efforts de nos cadres et de nos amis à l'étranger de valoriser correctement les expériences valables de la lutte du Parti Communiste de l'Union soviétique. Malheureusement, nous ne menons pas une lutte résolue contre la déviation de la manière dont Lénine jugeait les événements historiques, contre tous les éléments anti-historiques et de simplification, contre l'attitude subjectiviste envers l'histoire, contre la modernisation [!] de l'histoire et une conception de l'histoire adaptée [!] à chaque situation donnée et purement conjoncturelle [!]. »

## I. — DEROULEMENT ET ENSEIGNEMENT DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

1<sup>re</sup> Question : Tout au long de cette « Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique », on présente le « Comité Central léniniste » comme le véritable inspirateur, organisateur et garant de la victoire de la grande Révolution d'Octobre. Mais on cache soigneusement au lecteur la composition de ce même Comité Central léniniste. Quels en furent les membres, avant, pendant et après la victoire d'Octobre, et quel a été leur sort ultérieur ?

Réponse : En août 1917, 21 bolchéviks ont été élus membres du Comité Central. De ces 21, 7 sont morts d'une mort naturelle : Sverdlov, Lénine, Noguine, Dzerjinsky, Artem, Kollontaï et Staline. Deux ont été assassinés par la contre-révolution : Uritzki et Chaumian. Onze sont tombés victimes de la terreur stalinienne : un assassiné par un agent du Guépéou à l'étranger (Trotsky), et dix dans les geôles staliniennes (Zinoviev, Kamenev, Rykov, Boukharine, Milioutine, Krestinsky, Sokolnikov, Bubnov, Smilga, Berzine); le vingt-et-unième, Murarov, a disparu sans laisser de traces; il a vraisemblablement aussi été liquidé en 1938.

Entre 1918 et 1921, trente et un bolchéviks ont été membres du Comité Central. De ces trente et un, huit sont morts de mort naturelle (Lénine, Dzerjinsky, Sverdlov, Artem, Noguine, Stoutchka, Staline, Kalinine. Un a été assassiné par la contre-révolution (Uritzki). Un a été poussé au suicide par Staline (Tomsky). Dix-huit ont été assassinés sous la terreur stalinienne : Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Smirnov, Trotsky, Radek, Serebriakov, Sokolnikov, Rykov, Boukharine, Rakovsky, Biélogorodov, Smilga, Krestinsky, Roudzoutak, Boubnov, Milioutine et Préobrajensky. Une a été victime de la terreur stalinienne mais a survécu (Stassova). Un a disparu sans laisser de traces : Mouranov. Un est encore en vie et siège au Comité Central (Andréev).

En octobre 1917, un Bureau Politique du Comité Central fut élu pour la première fois. Il était composé de sept membres : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov, Bubnov et Staline. Deux de ces sept membres (Lénine et Staline) sont morts de mort naturelle; les cinq autres ont été tués par la terreur stalinienne. Jusque'en 1923, ont fait partie du Bureau Politique : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Staline, Préobrajensky, Serebriakov, Tomsky et Rykov. De ces dix personnes, huit ont été victimes de la terreur stalinienne.

La conclusion est claire : la grande majorité des membres du « Comité Central léniniste » ont été tués sous le règne de Staline. Dans l'ancienne version de l'histoire du Parti (le « Précis » de 1938), on expliquait que ces révolutionnaires étaient au fond des contre-révolutionnaires, des agents de l'impérialisme, des espions, voire des fascistes et des « hitlériens ». Inévitablement, les mérites de Lénine s'en trouvaient réduits : que penser, en effet, d'un dirigeant révolutionnaire qui s'entoure d'une majorité de contre-révolutionnaires comme collaborateurs les plus fidèles ?

Aujourd'hui, Lénine a été « réhabilité »; son Comité Central est porté aux nues. Comment ne pas conclure que l'extermination de la majorité des membres de ce Comité Central ne pouvait être ni un « accident regrettable », ni un simple caprice de psychopathe (« le culte de la personnalité »), mais qu'elle constitue la preuve la plus tangible d'une colossale transformation politique qui a eu lieu en U.R.S.S. entre l'époque de Lénine et le triomphe de Staline ? Comment ne pas conclure qu'il y a eu contre-révolution, et plus exactement contre-révolution politique, ainsi que nous le préciserons plus loin ?

2<sup>e</sup> question : Parle-t-on dans « L'Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique » du rôle que les membres de ce « Comité Central léniniste » ont joué dans l'histoire du mouvement ouvrier russe avant 1917 ?

Réponse : On en parle...exclusivement pour en dire du mal ! Lorsqu'on cite les « éminents collaborateurs de Lénine », les « organisateurs du parti »,

etc., etc., on ne les mentionne guère. Leur nom n'est cité que lorsqu'il s'agit d'émettre des critiques méchantes. Il y a là quelque chose de totalement illogique. La place nous manque ici pour examiner toutes ces critiques. Mais, même si elles étaient exactes, il y aurait encore mensonge par omission. Comment supposer en effet que Lénine aurait proposé tout au long de la révolution et des premières années du pouvoir soviétique un Comité Central dont les membres n'auraient à leur crédit que... des erreurs ?

Quelquefois ces mensonges par omission atteignent le grotesque. Ainsi on « oublie » de mentionner (p. 193, tome I) que Kamenev fut envoyé en Russie par le Comité Central en 1914 pour diriger la fraction de la Douma et la « Pravda ». On « oublie » de mentionner que Zinoviev fut élu président de l'Internationale Communiste au Congrès de fondation, et qu'il occupa ce poste jusqu'en 1926. On « oublie » même de mentionner la composition de la délégation bolchévique à ce Congrès, et pour cause : elle était composée de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Staline, Boukharine et Tchitcherine. On « oublie » de signaler que les soviétiques membres de l'Exécutif de l'I.C. étaient Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine et Radek. On « oublie » d'indiquer que c'est Trotsky qui parla au nom de la fraction bolchévique au Préparlement, afin d'annoncer que cette fraction allait quitter l'assemblée (pp. 253-4, tome I). On « oublie » de mentionner que Trotsky fut le premier président bolchévique du Soviet de Pétrograd et qu'en cette qualité il présida aussi le Comité Militaire Révolutionnaire de ce Soviet, chargé de préparer l'insurrection. On « oublie » de donner la composition du premier gouvernement révolutionnaire (le conseil des commissaires du peuple présidé par Lénine, élu au 2<sup>e</sup> Congrès panrusse des Soviets) (p. 260, tome I). On peut pourtant la trouver dans le livre de John Reed vendu actuellement en U.R.S.S. : Lénine, Miloutine, Chliapnikov, Antonov-Ovseenko, Krylenko, Dybenko, Noguine, Lounatcharsky, Stepanov, Trotsky, Lomov, Theodorovitch, Avilov, Staline...

3<sup>e</sup> question : **Quelles étaient les tâches à résoudre par la Révolution russe de 1917 ?**

**Réponse :** La Révolution russe a renversé le pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers, établi la dictature du prolétariat et ouvert la voie à l'expropriation des capitalistes et à la nationalisation des moyens de production. En même temps, elle a résolu les principales tâches de la révolution démocratique bourgeoise, que la bourgeoisie s'était avérée incapable de résoudre : réforme agraire radicale, question nationale, unification du pays, etc.

Cependant, « L'Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique » sème à ce sujet une confusion extrême. Cette confusion provient du fait que les auteurs de l'ouvrage ne veulent toujours pas admettre l'évidence, à savoir **que Lénine** (et, après lui, la majorité du parti bolchévique) **modifia la stratégie bolchévique en avril 1917, et qu'il adopta pour l'essentiel la théorie de la révolution permanente.**

Lors de la révolution russe de 1905, trois positions étaient en présence dans le parti ouvrier social-démocrate russe :

— la position des menchéviks qui, partant de la constatation du fait que la Russie n'avait pas encore traversé une révolution bourgeoise victorieuse, affirmaient que la révolution avait essentiellement pour but le renversement du tsarisme et l'élimination des restes semi-féodaux de l'économie et de la société russe. Le prolétariat devait appuyer de manière critique la bourgeoisie libérale, afin de l'obliger à réaliser cette révolution de la manière la plus radicale, tout en combattant en même temps pour ses propres revendications immédiates (droit de grève, suffrage universel, journée de huit heures, etc.);

— la position des bolchéviks qui partaient de la constatation que la bourgeoisie, à l'époque contemporaine, en présence d'un prolétariat industriel hautement concentré et conscient, organisé dans les partis marxistes, était incapable de réaliser les tâches classiques de la révolution démocratique bourgeoise, par peur de l'action révolutionnaire des masses. En même temps, Lénine constatait que, vu le nombre réduit de prolétaires dans la société et la faiblesse de l'infrastructure capitaliste du pays, le parti du prolétariat ne pouvait pas espérer con-

quérir seul le pouvoir. En poussant la révolution jusqu'au bout, celle-ci aboutirait à une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », au sein de laquelle le parti ouvrier pouvait participer à un gouvernement de coalition ensemble avec un parti paysan. Cette révolution victorieuse ne serait qu'une révolution démocratique bourgeoise radicale, et ne prendrait pas immédiatement la forme d'une révolution socialiste;

— la position de Trotsky. Comme les menchéviks et Lénine, Trotsky comprenait que la question-clé était la question agraire. Mais, alors que les menchéviks croyaient que la bourgeoisie libérale pouvait réaliser une réforme agraire radicale, et que Lénine croyait que cette réforme pouvait être l'œuvre d'un gouvernement de coalition entre un parti ouvrier et un parti paysan, **Trotsky affirmait que seule la dictature du prolétariat était capable de donner de manière radicale la terre aux paysans.** Il précisait, en effet, que l'histoire avait démontré que la paysannerie était incapable de constituer de grands partis nationaux réellement « paysans », et qu'elle suivait toujours soit la direction d'un parti bourgeois, soit la direction d'un parti ouvrier.

L'histoire de la Révolution d'Octobre a donné raison à Trotsky, puisque **ce n'est qu'au moment où le pouvoir fut conquis par le prolétariat, où le gouvernement bolchévique fut constitué, que le décret sur la distribution des terres aux paysans fut voté.**

Pour permettre la victoire d'Octobre, Lénine a **modifié** l'orientation du Parti à la **conférence d'avril 1917**, a modifié le programme du parti qui réclamait seulement la constitution d'une république démocratique, et a fait inscrire comme but la constitution immédiate de la dictature du prolétariat, d'un Etat soviétique.

Tout cela est très clair aujourd'hui. Mais « L'Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique » s'efforce de noyer le poisson de diverses manières. Elle s'efforce de **nier** qu'il y a eu changement de stratégie du Parti bolchévique en avril 1917.

Pour cela, elle définit le but des **Thèses d'avril** élaborées par Lénine et des décisions de la conférence d'avril 1917 du Parti bolchévique, comme la « lutte pour le passage de la révolution démocratique-bourgeoise à la révolution socialiste » (p. 225, tome I). Nous reviendrons plus loin sur ce que cette formule a d'erroné. Mais nous pouvons déjà constater qu'elle est **en opposition** avec le « but stratégique » des bolchéviks en 1905, tel que « L'Histoire » elle-même le définit, puisqu'elle affirme correctement (p. 92, tome I) que la « dictature démocratique des ouvriers et paysans », envisagée par Lénine en 1905, n'était pas une dictature socialiste, mais seulement une dictature « démocratique ». Les auteurs de « L'Histoire » veulent-ils peut-être contester que la Révolution d'Octobre a établi une dictature prolétarienne, socialiste, en Russie ?

Contre cette tentative désespérée de nier le changement d'orientation stratégique de Lénine en 1917 — tentative qui rend obscur l'ensemble du problème de la stratégie du parti révolutionnaire dans un pays arriéré, notamment dans les pays coloniaux — s'inscrivent pourtant en faux d'innombrables témoignages de l'époque. Citons-en deux, que les auteurs de « L'Histoire » pourront difficilement récuser.

En 1924, Molotov publia un article intitulé « Lénine et le Parti à l'époque de la Révolution de février », dont nous extrayons le passage que voici :

**« Mais il faut le dire ouvertement : le Parti n'avait pas cette clarté de vue et cet esprit de décision qui étaient exigés par le moment révolutionnaire. Il ne les avait pas, parce qu'il n'avait pas une attitude claire d'orientation vers la révolution socialiste. En général, l'agitation, et toute la pratique du parti révolutionnaire, manquaient de fondement solide, car la pensée n'était pas encore avancée jusqu'à la conclusion audacieuse de la nécessité d'une lutte immédiate pour le socialisme, et pour la révolution socialiste. »**

La pensée de Trotsky avait tiré cette « conclusion audacieuse » dès 1905. Lénine y était arrivé dès le début de la Révolution de février 1917. Voilà la vérité historique.

Le tome XX des « Œuvres Complètes » de Lénine parut en 1928. L'édition

fut assurée par l'Institut Lénine, sous le contrôle du Comité Central. Le premier volume de ce tome traite notamment de la conférence d'avril 1917 du parti bolchévique. Voici ce qu'affirme une note en page 557-8 (édition allemande) au sujet de cette conférence :

« A cette conférence, il y eut un petit groupe, composé essentiellement d'une partie des délégués du comité de Moscou et de la région de Moscou (Noguine, Rykov, Smidovitch, Ovsianikov, Angarski et autres); sa conception de la révolution correspond à peu près à la position des bolchéviks de l'année 1905 (formule « dictature du prolétariat et de la paysannerie »)... Kamenev, qui avait une position proche de celle de ce groupe, fut chargé, par lui, de présenter un contre-rapport. »

C'est à cette position « moscovite » que Lénine se réfère en lui opposant la thèse de la conquête du pouvoir par les soviets (pp. 334-6). Il est vrai qu'il considère que ce pouvoir ne sera « pas encore » socialiste, tout en étant déjà « plus que démocratique bourgeois ». Mais sur ce point, l'histoire a corrigé le camarade Lénine. Personne ne contestera aujourd'hui le caractère socialiste de la Révolution d'Octobre. Ne pas vouloir comprendre ce problème, c'est se fermer toute possibilité d'aider les partis communistes des pays coloniaux à élaborer une stratégie exacte. C'est perdre de vue non seulement l'enseignement de la Révolution d'Octobre, mais encore les enseignements de la Révolution yougoslave et de la Révolution chinoise — sans parler, hélas, des dizaines d'enseignements négatifs, partout où les partis communistes se sont cramponnés aux thèses dépassées de 1905, et ont refusé de s'orienter vers la dictature du prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie pauvre.

4<sup>e</sup> question : **Quels sont les enseignements généraux de la Révolution d'Octobre en cette matière ?**

Réponse : L'enseignement de la Révolution d'Octobre au sujet des forces motrices principales de la révolution dans des pays n'ayant pas encore connu une révolution démocratique bourgeoise achevée, c'est que l'alliance entre ouvriers et paysans, seule capable de parachever la réforme agraire radicale, ne peut être réalisée que par la dictature du prolétariat (la conquête du pouvoir par le prolétariat). Cet enseignement est confirmé par l'histoire de la Révolution russe, l'histoire de la Révolution chinoise et l'histoire de la Révolution yougoslave. Il n'y a, dans l'histoire des 40 dernières années, aucun exemple d'un pays qui ait réussi à accomplir les tâches classiques de la révolution bourgeoise sans passer par la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Il y a par contre d'innombrables exemples de révolutions qui, du fait qu'elles n'aboutirent pas à la dictature du prolétariat, se sont arrêtées après la conquête de l'indépendance politique (Inde, Indonésie, Birmanie, Egypte, Maroc, Tunisie, etc.) ou après le renversement des agents politiques de l'impérialisme (Irak, Venezuela), mais n'ont pas réussi à résoudre le problème agraire, sans parler de celui de l'industrialisation du pays. L'histoire de la deuxième révolution chinoise (1925-27) confirme le même enseignement.

5<sup>e</sup> question : **Les auteurs de « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » ont-ils formulé cet enseignement ?**

Réponse : Ils ne l'ont pas fait, alors qu'il se trouve pourtant consigné dans de nombreux documents de l'Internationale, ainsi que dans le texte suivant de Lénine :

« Notre expérience nous a appris — et nous en trouvons la confirmation dans le développement de toutes les révolutions du monde, si l'on considère la nouvelle époque, disons, les cent cinquante dernières années — que partout et toujours il en a été de même : toutes les tentatives faites par la petite bourgeoisie en général, et par les paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique, ont abouti à un

échec. Ou bien ils doivent se placer sous la direction du prolétariat, ou bien sous celle des capitalistes. Il n'y a pas de milieu. Ceux qui rêvent d'un moyen terme sont des rêveurs, des songe-creux. » (Discours au Congrès des ouvriers des transports, mars 1921, « Œuvres Choiesies », tome II, pages 838-9.)

Or, c'est exactement la même idée qui guida Trotsky dans l'élaboration de sa théorie de la révolution permanente. Trotsky écrivait, en 1905 :

« La révolution russe empêche.. la constitution d'un quelconque régime constitutionnel-bourgeois, qui pourrait résoudre les tâches les plus primitives de la démocratie... Pour cette raison, le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie — même de l'ensemble de la paysannerie en tant que couche — est lié au sort de l'ensemble de la révolution, c'est-à-dire au sort du prolétariat. Le prolétariat au pouvoir apparaîtra aux paysans comme la classe qui les libère. Mais peut-être la paysannerie repoussera-t-elle le prolétariat et occupera-t-elle sa place ? Cela est impossible. Toute l'expérience historique se révolte contre pareille hypothèse. Elle montre que la paysannerie est absolument incapable de jouer un rôle politique indépendant.

La bourgeoisie russe a légué toutes les positions révolutionnaires au prolétariat. Elle devra lui abandonner également l'hégémonie révolutionnaire sur la paysannerie. »

Au lieu d'admettre franchement cette identité de vues, ou du moins de l'esquisser, les auteurs de « L'Histoire » radotent (dans le plus pur style stalinien) au sujet de ce que « Trotsky voulait sauter par-dessus l'étape de la révolution démocratique bourgeoise », et qu'il « niait le rôle révolutionnaire de la paysannerie », qu'il voulait « isoler le prolétariat de la paysannerie » (p. 95, tome I). Il suffit de comparer cette « analyse » de la théorie de la révolution permanente à la définition que son auteur en donnait lui-même et que nous venons de citer, pour comprendre tout le caractère déformé, sinon falsifié de cette analyse.

6<sup>e</sup> question : **Les staliniens et les khrouchtchéviens ont-ils du moins observé cet enseignement en pratique, même s'ils en font fi en théorie ?**

Réponse : Il n'en est malheureusement rien. Dans tous les cas où des partis communistes ont été confrontés avec de puissants mouvements révolutionnaires dans les colonies, bien loin de lutter pour l'hégémonie du prolétariat, ils ont idéalisé la bourgeoisie nationale, conclu des alliances durables avec elle, lui ont subordonné le mouvement de masse, et ont fini par être brutalement réprimés par cette même bourgeoisie. Cela a commencé par la tragique expérience avec Tchiang-Kai-Chek en 1925-27; cela s'est poursuivi en Iran avec Mossadegh, au Guatemala avec Arbenz, en Egypte avec Nasser, en Argentine avec Frondizi, au Maroc avec le roi Mohammed V. Cela se poursuit actuellement en Irak avec Kassem, en Inde avec Nehru, en Indonésie avec Sukarno. L'issue n'en sera pas plus brillante.

Certes, il ne s'agit pas d'exiger d'un Parti Communiste qu'il lutte pour le pouvoir dans n'importe quelles conditions de rapports de forces, ni de lui interdire d'accorder un appui critique à un mouvement national bourgeois aussi longtemps que celui dirige effectivement un mouvement de masse contre l'impérialisme. Malheureusement, tous les cas précités indiquent que, sous Staline comme sous Khrouchtchev, les communistes ont gaspillé des chances énormes de devenir à bref ou à moyen terme la force dominante dans le peuple, parce qu'ils se sont soumis servilement à la direction nationale bourgeoise et ont contribué à asséoir ses assises dans les masses.

Les seules exceptions frappantes sont celle du P.C. yougoslave et du P.C. chinois qui, à l'encontre des « directives » de Staline, ont engagé et gagné la lutte pour le pouvoir. En établissant la dictature du prolétariat, ils ont résolu « en passant » les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, sans pouvoir s'arrêter à cette étape, mais en passant rapidement aux « mesures collectivistes », ainsi que Trotsky l'avait prévu... dès 1905.

7<sup>e</sup> question : **Quelle a été la nature de la Révolution de février ?**

**Réponse :** « L'Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique » caractérise la Révolution de février 1917 comme une révolution démocratique bourgeoise qu'il fallait « transformer » en révolution prolétarienne (p. 220, tome I). Il est vrai que quelques phrases prononcées par Lénine en avril 1917 — phrases qui ne se retrouvent plus dans aucune analyse ultérieure de la révolution russe par Lénine — donnent du poids à cette définition. En réalité, les données que nous offrent les auteurs de « L'Histoire » eux-mêmes permettent de souligner le caractère confus, ou du moins incomplet, de cette définition.

La Révolution de février 1917 n'a été qu'une « révolution démocratique bourgeoise » qui n'a pas résolu la tâche principale. Les auteurs de « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » expliquent en effet à la page 214 que le gouvernement provisoire créé par la Révolution de février ne pouvait pas et ne voulait pas donner la terre aux paysans. Ils précisent en même temps que la Révolution d'Octobre « qui accomplit directement des tâches socialistes, a également conduit jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise » (p. 273). Or, « L'Histoire » affirme ailleurs que la tâche la plus brûlante de la révolution démocratique bourgeoise était « la destruction du pouvoir des propriétaires fonciers... » (p. 78), ou, mieux encore, « la liquidation de tout vestige de féodalisme » (p. 205). Manifestement ces objectifs n'ont pas été réalisés en février 1917; s'ils l'avaient été, la paysannerie n'aurait jamais donné son appui à la Révolution d'Octobre. En affirmant à la p. 212 que : « la révolution démocratique bourgeoise de février a accompli le premier objectif du parti, le renversement du tsarisme, et ouvert la possibilité de liquider le capitalisme et d'instaurer le socialisme », les auteurs de « L'Histoire » sautent eux-mêmes par-dessus la tâche principale de « l'étape démocratique bourgeoise », à savoir la distribution des terres, et « ignorent » eux-mêmes le poids décisif de la paysannerie. Toutes ces tristes contradictions résultent de la tentative d'ignorer la théorie de la révolution permanente...

8<sup>e</sup> question : **Qui a dirigé la Révolution d'Octobre, et quand et comment a-t-elle triomphé ?**

**Réponse :** « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » répète à ce sujet — en les atténuant — les falsifications grossières du « Précis » publié en 1938. Celui ne s'était pas gêné d'écrire qu'à la séance historique du Comité Central du 10 octobre 1917, qui décida de l'insurrection.

« Trotsky ne vota pas directement contre la résolution, mais il présenta un amendement qui devait faire échouer, réduire à néant, l'insurrection. Il proposa de ne pas commencer l'insurrection avant l'ouverture du 2<sup>e</sup> Congrès des Soviets; c'eût été faire traîner en longueur l'insurrection, en annoncer d'avance la date, avertir le gouvernement provisoire. »

Entre temps, l'ouvrage célèbre de John Reed « Les Dix Jours qui ébranlèrent le monde » ayant été republié, cette falsification outrancière qui présente Trotsky, le principal organisateur et dirigeant de l'insurrection, comme ayant voulu en fait la faire échouer (sic), a dû être abandonnée. Le livre de John Reed n'est en effet pas n'importe quel ouvrage. La préface en a été rédigée par Lénine. Reproduite dans le nouveau tome 36 de ses « Œuvres Complètes », cette préface caractérise de la manière suivante le livre de John Reed :

« C'est de tout cœur que je recommande cet ouvrage aux ouvriers de tous les pays. Je souhaite que ce livre soit diffusé à des millions d'exemplaires, et traduit dans toutes les langues, car il rapporte d'une façon véridique et extraordinairement vivante des événements qui sont si importants pour comprendre ce qu'est la révolution prolétarienne, ce qu'est la dictature du prolétariat. »

Or, le livre de John Reed dit qu'à cette même réunion Lénine et Trotsky défendirent l'idée de l'insurrection; que dès le lendemain Lénine publia dans la Pravda un article défendant l'idée de l'insurrection immédiate; que le gouvernement apprenant ainsi « le secret », prit tout de suite des mesures... et que finalement l'insurrection eut tout de même lieu, comme Trotsky l'avait proposé, au

moment de la convocation à Pétrograd du II<sup>e</sup> Congrès panrusse des Soviets (pp. 42 et suivantes, de l'édition allemande de 1927). Le livre de John Reed ne laisse vraiment pas subsister un seul mot de la falsification stalinienne.

La nouvelle version des événements offerte par les auteurs de « L'Histoire » est cependant à peine plus véridique. Pouvant être confrontée par tous les lecteurs soviétiques (et communistes dans le monde entier) avec l'ouvrage de John Reed, elle frise le ridicule.

On commence par reprendre le passage susmentionné en le corrigeant :

« A la réunion du Comité Central, Trotsky ne vota pas contre la résolution sur l'insurrection. Mais il insista pour que l'insurrection soit renvoyée jusqu'à la convocation du 2<sup>e</sup> Congrès des Soviets, ce qui signifiait en pratique faire échouer l'insurrection, puisque les s-r et les mencheviks auraient pu retarder la convocation du Congrès et que le gouvernement aurait pu avoir la possibilité de concentrer le jour de son ouverture des forces suffisantes [!] pour la défaite de l'insurrection. »

L'auteur de cette « correction » ne brille guère par la suite dans les idées. Il oublie de nous expliquer pourquoi l'insurrection, qui a en effet coïncidé avec la convocation du II<sup>e</sup> Congrès panrusse des Soviets, n'a pas échoué « pour cette raison ». Il oublie de nous rappeler que si Trotsky avait proposé cette coïncidence, c'était précisément parce que les forces militaires dont disposait le gouvernement étaient insuffisantes pour faire échouer l'insurrection, puisqu'elles passaient, régiment après régiment, sous le commandement du Soviet de Pétrograd. Et il oublie de nous expliquer pourquoi le gouvernement, qui était au courant de « la date » de l'insurrection, n'a pas compris ce que Staline, Ponomarev et Cie, apercevaient... 20 ans plus tard.

Dans le « Précis » de 1938, il était dit :

« Le 16 octobre se tint une séance élargie du Comité Central du Parti. Elle élut un Centre du Parti pour diriger l'insurrection, avec le camarade Staline à sa tête. Ce fut ce centre, noyau dirigeant (sic) du Comité Militaire Révolutionnaire près le Soviet de Pétrograd, qui guida pratiquement l'insurrection. »

Dans la nouvelle version, cette falsification a été légèrement corrigée :

« L'organe chargé d'effectuer l'insurrection dans la capitale fut le Comité Militaire Révolutionnaire, créé sur proposition du C.C. du parti près du Soviet de Pétrograd. » (p. 255).

Il est exact que ce Comité a effectué tout le travail pratique de l'insurrection. Le seul mensonge par omission que commettent ici les auteurs de cette « Histoire », c'est de ne pas rappeler que le président en fut Léon Trotsky.

Une page plus loin, on affirme que le 16 octobre,

« En fin de séance fut élu un Centre militaire révolutionnaire pour diriger l'insurrection, composé de Boubnov, Dzerjinsky, Sverdlov, Staline et Uritzky. On décida que le Centre militaire révolutionnaire entre dans le Comité militaire révolutionnaire du Soviet » (p. 256).

En d'autres termes : l'organe qui devait « diriger » entra simplement dans l'organe déjà existant et n'en modifia ni le travail, ni les tâches, ni le personnel dirigeant, puisque Trotsky en resta le président, Antonov Ovseenko et Podvoïsky les principaux lieutenants « techniques ». Et pour mettre le bouquet à leurs « corrections » maladroites, les auteurs ajoutent :

« Tout le travail d'organisation de l'insurrection fut dirigé par Lénine » (p. 256)...

Chez John Reed (pp. 67-68) on peut pourtant lire que tout le travail d'organisation a été effectué par le Comité Militaire Révolutionnaire. Et, pour citer finalement un témoin peu suspect de sympathies... trotskystes, voici ce qu'affirma Staline lui-même :

« Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection fut placé sous la direction immédiate du président du Soviet de Pétrograd, le camarade Trotsky. On peut affirmer avec certitude, que le Parti doit le passage rapide de la garnison dans le camp des soviets et la méthode de travail adroit du Comité Militaire Révolutionnaire avant tout et essentiellement au camarade Trotsky. » (« Pravda », 6 novembre 1918.)

9<sup>e</sup> question : **Qui a créé l'Armée Rouge ? Qui a dirigé ses opérations durant la guerre civile ?**

**Réponse :** « L'Histoire du P.C. de l'U.R.S.S. » fait ici également preuve d'un esprit mesquin de falsification. Elle ne signale pas que Léon Trotsky fut le premier Commissaire du peuple à la Défense, sans même parler du fait qu'il fut le créateur de l'Armée Rouge et le « père de la victoire », ainsi que l'atteste le décret qui lui accorda l'Ordre du Drapeau Rouge, le 7 novembre 1919.

Elle cite pêle-mêle quelques-uns des principaux dirigeants militaires et politiques de l'Armée : Frunze, Vorochilov, Boudienny et d'autres ; S. Kamenev, Karbičev, Chapochnikov, Stankievich et Nikolaïev à la p. 307, tome I; Andréev; Boubnov; Vorochilov; Gussev; Dzerjinsky; Jdanov (sic); Ziemliecka; Kalinine; Kirov; Kossior; Kuibychev; Mechlis; Mikoyan; Ordzonikidzé; Petrovsky; Postychev; Sverdlov; Staline; Frounzé; Khrouchtchev (sic); Chvernik; Chiadenko; Iaroslavsky. Mais cette liste « oublie » les principaux chefs communistes de l'armée, tels les futurs maréchaux Toukhatchevski et Yegorov. Elle oublie **tous** les dirigeants bolchéviques placés à la tête des opérations militaires.

« L'Histoire » ne nous apprend qu'en passant qu'il y eut « à un moment » un Conseil de Guerre Révolutionnaire. Elle « oublie » que toutes les opérations militaires furent dirigées par ce Conseil de Guerre Révolutionnaire de la République des Soviets. A sa constitution, en 1918, ce Conseil fut composé de Trotsky (président), Sklianski (vice-président) et de Vatzétis, I. N. Smirnov, Rosengoltz, Raskolnikov, Mouralov et Yureniev. Sur ces huit membres, cinq furent par la suite « liquidés » par Staline. En 1919, I. N. Smirnov, Rosengoltz et Raskolnikov furent remplacés par Smilga et Gussev. Pour diriger les opérations en Ukraine, le Comité Central détacha notamment Piatakov, Smilga et Lachévitch, qui allaient tous trois tomber victimes de la terreur stalinienne.

Le rôle déterminant joué par Trotsky comme créateur de l'Armée Rouge peut être attesté par trois témoins que les milieux officiels de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui pourront difficilement récuser : Jacques Sadoul, Gorki et Lénine lui-même.

Prenant la parole au Premier Congrès de l'I.C., Jacques Sadoul a déclaré : **« Nous devons beaucoup de gratitude aux dirigeants de cette Armée (Rouge), mais en premier lieu au camarade Trotsky, dont l'énergie indomptable, unie à une haute intelligence et à un véritable génie, a pu rendre une nouvelle force vitale à l'armée russe, qui se trouvait en décomposition totale. »** (Compte rendu intégral en allemand, p. 63.)

Dans la première édition des Œuvres Complètes de Lénine en russe (vol. XVI, p. 73), Lénine célèbre Trotsky parce qu'il a pu créer l'Armée « avec les briques laissées par l'édifice détruit de l'ancien régime ».

Dans son ouvrage, « Lénine et le Paysan russe », Gorki rapporte une entrevue avec Lénine qui lui dit au sujet de Trotsky :

**« Montrez-moi un autre homme capable d'organiser une armée presque modèle en une seule année, et de gagner le respect des experts militaires. Nous avons un homme de ce genre »** (pp.95-6).

Il est vrai que ces deux passages ont été éliminés (ou adoucis) dans les éditions ultérieures des Œuvres Complètes (sic) de Lénine et de l'ouvrage de Gorki. Mais il ne faudra plus longtemps pour que la vérité historique retrouve ses droits à ce propos également.

Ajoutons que la nouvelle « Histoire » ajoute même une mesquinerie supplémentaire aux falsifications de l'ancien « Précis ». Celui-ci, parlant des avatars de l'intervention étrangère contre la République des Soviets, note :

**« C'est ainsi, par exemple, que les marins français, guidés par André Marty, s'étaient révoltés à Odessa. »**

Dans la nouvelle « Histoire », la révolte est restée (p. 316, tome I); le nom d'André Marty a disparu...

Quant aux innombrables falsifications concernant les opérations de l'Armée Rouge, il est impossible de les rectifier ici ; il faudrait trop de place. Le lecteur

intéressé se référera utilement au chapitre les concernant de « Ma Vie », de Trotsky, et surtout du « Prophète Armé », d'Isaac Deutscher, qui a rassemblé une bibliographie impressionnante pour dénouer les légendes staliniennes.

## II. — ORIGINES ET LUTTES DE L'OPPOSITION DE GAUCHE DANS LE PARTI BOLCHEVIK

10<sup>e</sup> question : **Trotsky a-t-il été partisan de la « militarisation du travail » en Russie ?**

**Réponse :** Afin de dénaturer le sens de la lutte systématique menée par l'Opposition de Gauche contre la menace de dégénérescence bureaucratique du Parti bolchévique et de l'Etat soviétique, « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique », suivant les traces du « Précis », présente les choses comme si, à la veille de la formation de l'Opposition, Trotsky se serait « prononcé contre le développement de la démocratie syndicale, préférant les méthodes militaires et administratives qu'il appliqua d'ailleurs lui-même dans le syndicat des ouvriers des transports ferroviaires et fluviaux, lorsqu'il présida le comité central de cette organisation » (p. 354, tome I). Deux pages plus loin, « L'Histoire » accuse même Trotsky d'avoir préconisé l'emploi des méthodes de coercition à la place des méthodes de persuasion dans les syndicats (p. 356).

Il s'agit d'une déformation grossière de la vérité historique.

Tout d'abord, la formule de « militarisation de l'économie » et d'emploi d'« armées de travail », n'est pas une formule inventée par Trotsky en 1920, c'est une formule employée par tout le Parti, ainsi que l'atteste la résolution du 9<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchévique, citée à la page 335 par l'« Histoire » elle-même ! Il s'agissait d'éviter que la démobilisation de l'armée à la fin de la guerre civile, à un moment où les forces productives étaient tombées au niveau le plus bas, n'éparpille cette avant-garde prolétarienne, ne la condamne au chômage, ne la disperse à la campagne. Il fallait l'employer au contraire à des tâches de reconstruction économique, en lui faisant exécuter de grands travaux d'urgence pour le relèvement du pays. Comme la discipline militaire était elle-même, à cette époque, une discipline **communiste**, c'est-à-dire très éloignée des mœurs actuelles de l'armée soviétique ; comme il y avait liberté de discussion au sein de cette armée et que les méthodes de persuasion y furent largement employées, même la formule des « armées du travail » adoptée par tout le Parti ne fut pas exactement synonyme de « substitution de la coercition à la persuasion. »

Le véritable objet du débat de 1921 sur la question syndicale était ailleurs. Il s'agissait de déterminer la **place des syndicats et de la classe ouvrière au sein de l'industrie socialisée**. Trois thèses furent en présence. La thèse anarcho-syndicaliste qui voulait tout de suite remettre l'administration de l'industrie aux syndicats et supprimer toute administration centralisée; la thèse de Lénine et des dirigeants syndicaux qui voulaient conserver l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat, les syndicats étant considérés en tant qu'instrument de défense des intérêts de consommateurs des travailleurs, tout en ne modifiant pas le système de gestion de l'industrie; la thèse de Trotsky et de Boukharine qui voulait assurer une participation décisive des syndicats et des travailleurs à la gestion de l'industrie nationalisée.

Si nous examinons aujourd'hui ce débat à la lumière de l'expérience postérieure, nous remarquons tout de suite que les thèses de Lénine et celles de Trotsky étaient toutes les deux partiellement correctes et partiellement fausses. Lénine avait certainement raison quand il insistait sur la nécessité de conserver l'indépendance des syndicats à l'égard d'un Etat ouvrier « bureaucratiquement déformé » (la formule est de Lénine). Mais Trotsky n'avait pas moins raison lorsqu'il précisait que la lutte contre la bureaucratie était utopique aussi longtemps que celle-ci n'était pas frappée au centre réel de ses pouvoirs : l'administration de la grande industrie.

La vérité, c'est que la lutte contre la déformation bureaucratique de l'Etat ouvrier, à l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme, exige **à la fois** l'indépendance des syndicats (comme instrument de défense des intérêts des travailleurs en tant que **consommateurs**), et une participation de plus en plus active des travailleurs à l'administration de l'industrie (pour défendre leurs intérêts en tant que **producteurs**). L'instrument le plus adéquat pour assurer cette participation n'est cependant pas le syndicat mais le **conseil ouvrier** (conseil d'usine).

11<sup>e</sup> question : **Quelle fut la thèse défendue par Lénine au sujet de l'administration de l'industrie soviétique ?**

**Réponse :** Voulant justifier les mesures prises postérieurement par Staline, en 1930, qui réuniront tous les pouvoirs dans l'entreprise entre les seules mains du directeur, « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » résume (p. 291, tome I), de la manière suivante, la position de Lénine en la matière :

« Les intérêts du socialisme — enseigna Lénine — exigent l'obéissance inconditionnelle des masses à l'unique volonté du dirigeant du processus du travail. Pour cette raison, la direction de l'économie devait être centralisée et à la tête des entreprises devaient se trouver des directeurs nommés par le pouvoir soviétique. La direction centralisée de la part de l'Etat et l'unité de direction devaient se combiner avec la participation active et consciente des masses à la vie économique et avec un contrôle de la base sous de nombreuses formes. »

Il est utile de souligner en passant que ce dernier passage concernant les « formes multiples de contrôle par en bas » ne se trouve guère dans le « Préavis » de 1938. Et pour cause ! Sous le régime de Staline, il n'y avait plus aucune trace d'un tel « contrôle » à partir des années 1932-33. L'administration de l'économie et la direction des usines, étaient complètement bureaucratiques. Et si les réformes de Khrouchtchev ont introduit un semblant de contrôle par en bas, il n'y a guère d'exemples d'une véritable participation des travailleurs à la gestion des entreprises soviétiques d'aujourd'hui. Mais c'est là un sujet sur lequel nous reviendrons plus loin.

La description de la conception de Lénine par la nouvelle « Histoire » est-elle conforme à la vérité ? Elle pêche grandement par omission. Voici ce que Lénine écrit à ce sujet dans « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » :

« Plus résolument nous devons nous affirmer aujourd'hui pour un pouvoir fort et impitoyable, pour la dictature personnelle dans tels processus de travail, à tel moment de l'exercice de fonctions purement exécutives, — et plus variés doivent être les formes et moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser toute ombre de possibilité de déformation du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie bureaucratique » (« Œuvres Choiesies », II, pp. 403-4).

Première différence entre Lénine et la nouvelle « Histoire » : Lénine n'affirme pas que le principe de la « direction unique » est un principe absolu mais qu'il n'est valable qu'« aujourd'hui », c'est-à-dire qu'il découle des conditions particulières dans lesquelles se trouvaient l'Etat soviétique et la classe ouvrière russe au lendemain de la victoire d'Octobre. Transformer une nécessité momentanée et pénible en un principe général, c'est déjà commettre une erreur de taille.

Deuxième différence entre Lénine et la nouvelle « Histoire » : Lénine reconnaît franchement que le principe momentané de la « direction unique » implique un danger de déformation bureaucratique. « L'Histoire du P.C. de l'Union soviétique » se tait à ce sujet. Or, dans la même brochure, Lénine se prononce durement au sujet de ceux qui taisent ce genre de dangers devant les masses :

« Cacher aux masses le fait qu'attirer les spécialistes bourgeois en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, signifierait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses. Expliquer franchement comment et pourquoi nous avons fait ce pas en arrière, examiner ensuite publiquement par quels moyens l'on peut se rattraper — c'est éduquer les masses et apprendre avec elles, par l'expérience, à construire le socialisme » (p. 378, tome II des Œuvres Choiesies).

C'est donc au niveau de « politiciens bourgeois » qui « trompent le peuple » que sont tombés les auteurs de « L'Histoire » qui ont ainsi tronqué la pensée de Lénine.

Troisième différence entre Lénine et ces auteurs : Lénine affirme implicitement que si l'on n'accroît pas et si l'on n'amplifie pas les formes de contrôle par en bas, la déformation bureaucratique sera inévitable, ou du moins extrêmement probable. Il l'affirme d'ailleurs explicitement au sujet des hauts traitements momentanément accordés aux « spécialistes » :

« On ne saurait contester l'influence démoralisante que les hauts traitements exercent sur le pouvoir soviétique... aussi bien que sur la masse ouvrière. Mais tous les éléments honnêtes et réfléchis parmi les ouvriers et les paysans pauvres seront d'accord avec nous pour reconnaître que nous ne sommes pas en mesure de nous débarrasser d'emblée du funeste héritage légué par le capitalisme; que nous ne pouvons affranchir la République soviétique du « tribut » de 50 à 100 millions de roubles (tribut que nous payons pour notre propre retard dans l'organisation du recensement et du contrôle exercés d'en bas par le peuple entier); qu'en nous organisant, en renforçant la discipline parmi nous... Si les ouvriers d'avant-garde et les paysans pauvres conscients réussissent, en l'espace d'une année (sic), avec l'aide des institutions soviétiques, à s'organiser, à se discipliner, à tendre leurs forces, à créer une puissante discipline du travail, alors au bout d'un an, nous nous débarrasserons de ce tribut... » (pp. 379-280, « Œuvres Choiesies », tome II).

Et Lénine précise même :

« Il existe une tendance petite bourgeoise qui cherche à transformer les membres des Soviets en « parlementaires » ou, d'un autre côté, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement tous les membres des Soviets à la gestion du pays. En maints endroits les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les Commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra —, doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, légalisée. Notre but est de faire remplir gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de « tâche » dans la production. La transition à cet ordre de choses est particulièrement difficile, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme » (ibidem pp. 401).

Or, pendant toute la période 1930-1955, non seulement les méthodes de contrôle « par en bas » ou « d'exécution gratuite des fonctions d'Etat par tous les travailleurs » ne furent pas « multipliées », mais elles furent complètement abolies. Les traitements élevés ne furent pas réduits, ils furent même étendus aux membres et dirigeants du parti (la fameuse « démoralisation » prévue par Lénine !). Les fonctions d'Etat ne furent pas remplies gratuitement par tous les travailleurs, ni lorsque ceux-ci travaillèrent huit heures par jour, ni lorsqu'ils travaillèrent sept heures ou même six, comme c'est le cas déjà aujourd'hui dans certaines industries soviétiques. Par conséquent, le socialisme ne s'est pas « définitivement consolidé », « l'ivraie bureaucratique » n'a pas été « extirpée », mais elle s'est monstrueusement développée, la déformation bureaucratique s'est de plus en plus affirmée jusqu'à devenir une dégénérescence. Voilà les conclusions inéluctables du même passage de Lénine « citée » (de manière tronquée) par « L'Histoire »...

(A suivre).

## Une rencontre dans une prison de Moscou

# Serge Lvovitch Sedov

par P. RICHARDS

*Au moment où, au 20<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, les autorités soviétiques, par interposition des autorités tchécoslovaques, ont remis à l'assassin un passeport en vue de gêner toute recherche ultérieure; il n'est pas inutile de rappeler que le coup directement porté à Trotsky venait après une série d'actions frappant Trotsky et sa compagne Natalia Sedova dans la personne de leurs proches, en premier lieu de leurs enfants. Dans sa lutte contre les bolchéviks résistant à la dégénérescence bureaucratique, Staline procéda, au moment de sa terreur, à une répression frappant toutes les familles des bolchéviks qu'il arrêtait.*

*Un cas très cruel fut celui du plus jeune fils de Trotsky et de Natalia, Serge Lvovitch Sedov; il n'avait jamais eu la moindre activité politique, avait mené une vie indépendante de ses parents de très bonne heure, et était un technicien de valeur employé dans l'industrie soviétique.*

*Serge avait disparu, avec beaucoup d'autres, au cours de la terreur stalinienne. Et puis les camps ont été vidés, un tout petit nombre de vieux bolchéviks en ont échappé après un long martyre, et la mémoire de ceux qui ont été engloutis revit.*

*Notre ami P. Richards — qui a passé plus de vingt années dans cet autre monde — nous avait rapporté le souvenir d'une rencontre fugitive avec Serge, au hasard d'une instruction et de déplacements dans les prisons et les camps. Ce récit émouvant, il nous l'a remis pour ce vingtième anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky.*

En février de l'année 1937, je sortis guéri de l'hôpital et fus amené dans une cellule de la prison de Butyrki. De là j'étais transporté, en général à des heures tardives du soir, à la Lubianka, en voiture cellulaire fermée. Il était coutumier que les prisonniers ainsi amenés restent pendant longtemps — souvent quelques heures — dans de petites cages (appelées Sobatchniks) jusqu'à ce que leur tour d'audition arrive, bien souvent à des heures avancées de la nuit. Comme il régnait dans ces endroits une activité assez désordonnée, les gens étaient enfermés dans ces cellules ensemble, sans tenir compte des possibilités — qui auraient

dû être évitées, puisqu'ils étaient en instruction — qu'auraient des prisonniers impliqués dans les mêmes affaires de se rencontrer. Ainsi se produisaient dans ces endroits des rencontres intéressantes.

Lors d'une de ces auditions de nuit — c'était le 21 février ou un des jours suivants — immédiatement après mon introduction dans une cellule, la porte de celle-ci fut ouverte et un prisonnier trapu, blond, aux yeux bleus, en veste et pantalon de flanelle (qui était le costume habituel des prisonniers des camps) fut introduit. La porte fut verrouillée et nous restâmes ensemble.

La conversation démarra — comme toujours dans le cas où deux hommes étrangers l'un à l'autre se rencontrent dans cette situation — par les questions d'usage des prisonniers : D'où viens-tu ? Pourquoi ? Comment ? Il apparut que le nouveau venu avait été lui aussi transporté d'un ITL (camp de travail). Cela avait été aussi le cas pour moi plusieurs mois auparavant, cependant que lui venait directement d'un camp situé au cercle polaire, à Vorkuta. Je voulus immédiatement savoir s'il n'avait pas rencontré certaines de mes connaissances de la période 1935-1936 (j'avais été à cette période en Sibérie et à ce moment tous les condamnés pour « activité trotskyste ou zinoviéviste » avaient été regroupés, venant de tous les camps du pays, à Kolyma ou Vorkuta). Il apparut, en effet, que le nouveau venu connaissait les noms de quelques personnes avec lesquelles je m'étais trouvé.

Puis nous en vîmes aux derniers événements de Vorkuta, fin 1936 début 1937, et le prisonnier avec qui je parlais se présenta comme Serge Lvovitch Sedov, condamné en 1936 à 5 ans de camp de travail et enfin amené du camp au Centre pour une nouvelle instruction. Nous restâmes ensemble plusieurs heures; pendant ce temps Sedov me raconta divers épisodes de sa vie, surtout les dernières années avant son arrestation et la période qui s'était écoulée depuis celle-ci.

Il avait, selon ses dires, volontairement refusé de suivre ses parents et son frère lorsque ceux-ci avaient été expulsés en 1929. En effet, il était toujours resté complètement apolitique et, durant son enfance, il s'était beaucoup intéressé au cirque, puis à ses études. Effectivement, il avait, au début de l'année 1930, obtenu son diplôme d'ingénieur et avait été affecté à une grosse entreprise de Krasnoyarsk. Pendant l'année qui avait suivi l'expulsion de ses parents, il était resté en relations épistolaires régulières avec eux sans avoir été importuné par personne à ce sujet. Ce n'est qu'au début de 1936 qu'on lui avait proposé, à l'instigation du N.K.V.D., d'interrompre, jusqu'à nouvel ordre, la correspondance; ensuite, on lui suggéra de dénoncer ses parents publiquement, c'est-à-dire au moyen d'une lettre à la presse, et de déclarer qu'il se désolidarisait d'eux.

Serge Lvovitch déclara alors qu'il se refusait à l'une et l'autre de ces actions, en se basant sur le fait qu'il n'avait jamais été politiquement actif ni intéressé à la politique, et que sa correspondance ne traitait que de questions d'un caractère familial et personnel. A la suite de cela, des personnes qui l'avaient soutenu auparavant, ainsi que certains collègues de travail, furent soumis à diverses représailles (avertissements, licenciements, arrestations), Serge Lvovitch lui-même fut déplacé dans un autre endroit, puis arrêté (apparemment au début de 1936). Autant que je puisse me le rappeler d'après la description que me donna Serge Lvovitch des charges qui lui furent signifiées, il s'agissait d'une prétendue action contre l'Etat ourdie par lui et ses collègues, qui aurait été confirmée par des dépositions sur des conversations entre lui et les personnes de sa connaissance. Il soulignait que le fait de sa liaison avec ses parents ne lui avait pas été incriminée, étant donné vraisemblablement qu'elle avait eu lieu avec la connaissance des instances appropriées. L'instruction avait été menée rapidement et sans que fût fait usage de violence à son égard. Serge Lvovitch affirma qu'il ne s'était

reconnu coupable de rien. Il fut néanmoins condamné comme « Osoboje Sowjestschande » et transporté peu après à Vorkuta.

Il vécut alors là dans des conditions très dures, tomba malade et finalement — au moment où, dans la seconde moitié de 1936, commença le regroupement des « Trotskystes » — il fut enfermé avec ceux-ci. Auparavant — Serge Lvovitch souligna lui-même ce fait — il n'avait jamais eu de liaison quelconque avec eux, et n'avait connu aucun d'entre eux. Il en parla alors (ayant été avec eux pendant plusieurs mois) dans les termes de la plus profonde reconnaissance et avec la plus chaude estime, soulignant qu'il ne s'exprimait pas sur la base de son opinion en ce qui concernait leur action et leurs conceptions politiques, mais d'un simple point de vue humain. Il disait qu'il pensait cela avant tout de ceux que l'on appelait orthodoxes (c'est-à-dire ceux qui avaient participé à la campagne d'opposition de 1925-27, n'avaient jamais « capitulé » mais étaient restés fermement attachés à leur programme, malgré toutes les persécutions, et dont la plupart étaient depuis des années en détention) et qui, malgré leur propre situation désespérée s'étaient montrés extraordinairement solidaires et cordiaux.

Serge Lvovitch raconta alors que, malgré lui, il fut bientôt au milieu de ce groupe, qui se trouvait précisément à ce moment en conflit aigu avec la direction du camp. Comme une série de leurs revendications élémentaires n'avait pas été satisfaite (il s'agissait avant tout d'être séparés des prisonniers de droit commun, de la suppression de diverses tracasseries illégales, du droit à une certaine correspondance, etc...), ils entamèrent une longue grève de la faim à laquelle Serge Lvovitch participa dès le début. Il dit que bien que ne pouvant être d'accord avec le fond et l'arrière-fond politique de cette action, ni l'approuver, il ne pouvait cependant se tenir à l'écart du mouvement, étant donné l'attitude qu'avaient eue envers lui les prisonniers qui défendaient ces revendications et leur valeur humaine.

Serge Lvovitch décrit les diverses phases de la grève de la faim qui se poursuivit pendant des semaines (je ne me souviens plus exactement du nombre de jours qu'il cita, mais cela devait faire plus de trois mois). Les grévistes furent isolés et après quelque temps nourris de force; il y eut cependant, d'après Serge Lvovitch, quelques cas de mort, surtout parmi les femmes. Serge Lvovitch tint jusqu'à la fin et se trouva même, d'après ses dires, près de la mort. Les principales revendications des grévistes furent satisfaites par une commission envoyée du centre et, toujours d'après les dires de Serge Lvovitch, le régime fut quelque peu amélioré après la fin de la grève.

(Remarque : quelques mois après cette grève de la faim, c'est-à-dire à la fin 1937, la participation à celle-ci devint le prétexte à une série de repréailles. Une commission de discipline venue du centre organisa l'anéantissement de toutes les personnes qui avaient pris part à cette action, ainsi que de toutes celles qui avaient été, véritablement ou de façon supposée, en sympathie avec elle).

Peu de temps après ces événements la direction du camp, dans lequel se trouvait Serge Lvovitch, reçut l'ordre de le transporter rapidement au Centre pour la poursuite de l'instruction. Comme le trafic normal n'était pas ouvert, Serge Lvovitch voyagea de vilage en vilage pendant des semaines avec son escorte à travers le désert glacé. Serge Lvovitch rapporta avec humour comment, après les derniers événements, ce voyage qui n'avait rien d'agréable lui était un délassément. Il se reposait du régime du camp et était très bien nourri. Il raconta que, pendant ce voyage, non seulement il avait réparé l'affaiblissement de la grève de la faim, mais qu'il était devenu véritablement gros et se sentait aussi bien que pendant ses meilleures années de jeunesse.

Suivirent des réminiscences assez détaillées sur les années 20, des souvenirs sur des controverses avec les parents, des souvenirs romantiques, etc... Serge

Lvovitch montra pendant cet entretien qu'il avait une formation ample, un goût très cultivé dans le domaine de l'art et du théâtre.

Parmi beaucoup de noms de personnes qu'il avait fréquentées durant son séjour au camp et pendant la grève de la faim. Serge Lvovitch en mentionna particulièrement deux qui, d'après lui, jouaient un rôle prééminent, Enukidze et J. Kossior. De plus, il se souvenait avec amitié d'un groupe de jeunes du Caucase (principalement composé d'Arméniens et de Géorgiens) qu'il avait laissé là-bas.

Puis nous en vinmes à ce que Serge pensait du renouvellement de son instruction et de son transport à la Lubianka. Il déclara qu'il n'avait aucune illusion en ce qui concernait une révision de son affaire ou même une confirmation de son jugement précédent. Il parla en détail sur les méthodes d'instruction et déclara qu'un homme cultivé savait à quoi s'en tenir sur tout ce qui était employé envers les prisonniers au cours des interrogatoires. Après un siècle, peu de choses étaient changées, car il y a environ cent ans Balzac (Serge citait le roman « Splendeur et misère des courtisanes ») avait décrit sur le vif toutes les ruses et tous les tours du magistrat instructeur, tels qu'ils existaient encore. Comme, d'après son appréciation, la situation politique du régime auquel servait l'instruction semblait d'une façon durable se durcir, Serge pensait qu'il avait peu de chance d'être à nouveau condamné à une peine de prison, même plus dure, car il ne pensait pas pouvoir échapper aux exécutions massives préparées de longue date et qui s'annonçaient maintenant dans l'immédiat. Serge déclara qu'il considérerait ce qui devait arriver avec un calme complet et qu'en aucun il n'était prêt, même si peu que ce soit, à se charger lui-même ou les autres. Il supposait qu'étant donné qu'on aurait pu rapidement sceller son destin à Vorkuta, le but de son transport au Centre était que l'on voulait le forcer à parler contre certaines personnes que l'on désirait compromettre sur la base de leurs rapports avec lui.

Là-dessus, Serge en vint à dire qu'il était persuadé que jamais personne ne serait en mesure de communiquer à ses proches (il pensait avant tout à sa mère) des nouvelles sur ce qui pourrait lui arriver. Il ne concevait en effet pas que personne parmi ceux qu'il pourrait contacter immédiatement ou dans les prochaines semaines de détention puisse jamais revoir la lumière du monde.

Il s'informa auprès de moi afin de savoir si, à mon avis, il pourrait trouver dans sa cellule d'instruction suffisamment de bonne lecture, car la possibilité qu'il avait eue dans ses précédentes détentions de lire des livres lui avait permis de mieux supporter les épreuves pénibles qu'il avait dû affronter.

Au cours de cette conversation, on vint chercher Serge Lvovitch dans la cellule, nous primes congé rapidement et je ne le revis plus jamais.

\*\*

Au début de 1938, A. Eichenwald — philosophe, ami intime et compagnon de Boukharine, emprisonné depuis 1933, condamné à fin 1937 à 15 années de prison — racontait ce qui suit dans une cellule de la prison de Solowki :

« Au cours d'une conversation avec mon juge d'instruction Kogan — qui conduisit l'instruction contre d'anciens membres du Comité Central — je demandais la raison des repréailles qui autrefois n'existaient pas et qui étaient exercées maintenant contre des parents de personnes considérées comme ennemis politiques. Kogan déclara que cela était maintenant non seulement utile mais inévitable. La conversation vint sur Serge Lvovitch Sedov, qui était cependant « apolitique ». Kogan était justement chargé de l'instruction contre lui.

Quelques semaines plus tard, la conversation revint à nouveau sur ce cas. Kogan déclara qu'il était pour ainsi clos — c'était l'automne 1937. Ensuite il ajouta : « Si son « batka » nous donne pour lui un wagon d'or, nous le laissons courir, sinon « khoknjem ».

## LES LIVRES

### Les problèmes de la politique socialiste dans les campagnes

d'Ed. KARDELJ (1)

Même dans les pays économiquement les plus développés, la paysannerie constitue encore une partie numériquement importante de la société. La paysannerie ne peut — l'expérience séculaire et même millénaire l'a démontré — créer un parti dirigeant et mener la société à de nouvelles formes supérieures. Mais la paysannerie n'en est pas moins un facteur extrêmement lourd du développement social. Le capitalisme ascendant, en Europe occidentale, a su utiliser la force révolutionnaire de la paysannerie contre le féodalisme déclinant. Les révolutions prolétariennes victorieuses de Russie, de Chine et de Yougoslavie, ont triomphé grâce à l'alliance effective du prolétariat et de la paysannerie. Mais le problème ne s'arrête pas à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Celle-ci ouvre un nouveau chapitre : celui de la transformation socialiste des campagnes.

C'est un problème d'une rare complexité. Rosa Luxembourg, dans sa brochure sur « La Révolution russe » s'exprimait même ainsi à son sujet :

« ...un des plus difficiles problèmes, et nous pouvons même dire avec certitude le problème le plus difficile, de la transformation socialiste. Nous aurons, une fois arrivés au pouvoir, même en Occident et dans les conditions les plus favorables, plus d'une dent à nous casser sur cette dure noix avant d'être sortis des plus grosses seulement entre les mille difficultés complexes de cette besogne gigantesque ».

Ces lignes furent écrites dans la première année de la Révolution d'Octobre, alors que les bolcheviks avaient seulement pris la tête de la révolution démocratique bourgeoise dans les campagnes. Depuis lors, le mouvement ouvrier dispose d'une expérience abondante en la matière.

La plus connue est celle, absolument effrayante, de la direction de Staline lui-même : après plusieurs années d'un cours droitier, basé en fait sur le paysan riche, le koulak, qu'on voulait intégrer dans le socialisme, il y eut le tournant de la collectivisation forcée à 100 % en quelques années. On sait quels furent les résultats de cette méthode : un retard des campagnes soviétiques, de l'agriculture sovié-

tique, qui n'était pas encore comblé 30 ans plus tard. Sans parler d'un certain antagonisme toujours présent des campagnes envers l'Etat soviétique.

Dans les « démocraties populaires », les tentatives de suivre l'exemple de Staline ont échoué en peu de temps. Une partie des opposants dans les P.C., Gomulka, Nagy, cherchaient à empêcher un cours aussi fatal.

L'autre exemple, l'expérience actuellement en cours des « Communes populaires » chinoises, mérite d'être suivi avec beaucoup d'attention. Avec une attention particulièrement grande pour l'intérêt qu'elle présente pour les pays dits sous-développés, où la paysannerie se trouve dans un état particulièrement arriéré, notamment en Afrique.

Mais il est une autre expérience qui, du moins en ce qui concerne les développements dans les campagnes, est assez peu connue, et qui présente un intérêt pour les pays où celles-ci ont déjà un certain développement économique, et même pour les pays où la paysannerie connaît, toutes proportions gardées, son plus grand développement. C'est l'expérience yougoslave, dont on connaît bien plus les progrès en matière de gestion et de contrôle ouvriers dans les entreprises, que les résultats en matière agricole. La Yougoslavie est un pays où on trouvait des formes assez différentes dans les campagnes, allant de la Macédoine et du Monténégro, qui étaient les régions les plus arriérées des Balkans, à la Slovénie, aux campagnes très voisines de celles bien développées de l'Autriche ou du nord de l'Italie.

Or, sans idéaliser l'expérience yougoslave, sans prétendre qu'elle ne comporte ni erreurs ni échecs (ses dirigeants ne le prétendent d'ailleurs pas, au contraire), il faut d'abord constater qu'elle a donné des résultats au point de vue de la production agricole, et que — contrairement à ce qu'affirment Khrouchtchev et les siens — il n'y a pas eu de renforcement des éléments capitalistes, mais une progression des formes allant dans un sens socialiste.

(1) La Nef de Paris, éditeurs.

Le livre d'Ed. Kardelj est un exposé, une étude des problèmes qui se sont posés aux dirigeants yougoslaves, des mesures qu'ils ont prises, de l'orientation qu'ils suivent. Nous ne nous proposons pas de le résumer ici — tout marxiste doit le lire très attentivement — mais seulement de faire quelques remarques d'ordre général, suggérées par la lecture de ce livre.

Tout d'abord, l'expérience yougoslave est différente de celle des autres Etats ouvriers, en matière de développement économique général, par le fait qu'elle n'est pas dominée par des tendances autarchiques ; elle comporte une liaison assez étendue avec le marché mondial capitaliste. Certes, c'est la politique soviétique — d'abord de blocus du temps de Staline, puis d'échanges restreints — qui a poussé les Yougoslaves sur cette voie. La conception quasi-autarchique de Staline, suivie par tant de dirigeants formés à l'école stalinienne, était et est profondément réactionnaire. C'est la conception du « socialisme dans un seul pays ». Le fait de rapports commerciaux étendus entre les Etats ouvriers et les Etats capitalistes peut comporter un certain nombre de dangers et favoriser éventuellement des forces pro-capitalistes dans les Etats ouvriers ; mais il peut aussi beaucoup plus, avec une bonne politique économique, contribuer à un renforcement économique profitable au développement des forces et des formes socialistes. D'une façon générale, on peut dire que les Yougoslaves ont utilisé leurs rapports économiques avec le monde capitaliste dans un sens qui a profité aux forces et formes socialistes dans leur pays.

A l'égard de la paysannerie, les Yougoslaves, après avoir, à juste titre, tourné le dos au « modèle russe », ont cherché une solution non dans une attaque sur tout le front de la paysannerie, mais dans une solution qui assure deux choses :

a) un renforcement intéressé de la production par les paysans qui continuent à travailler individuellement. Mentionnons aussi, pour mémoire, les dispositions légales qui empêchent la reconstitution à la campagne de grandes propriétés ;

b) la création volontaire de diverses formes coopératives et même socialistes qui soient un exemple pour la grande masse des paysans et qui, en même temps, mettent à la disposition de l'Etat ouvrier une masse de produits contribuant aussi à modifier le rapport des forces entre les paysans individuels et lui.

Il nous faut dire que c'était dans le même sens qu'était intervenue l'Opposition de gauche en U.R.S.S., à partir de 1923. Il suffit de reprendre notamment le programme mis en avant dans la Plateforme de l'Opposition de 1927 (voir « Les Bolcheviks contre Staline », pages 100 à 106). Les bolcheviks-léninistes avaient défendu un programme ; les Yougoslaves ont aujourd'hui une expérience qui permet d'enrichir considérablement ce qui n'était que formulation programmatique.

Cette expérience constitue aussi, indépendamment de ce que les Yougoslaves eux-mêmes peuvent penser, une réponse à ceux qui, aujourd'hui encore, osent dire que l'Opposition n'avait pas de politique

et qu'il n'y avait pas d'autre politique possible en U.R.S.S. que celle qui fut suivie par Staline. Nous sommes tout disposés à faire la part de toutes les conditions spécifiques à la situation de l'U.R.S.S. dans les années 1920 ; et à admettre que, malgré toutes ses difficultés présentes, la situation de la Yougoslavie est moins périlleuse que ne l'était celle de l'Union soviétique à la fin de la guerre civile. Mais, la différence essentielle, il faut la voir dans la nature de la direction, dans la nature de la couche sociale dirigeante du pouvoir politique.

En U.R.S.S., le pouvoir avait glissé du prolétariat aux mains de la bureaucratie ; celle-ci s'opposa au programme prolétarien présenté par l'Opposition. En Yougoslavie, il ne manque pas de déformations bureaucratiques — aucun Etat ouvrier n'en sera indemne aussi longtemps que la grande masse de la population n'aura pas atteint un niveau de culture assez élevé — mais on se trouve en face d'une direction ouvrière, avec de multiples faiblesses, et non en face d'une direction représentative d'une couche sociale différente, opposée au prolétariat. En U.R.S.S., le prolétariat fut vaincu par la bureaucratie, c'est pourquoi il y eut la funeste politique de Staline, et non en vertu d'on ne sait quelle fatalité historique à laquelle l'Etat ouvrier aurait été condamné.

La collectivisation dans les campagnes (du type de l'U.R.S.S. ou de la Yougoslavie) ne pouvait progresser qu'avec la progression de l'industrie fournissant notamment l'outillage agricole, condition préalable à tout développement coopératif dans les campagnes. L'industrie, même en progrès, ne pouvait pas fournir de quoi satisfaire tous les paysans ; il fallait choisir qui aider, où aider, créer des modèles vivants pour les paysans, sur qui pèse un tel passé qu'on ne peut espérer modifier leur mentalité avec des mots, même avec ceux de l'idéal socialiste. Il fallait en même temps permettre aux paysans travailleurs d'améliorer leur sort dans l'Etat ouvrier, au moins autant qu'ils pouvaient l'espérer dans la société capitaliste. Ce n'était pas simple, mais ce n'était pas impossible, ainsi que le montre l'expérience yougoslave. Les méthodes de contrainte pouvaient être réduites à un minimum, les méthodes de persuasion, au contraire, plus largement employées, et, par suite, se montrer d'autant plus efficaces. Autrement dit, la dictature du prolétariat, définition sociologique du contenu de l'Etat ouvrier, signifiait une extension considérable de la démocratie pour les masses travailleuses des villes et des campagnes, et d'abord sur le plan des rapports de production les plus immédiats pour ces masses. On le voit nettement en Yougoslavie, où il apparaît assez distinctement que les restrictions et les limites fixées par les dirigeants ont de moins en moins leur explication dans les rapports intérieurs que dans la situation internationale de la Yougoslavie.

✱

L'expérience yougoslave a aussi une grande importance pour les militants révolutionnaires des pays capitalistes les

plus développés. Il y a pas mal d'années que le vieil épouvantail des « partageux » a dû être abandonné par les capitalistes et leurs défenseurs dans les campagnes. Mais ils ont pu utiliser, avec une apparence de raison, l'épouvantail du « kolchoz » à la manière stalinienne des années 1930. Il est très intéressant de remarquer avec quelle prudence les membres du Parti communiste, spécialistes du travail dans la paysannerie, parlent des réalisations soviétiques, à la différence des autres propagandistes de ces partis. En fait, le programme pratique du P.C.F., par exemple, pour les paysans, c'est un programme de politiciens radicaux de la 3<sup>e</sup> et de la 4<sup>e</sup> Républiques, un programme conservateur dans son essence, avec quelques réformes déterminées par les progrès de la technique.

Ce programme est si peu adéquat que l'on peut noter l'existence dans les campagnes, au moins pour certains régions, de tendances à des regroupements coopé-

ratifs plus étendus que ceux dont l'objet était de mieux vendre les produits. Il n'y a pas de doute qu'un audacieux programme révolutionnaire pour les campagnes trouverait un écho dans d'assez larges couches paysannes. Mais on ne peut pas demander aux Thorez et autres Waldeck-Rochet d'avoir une attitude objective envers l'expérience yougoslave, et surtout d'en tirer des enseignements révolutionnaires. Il leur faut « rénover » la démocratie bourgeoise, et non pas lutter pour la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat.

En un mot, la Révolution yougoslave apporte un enrichissement précieux au marxisme dans le problème de la transition des campagnes vers le socialisme. Le dernier mot est loin d'être dit, mais il faut absolument connaître ce qui y a été fait, souvent avec beaucoup de succès, pour pouvoir avancer encore plus loin.

P. F.

## Histoire et conscience de classe

de Georges LUKACS (1)

« Histoire et Conscience de classe », qu'Axelos vient de traduire en français, pour la collection « Arguments », est considéré comme l'ouvrage le plus important, sinon le plus significatif de Georg Lukacs. Georg Lukacs n'est pas un inconnu pour les spécialistes français. Sa brève histoire de la littérature allemande, son étude sur l'existentialisme étaient appréciées d'un certain public. Les idées de Lukacs ont, d'autre part, inspiré plusieurs chercheurs, en particulier Lucien Goldmann (Recherches dialectiques, le Dieu caché), Piaget, des psychanalystes ainsi qu'Henri Lefèvre partiellement.

« Histoire et Conscience de classe », cependant n'était connu que de quelques initiés qui pouvaient aborder en allemand, ce difficile ouvrage.

Le préfacier, Axelos, parle de « livre maudit » du marxisme; dans « Arguments » on peut lire qu'« Histoire et conscience de classe » est le seul livre de philosophie du marxisme. Dans les milieux intellectuels du P.C.F. le livre était évoqué avec beaucoup de considération, par ceux qui souffrirent du schématisme des Garaudy, Besse, Kanapa et de leurs maîtres à penser Jdanov et Staline, dont les découvertes ont été faites, hélas, pour ridiculiser le marxisme.

Ce livre donc, par l'aurore de mystère qui l'a longtemps entouré, est un petit événement. Ne serait-ce qu'à ce titre, il mérite l'examen.

« Histoire et conscience de classe » est un recueil de huit essais dont deux seulement à notre connaissance, ont été publiés séparément dans des revues. Ces essais ont été écrits de 1919 à 1923, au moment précisément où étaient jetées les bases historiques de l'Internationale

Communiste. Cela donne à l'ouvrage une importance supplémentaire.

L'essai le plus important, le plus valable aussi à nos yeux, ouvre la série. Il s'intitule « Qu'est-ce que le marxisme orthodoxe ? ». Le problème posé est passionnant parce qu'il s'agit de trouver l'essence du marxisme, de faire le partage entre les prévisions et pronostics de Marx et de Lénine qui ont pu ou non se vérifier, et l'esprit par lequel la dialectique matérialiste se différencie des autres méthodes et des autres théories.

L'essence du marxisme réside dans la conception et l'emploi de la catégorie de la totalité. « Ce n'est pas la prédominance des motifs économiques dans l'explication de l'histoire qui distingue de façon décisive le marxisme de la science bourgeoise, c'est le point de vue de la totalité. La catégorie de la totalité, la domination déterminante et dans tous les domaines, du tout sur les parties, constitue l'essence de la méthode que Marx a empruntée à Hegel et qu'il a transformée de manière originale pour en faire le fondement d'une science entièrement nouvelle » (p. 47). L'évolution et les transformations de la société doivent être envisagées comme un tout, un processus d'ensemble dont les différentes parties ne sont pas autonomes ou, du moins, dont l'autonomie n'est que partielle et varie en fonction de la structure de la totalité. A la notion de déterminisme strictement économique, vulgarisée faussement au nom du marxisme par Lafargue, il faut substituer celle de structures socio-économiques.

Il n'y a pas là de découverte ou d'in-

(1) Editions de Minuit, Paris.

terprétation vraiment originale du marxisme. Marx et Engels avaient déjà mis en garde contre les interprétations économicistes de leurs œuvres. Ils ont expliqué que les rapports entre l'infrastructure et la supra-structure ne pouvaient être conçus de manière unilatérale. Cette pensée s'exprime dans le terme allemand « Wechselwirkung » qui est devenu familier à ceux qui ont un peu pratiqué les classiques du Communisme. Tout ce que l'on peut dire, c'est que Lukacs a donné à la notion une dimension décisive.

Lukacs, pour préciser sa pensée, ajoute que pendant la période capitaliste, comparée à l'époque féodale par exemple, les phénomènes économiques ont joué un rôle beaucoup plus important et autonome. Il s'agit de se livrer chaque fois, dans chaque cas, à une analyse concrète des structures en présence et de donner à la méthode dialectique tout son poids révolutionnaire, car la totalité n'est pas une totalité statique, mais une totalité en perpétuel changement. La totalité ne peut être appréciée comme totalité précisément parce qu'elle est totalité en changement.

On peut difficilement ne pas souscrire à la mise au point de Lukacs, rendue nécessaire par tous les méfaits des vulgarisateurs du marxisme, sociaux-démocrates ou stalinien, et certains autres tels Boukharine, dont le livre « Le Matérialisme historique » est par trop mécaniste. Lénine dans son testament, qui n'est plus désormais contesté par personne, n'a-t-il pas écrit que Boukharine ne comprenait pas la dialectique ?

Si l'on veut, le premier essai de Lukacs constitue, dans l'ensemble, à nos yeux, une mise au point utile. Mais les divergences apparaissent lorsque Lukacs, se saisissant de la catégorie de totalité, aborde les problèmes concrets et particuliers.

D'abord la totalité lukacsienne n'est au fond pas, dirons-nous, une totalité complète. Lukacs n'aborde que les problèmes de la dialectique de l'évolution et des transformations sociales. La portée de la dialectique matérialiste s'arrête aux phénomènes sociaux, la dialectique de la nature n'a pas de signification pour lui. Lukacs, en 1923, ignorait, sans doute, le livre d'Engels qui porte le même nom, la social-démocratie allemande en ayant différé indéfiniment la publication. Le livre ne fut connu qu'en 1925 au moins largement. Il avait dû cependant étudier l'« Antidühring ». La physique et la biologie ont heureusement fait bien des progrès depuis, mais indépendamment de toutes les affirmations conjoncturelles, l'orientation fixée par Engels reste dans l'ensemble acceptable. Les théories scientifiques élaborées depuis le début du siècle ne portent-elles pas un coup aux conceptions immobilistes ?

L'incompétence de Lukacs dans le domaine des sciences de la nature n'est pas une excuse.

Par contre, dans le domaine des sciences humaines, l'ouvrage contient une mine d'aperçus originaux et intéressants. La réfutation philosophique du révisionnisme bernsteinien, le fondement de la valeur scientifique de la conscience de classe pro-

rétaïrime qui est une référence à la totalité de la société en devenir, sont des passages à mettre incontestablement à l'actif de Lukacs. On peut également trouver ici et là des directions de recherches.

D'autres passages sont beaucoup plus contestables comme ceux qui ont trait au matérialisme historique dont Lukacs paraît surtout restreindre la portée à l'appariation sur la scène de l'histoire du prolétariat, fossoyeur du capitalisme.

Mais, en somme, toutes les critiques que nous venons de formuler, pour importantes qu'elles soient, doivent être considérées, malgré tout, comme secondaires. Il y a plus grave.

S'il y a un dogmatisme mécaniste et stalinien, il existe également un dogmatisme lukacsien.

C'est aux derniers essais que nous faisons allusion. Lukacs, après avoir examiné les problèmes de la réification de la conscience du prolétariat comme ultime conséquence du fétichisme de la marchandise, aborde la question du Parti. Lukacs met en application la perspective qu'il s'est fixée dans l'essai sur le « marxisme orthodoxe ». Le Parti qui est l'instrument, la médiatité, écrit-il comme certains existentialistes, qui doit mettre fin à la réification, à toute réification, est l'expression la plus élevée, théorique et pratique, de la totalité sociale en devenir. On pourrait dire que Lukacs, pris à son propre piège, réifie les rapports Totalité-Parti, à tel point qu'on ne sait plus exactement en quoi consiste la Totalité. Il se condamne aussi à ne pouvoir aborder correctement le problème de la dégénérescence du Parti. A ce propos, il faut se souvenir que Lukacs, malgré ses doutes, ses réticences, se soumit toujours, au moins jusqu'à la répression de la Révolution hongroise. En 1945, il citait même le génie de Staline. Il serait intéressant d'étudier plus avant quelles furent les racines épistémologiques des capitulations de Lukacs.

Tout ce que l'on peut dire dans le cadre de cet article, c'est que la dialectique de Lukacs ne fait pas suffisamment référence à ce que l'on ne peut pas ne pas appeler par un autre nom que celui d'expérience. Doit-on voir dans cette infirmité les stigmates de l'idéalisme, comme le lui ont reproché, non seulement les stalinien mais Zinoviev et Boukharine ? En réalité, ces condamnations pataugent dans une caricature de la théorie conscience-reflet, caricature d'ailleurs contre laquelle Lukacs n'a protesté que trop mollement. La qualification d'idéalisme, de la part des simplificateurs qui ont, hélas sévi, dans le mouvement ouvrier, n'est guère convaincante.

Cependant, les insuffisances et les tares d'« Histoire et Conscience de classe », et des ouvrages postérieurs ont une racine profonde. A l'opposé des vulgarisateurs du marxisme qui, contrairement à Marx, n'ont pas compris ce que le matérialisme dialectique devait à Hegel, Lukacs sacrifie beaucoup trop au **déductivisme hégélien**. Au fond, Lukacs, construit à partir de la catégorie matérialiste et dialectique de la totalité.

R. MERLIN.

## FISHBELLY (THE LONG DREAM)

de Richard WRIGHT (1)

Le dernier livre du célèbre auteur noir d'Amérique, qui vient de paraître en français, est un tableau de la condition des Noirs aux Etats-Unis. Sur le plan littéraire, c'est un grand ouvrage auquel personne ne peut être insensible, un roman qui a sa place auprès des plus grandes œuvres de la littérature américaine.

Mais, tout en étant emballé à la lecture de ce livre, on a, à la fin, le sentiment que ce livre est dépassé et on se trouve encore sur sa faim. L'explication en est fort simple. Le monde, actuellement, va vite, très vite, le « problème noir » aux Etats-Unis est en évolution rapide. Le sujet de « Fishbelly », c'est l'enfance, l'adolescence et les premières années d'homme mûr d'un Noir. Mais c'est le récit de l'existence d'une génération plus âgée. Fishbelly est le fils d'un Noir appartenant à une couche sociale qui, il y a une trentaine d'années, s'était un peu hissée dans la société, par le commerce, dans lequel il faut entendre non seulement les commerces de bon aloi, mais aussi ceux qui rapportent davantage, moyennant certaines rétributions aux autorités (blanches, bien entendu) : prostitution, drogue, etc...

Fishbelly, après avoir pris conscience de sa condition comme Noir dans la société américaine à travers des épisodes bien caractéristiques, essaye de suivre son père et de trouver une solution d'ordre individuel, dans ses rapports avec les pouvoirs publics. Ayant échoué et désespérant de pouvoir y parvenir, il quitte à la sauvette les Etats-Unis pour l'Europe.

L'auteur annonce un autre livre : l'expérience européenne, qui, probablement, ne manquera pas, comme le premier, de contenir de nombreux éléments autobiographiques.

Mais, ce que Fishbelly décrit, c'est une génération aujourd'hui remplacée et dépassée par de nouvelles générations de Noirs, par la présente jeunesse noire qui, au lieu de chercher des solutions individuelles, est à l'avant-garde d'une lutte sociale qui, par la logique de l'histoire, doit ouvrir la voie à la lutte pour le socialisme aux Etats-Unis. Il serait vraiment splendide que Wright emploie son grand talent littéraire à peindre cette phase de la lutte des Noirs.

(1) Julliard, éditeur, Paris.

## DOCUMENTS

### *Bilan, problèmes et perspectives de la Révolution coloniale*

Projet de thèses soumis par le Secrétariat International à la discussion préparatoire au 6<sup>e</sup> Congrès Mondial.

#### I. — LES CAUSES QUI SOUTIENNENT L'ESSOR DE LA REVOLUTION COLONIALE

La montée continue de la Révolution coloniale contraste de manière maintenant frappante avec le déclin du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés.

L'essor de la Révolution coloniale dans cet après-guerre est soutenu par toute une série de causes, qui manquaient ou qui ont cessé d'exister avec la même intensité qu'auparavant dans les pays capitalistes avancés.

Le processus de stabilisation capitaliste relative dans ces pays est allé de pair avec l'aggravation de la situation économique et financière de la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Le capitalisme dans les pays avancés a profité d'injections massives du capital américain, et des énormes besoins mondiaux en matière de reconstruction et de développement industriel créés par la guerre, pour déclencher un nouveau cycle d'expansion sur un niveau supérieur de productivité. Les pays coloniaux et semi-coloniaux par contre, ayant épuisé rapidement les capitaux accumulés pendant la guerre et les premières années qui ont suivi celle-ci, se voyaient de plus en plus distancés par les progrès absolus et relatifs que réalisent les pays avancés.

L'évolution économique des pays coloniaux et semi-coloniaux, caractérisée par un processus d'industrialisation qui, quoique saccadé et inégal, ne manque pas d'être en moyenne continu, favorise l'expansion industrielle des pays capitalistes avancés.

En même temps ceux-ci profitent aussi bien des progrès technologiques et scientifiques pour accroître leur indépendance relative de certaines importations de produits agricoles et de matières premières, que de la baisse des prix de ces importations, pour s'assurer une balance commerciale favorable par rapport aux pays dépendants et une meilleure protection contre l'inflation.

Par contre les pays dépendants voient leur balance commerciale se détériorer et ils se débattent contre les poussées fiévreuses d'une inflation endémique.

Le décalage entre pays avancés et pays dépendants s'aggrave aussi bien en production absolue qu'en production par tête d'habitant, la population des pays dépendants augmentant à un rythme plus rapide que leur production.

A la base de ce développement résident la structure sociale et économique différente, et le retard historiquement pris par les pays dépendants.

Pour qu'un pays puisse rattraper le développement actuel des pays capitalistes avancés, il est nécessaire de partir d'une infrastructure économique développée, d'une main-d'œuvre technologiquement qualifiée, et d'un taux d'investissement par habitant très élevé.

Or les pays dépendants sont handicapés structurellement dans cette course. Ils manquent d'une infrastructure économique adéquate, disposent d'un revenu national relativement bas, et accumulent insuffisamment aussi bien à cause de leur revenu actuel limité que du fait de l'envoi dans les pays impérialistes d'une grande partie de la plus-value réalisée, et de la disposition orientée vers l'usure, le profit commercial, ou la rente, d'une grande partie des capitaux appartenant aux oligarchies indigènes.

De toute manière, le taux d'accumulation de 15 à 25 % du revenu national jugé nécessaire pour une industrialisation en grand s'avère dans ces pays au-dessus de leurs possibilités pratiques actuelles.

Même ce taux, dans la plupart de ces pays, à revenu national très faible, serait insuffisant s'il n'était épaulé par d'autres ressources.

Dans le cas de pays à structure encore capitaliste ces autres ressources devraient venir normalement du capital étranger, sous forme d'investissements d'ordre public (pour l'infrastructure) ou privé avec réinvestissement sur place.

De telles ressources même si elles se trouvaient — malgré les réticences du capital pour des placements ne rapportant pas le taux de profit moyen — devraient être énormément supérieures au total des dépenses annuelles actuelles (U.R.R.S. comprise) qui vont aux pays « sous-développés » : de 4 milliards de dollars environ à plus de 20 milliards sinon considérablement davantage (1).

Il est exclu que le capitalisme puisse consentir un tel effort. Dans ces conditions — et sans minimiser du tout de nouvelles tentatives de l'impérialisme d'« aider » sur une plus grande échelle les pays dits « sous-développés » (Inde, Amérique latine, Afrique, Pays arabes) — il faut plutôt prévoir que le décalage absolu et relatif (dans le sens indiqué) de ces pays, par rapport aux pays avancés, s'aggravera dans les années à venir.

Ce qui signifie que le développement économique et industriel de ces pays, qui ne cesse pourtant d'être continu, se fera dans des conditions hautement explosives et très différentes de celles des pays avancés : véritables crises économiques et non pas simples récessions, chômage, inflation.

C'est cette situation économique différente, résultant à la fois du retard historique des pays dépendants par rapport aux pays avancés lancés dans un nouveau cycle d'expansion, et des obstacles que dresse à leur développement leur structure économique et sociale féodo-capitaliste, sinon par endroits tribale à infiltration capitaliste, qui explique fondamentalement le décalage entre l'activité révolutionnaire puissante, sans cesse renouvelée, des masses des pays dépendants et le déclin du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés.

Une autre cause qui attise actuellement l'essor de la Révolution coloniale est évidemment le déclin de l'impérialisme par rapport à la force montante des Etats ouvriers et les nouveaux rapports établis dans cet après-guerre par les couches dirigeantes de la Révolution coloniale, avec l'impérialisme d'un côté et la bureaucratie des Etats ouvriers de l'autre.

Ces couches dirigeantes, à fonction bonapartiste, composées principalement d'éléments aspirant à un développement national, profitent de l'existence, de la force, des possibilités accrues des Etats ouvriers, ainsi que de leur antagonisme avec l'impérialisme, pour accroître précisément leur rôle bonapartiste et avancer loin dans leurs efforts pour se libérer de l'emprise directe de l'impérialisme.

La Révolution coloniale ne s'épuise pas par l'atteinte du but primordial de l'indépendance formelle par rapport à l'impérialisme.

Elle continue par la recherche d'une véritable liquidation de toutes les séquelles de l'impérialisme et des entraves économique-sociales structurelles à un développement économique rapide, et à l'industrialisation. Le besoin essentiel, senti d'une manière sans cesse plus impérieuse et irrésistible, par les masses des pays dépendants, est d'accéder rapidement au niveau des pays industriels avancés et de combler leur retard historique.

C'est pour cette raison que, de façon générale, la phase anti-impérialiste nationale de la Révolution coloniale pendant laquelle des directions bourgeoises ou petites bourgeoises ont pu jouer un rôle dirigeant, est actuellement en train de céder la place à une phase supérieure mettant en avant les impératifs économique-sociaux de l'évolution des pays dépendants. C'est le cas plus particulièrement pour les pays formellement indépendants de l'Amérique latine, les pays musulmans du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, Ceylan, etc.

Dans ces conditions la Révolution coloniale occupe la place d'avant-garde de la révolution mondiale et agit comme force principale, y compris pour le réveil de la lutte révolutionnaire dans les pays avancés.

Par le fait du retard historique pris par la révolution dans les pays capitalistes avancés, qui est le résultat de l'interaction dialectique de la trahison des directions et de la nouvelle évolution économique du capitalisme, la Révolution coloniale est objectivement la force motrice de la révolution mondiale, combinée à la force montante des Etats ouvriers.

Le réveil de la révolution dans les pays capitalistes avancés, de l'Europe en particulier, a toute chance d'apparaître historiquement comme le résultat, en partie au moins, de la pression exercée de l'extérieur de ces forces combinées, dans une nouvelle conjoncture économique moins favorable qu'actuellement au capitalisme dans ces pays.

(1) Les experts de l'O.N.U. ont avancé que la somme annuellement nécessaire pour promouvoir en 35 ans le doublement du niveau de vie des populations disposant de moins 100 dollars par tête et par an (soit 1.600 millions d'hommes) s'élèverait à 20 milliards de dollars.

Mais d'autres évaluations portent cette somme à 50 sinon à 60 milliards de dollars et même davantage.

## II. — LA REVOLUTION COLONIALE ET L'IMPERIALISME

Sous la poussée irrésistible des masses portant la Révolution coloniale sans cesse sur une position plus avancée, l'impérialisme se voit obligé d'avoir recours à des formes de dépendance plus indirectes et plus souples.

Tous les exemples donnés par les impérialismes anglais, français et belge montrent clairement cette tendance : promotion des territoires, hier encore coloniaux au statut d'autogouvernement, ou de dominion au sein d'une association de plus en plus souple avec la métropole; Etats formellement complètement indépendants.

L'impérialisme — au moins son aile la plus clairvoyante — cherche actuellement à sauvegarder l'essentiel de ses positions économiques à travers la passation du pouvoir à des élites indigènes, qu'on s'efforce de développer et de corrompre, grâce au pouvoir politique et économique.

Cette aile est consciente de l'impossibilité de gouverner longtemps soit sous la forme de la domination européenne directe, soit sous la forme plus souple de gouvernements indigènes non largement indépendants.

Partout où des élites indigènes existent — intellectuels et diverses autres catégories d'éléments bourgeois ou petits bourgeois de fait ou potentiellement — l'impérialisme s'efforce de s'appuyer sur elles en leur cédant le pouvoir politique, immédiatement ou par étapes, et en les corrompant par l'association à l'exploitation économique commune de leurs pays respectifs.

Mais la grande difficulté pour l'impérialisme dans cette entreprise est le manque de couches indigènes suffisamment développées pour assumer un tel rôle, face au mouvement impétueux des masses.

La position plus précise de chacun des principaux impérialismes dépend de sa force et de la situation concrète qu'il a à traiter. L'impérialisme anglais, qui s'est dégagé à temps de l'Asie, tout en réussissant à sauvegarder l'essentiel de ses intérêts dans des pays comme l'Inde, le Pakistan, Ceylan, la Malaisie même, s'efforce actuellement de réaliser la même opération en Afrique tout en tenant compte des situations particulières dans ce continent : Afrique Centrale, Afrique du Sud, à forte implantation européenne, avec de très gros capitaux investis en jeu.

Mais même dans ces territoires l'impérialisme envisage maintenant froidement le jour où la politique explosive du colour bar et de la suprématie dictatoriale des minorités européennes, sera obligée de céder la place au pouvoir de la majorité indigène, malgré la résistance farouche et prolongée qu'il faut prévoir de la part de ces minorités.

L'impérialisme français lui-même est actuellement obligé de brûler les étapes passant de l'Empire à la « Communauté » paternaliste, et de celle-ci à la Communauté « renouée », à savoir une association d'Etats plus ou moins formellement indépendants comme ceux en cours d'accession à la « souveraineté internationale ».

Il ne résiste désespérément qu'en Algérie, terre de forte implantation européenne et dotée des richesses inestimables du Sahara.

L'impérialisme belge s'est vu obligé de céder l'indépendance du Congo après une velléité de résistance aussi courte que futile.

L'impérialisme portugais qui sait que l'indépendance de ses colonies sonnera le glas du régime dictatorial aussi bien par le fait qu'elle démontrerait la faiblesse du régime que par le tarissement d'une grande partie des ressources économiques et financières de celui-ci, résiste encore, défendant son style esclavagiste de domination.

Mais c'est une raison de plus pour que, dans le contexte actuel, international et africain, sa chute inévitable se fasse plus violente.

Quant à l'impérialisme américain, sa politique coloniale est plus variée.

Evitant la domination directe, sauf dans le cas de Porto Rico, il n'hésite pas à appuyer des régimes dictatoriaux indigènes brutaux dans toutes les parties du monde où il possède des intérêts économiques et stratégiques très considérables (Amérique centrale, Vietnam, Corée du Sud, Siam, etc.).

En Afrique, par contre, où il a à lutter contre de vieux adversaires impérialistes, compromis par la domination directe, il se pare du masque du « libérateur » et du « libéral », en s'efforçant de gagner les bonnes grâces des couches bourgeoises indigènes en formation, au moyen de son « aide » matérielle.

Pour l'impérialisme, l'importance économique et en partie stratégique des pays coloniaux et semi-coloniaux, ne cesse jamais d'être vitale (aussi bien pour son approvisionnement en matières premières, que pour l'exportation de ses produits industriels et même de ses capitaux, l'importance de ce dernier facteur ayant cependant quelque peu provisoirement diminué par rapport aux deux autres).

D'autre part la stratégie de la guerre atomique, qui favorise l'attaque par surprise et pose le problème de la survivance, favorise la dispersion des bases de par le monde.

Dans la course décisive dans laquelle, par la force des choses, l'impérialisme se voit lancé contre les Etats ouvriers, le maintien de son influence sur les pays dépendante acquerra une importance encore plus grande que par le passé. Car cette compétition, à supposer qu'elle se maintienne « pacifique » pour une période,

implique une course plus acharnée que par le passé à la puissance économique, dont la réserve la plus importante reste toujours les ressources et l'industrialisation des pays dépendants.

L'impérialisme dans la décennie qui s'ouvre engage cette course handicapée de plusieurs points de vue : compromis par son passé aux yeux des masses; incapable par sa structure d'accorder une aide efficace; divisé dans ses propres rangs entre puissances qui ont rétabli et dépassé leur potentiel d'antan et se lancent dans une concurrence avivée précisément dans le domaine par excellence de l'accumulation : l'industrialisation des pays dépendants.

La seule chance de l'impérialisme dans ce domaine réside dans l'aide que pourrait lui apporter la bourgeoisie coloniale en formation.

L'étape prochaine de la Révolution coloniale dépend de la course de vitesse engagée entre la formation d'une telle couche à laquelle l'impérialisme tend par tous les moyens, et le mouvement révolutionnaire des masses en quête de solutions radicales, et par conséquent d'une direction radicale.

Mais, même la transition à travers une direction néo-bourgeoise indigène ne peut que s'avérer historiquement de courte durée et, en définitive, économiquement ruineuse, elle aussi, pour l'impérialisme.

Car tout développement important d'une bourgeoisie indigène ne peut que diminuer à la longue la part de plus-value encore accaparée par l'impérialisme.

### III. — LA REVOLUTION COLONIALE ET LES ETATS OUVRIERS

Dans la phase historique actuelle de la formation, à côté du capitalisme, d'un système international d'Etats ouvriers, l'alliance entre la Révolution coloniale et ce système d'Etats ouvriers, devrait s'établir de manière toute naturelle et quasi automatique. La convergence d'intérêts, dans la lutte commune contre l'impérialisme est évidente et devrait donner lieu à un appui actif et inconditionnel de la part des Etats ouvriers à cette lutte.

D'autre part, dans le domaine des échanges économiques, les Etats ouvriers auront progressivement la possibilité de remplacer avantageusement « l'aide » accordée par l'impérialisme et de détourner vers leur orbite les circuits actuels avec l'impérialisme.

Les Etats ouvriers peuvent accorder une aide financière et technique bon marché pour le développement économique réel des pays indépendants, et sans imposer de conditions politiques.

Ils peuvent, d'autre part, établir, sans que le cas soit général, des rapports commerciaux sur la base de la complémentarité de leurs économies : Produits agricoles et matières premières en provenance des pays dépendants contre du matériel d'équipement industriel en provenance des Etats ouvriers.

Le développement, dans une perspective historique, de tels rapports avec les pays dépendants fait clairement apparaître les possibilités énormes que les Etats ouvriers possèdent potentiellement dans ce domaine et les risques mortels que l'impérialisme encourt dans l'éventualité d'une « compétition pacifique » prolongée. Ce n'est que la nature du régime politique des Etats ouvriers actuels, dégénérés ou déformés par la bureaucratie, qui restreint les possibilités exploitables, handicape et déforme l'alliance de fait entre la Révolution coloniale et les Etats ouvriers.

On ne saurait naturellement faire d'objection à l'aide économique que la bureaucratie de l'U.R.S.S. ou des autres Etats ouvriers accorde aux régimes bourgeois des pays dépendants pour qu'ils résistent momentanément à l'impérialisme, ou qu'ils se développent plus librement.

Mais dans la mesure où cette aide est accordée en échange de la politique « neutraliste » de la bourgeoisie coloniale, et que les partis communistes dans les pays dépendants se voient obligés de subordonner leur politique autonome de classe aux impératifs de la diplomatie des Etats ouvriers, ceci risque d'aboutir pratiquement à la consolidation de régimes bourgeois se tournant invariablement contre le mouvement ouvrier de leur propre pays, et, à une étape plus éloignée, contre les Etats ouvriers eux-mêmes.

De ce point de vue, les exemples donnés récemment par Nehru, Sukarno, Nasser, Kassem et autres bénéficiaires de l'aide des Etats ouvriers, sont éloquents.

### IV. — LE ROLE DE LA BOURGEOISIE NATIONALE

Les oligarchies indigènes compradores, tirant leurs revenus du profit commercial, de la rente foncière, de l'usure, ou du fonctionariat au service de l'impérialisme, sont des couches en déclin dans les pays dépendants, au profit de nouvelles formations sociales, qui reflètent le processus, malgré tout continu, du développement économique et industriel de ces pays.

Ce sont ces couches qui, directement ou par leurs idéologues petits bourgeois, accaparent à l'étape actuelle la direction de la Révolution coloniale.

L'importance de ces couches dites de bourgeoisie nationale est fort variable dans les différents pays dépendants, selon le degré de développement économique atteint.

Dans des cas comme celui de l'Inde, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, il s'agit déjà d'une véritable classe suffisamment puissante et consciente pour assumer le pouvoir politique direct, même si elle risque de le perdre momentanément au profit d'autres fractions, plus liées à l'oligarchie et à l'impérialisme. Dans le cas d'autres pays asiatiques et latino-américains, l'importance de la bourgeoisie nationale par rapport à l'oligarchie comprador est moindre.

Dans certains cas l'exercice de son pouvoir se fait souvent à travers des régimes politiques bonapartistes (comme Sukarno, Nasser, Kassem, Nkrumah, etc.) qui agissent historiquement au profit de la bourgeoisie nationale.

Dans d'autres cas, qui peuvent s'avérer fréquents en Afrique, la très faible formation d'élites indigènes, autres que les chefs tribaux et les fonctionnaires au service de l'impérialisme, pourra donner naissance à une nouvelle bourgeoisie comprador étroitement associée à l'impérialisme pour la coexploitation économique de son pays d'origine.

Partout l'instrument principal pour le développement de la bourgeoisie nationale s'avère être le pouvoir politique bonapartiste. C'est grâce à ce pouvoir qu'il est possible de faire face à la fois à l'oligarchie, à l'impérialisme, aux masses, de trouver les capitaux importants qu'exigent la construction de l'infrastructure et le financement d'entreprises d'envergure.

D'autre part, c'est par l'exercice du pouvoir politique et les fonctions économiques de l'Etat que se forment en partie les cadres de cette bourgeoisie, par l'enrichissement des fonctionnaires, leur infiltration dans les entreprises, leur corruption, etc.

L'Etat bonapartiste devient dans ces conditions la véritable pépinière du développement capitaliste dans les pays dépendants.

L'idéologie qui correspond le mieux à l'Etat bonapartiste est la dictature de fait du Parti unique, ce dernier se résumant à sa direction assumant le pouvoir.

Dans le cas où il s'agirait d'un Parti vraiment prolétarien et socialiste, par son programme et son idéologie, une telle dictature, appuyée sur les masses organisées en Comités, ou Communes démocratiques, aurait incontestablement un sens historique progressif.

Mais le prétexte de la soi-disante société coloniale sans classe que certains utilisent actuellement en Afrique, pour justifier la dictature bonapartiste du Parti unique, engagée dans un développement économique capitaliste, et sans contrôle démocratique des masses organisées, est à rejeter.

S'il est vrai qu'on ne saurait transplanter, dans une société à peine sortie du tribalisme, tel quel, le régime multi-parti de la démocratie socialiste, on ne saurait pour autant négliger la nécessité pour le Parti unique éventuel d'avoir un caractère de classe à idéologie et programme prolétariens et de s'appuyer sur les masses démocratiquement organisées en *Communes paysannes* et *Comités urbains* qui contrôlent le gouvernement et assument le pouvoir.

Pour des pays plus évolués, le droit à plus d'un Parti soviétique doit figurer comme une garantie essentielle d'une véritable démocratie socialiste.

Aucune illusion n'est permise sur les véritables tendances de la bourgeoisie nationale. Si à sa formation elle est obligée de lutter jusqu'à une certaine mesure contre l'impérialisme et l'oligarchie, de s'allier au prolétariat et à ses organisations syndicales, de préconiser et de pratiquer même pour toute une période des nationalisations et une économie « mixte », elle tend invariablement, précisément par son renforcement, à agir comme la bourgeoisie classique des pays avancés : à se retourner contre le mouvement ouvrier, et à se rapprocher de l'impérialisme aussi bien par la « libération » de son économie « mixte » (afin d'attirer les capitaux étrangers et de stimuler l'initiative capitaliste indigène privée) que par son alignement diplomatique avec l'impérialisme. L'Inde de Nehru, un des premiers pays qui a acquis son indépendance et où s'est formée une importante bourgeoisie nationale, est le miroir dans lequel se reflète déjà clairement l'évolution historique régressive et contre-révolutionnaire inévitable, relativement à courte échéance, de la bourgeoisie nationale. (Autres exemples : la Tunisie, l'Egypte, le Ghana, l'Argentine, le Brésil, etc.).

Le plus grand danger qui guette les masses coloniales en révolution, c'est de s'endormir dans la mystique de l'unité nationale avec leur bourgeoisie et de sacrifier à cette mystique leur politique et leur organisation de classe autonome.

### V. — VOIE CAPITALISTE OU VOIE SOCIALISTE ?

L'aspiration des masses coloniales à l'indépendance politique et à un développement économique rapide est partout profonde et irrésistible.

La bourgeoisie nationale s'efforce de remplir cette mission, aussi bien pour en profiter elle-même que pour apaiser les masses.

Mais elle trébuche sur l'impossibilité d'atteindre l'objectif du développement économique rapide par des voies capitalistes.

La bourgeoisie nationale se montre partout incapable de nationaliser en définitive (après quelques étapes qui peuvent s'avérer nécessaires), l'essentiel de la plus-value extorquée par les impérialistes dans les pays dépendants, ainsi que la rente foncière des féodaux indigènes, et de valoriser l'énorme ressource que

représente la main-d'œuvre inemployée de ces pays. Nulle part elle n'a pu, ni voulu, exproprier sans indemnités les entreprises impérialistes, agricoles, minières, commerciales; exproprier sans indemnités les féodaux et donner la terre aux paysans; nationaliser, planifier l'économie et mobiliser à son service les masses du pays.

Or, la question agraire est partout fondamentale. La terre, dans sa plus grande partie, est partout accaparée par des féodaux indigènes, des colons et des entreprises impérialistes étrangères, une partie seulement de la terre (dont l'importance diffère selon le cas concret) étant cultivée à titre privé par des paysans indigènes, ou collectivement, dans les réserves de l'Afrique Noire, par exemple.

Même ces paysans libres, ni serfs, ni métayers, ni ouvriers agricoles, sont pour la plupart des paysans pauvres comparés aux standards des paysans des pays capitalistes avancés, et ont désespérément à lutter pour subsister en tant que paysans.

D'où l'importance primordiale d'une réforme agraire radicale, accompagnée de l'aide effective, matérielle et technique, d'un véritable Etat prolétarien.

La réforme agraire, c'est avant tout la disposition de la terre selon la volonté libre de ceux qui la travaillent.

Selon le cas concret, elle peut prendre la forme de la distribution des terres des féodaux et des colons aux paysans sans terre ou avec très peu de terre, accompagnée de l'aide efficace de l'Etat aux coopératives paysannes. Ou bien la forme d'une gestion collective dès le début de la terre par les Communes villageoises (ou plus étendues), et les collectifs des ouvriers agricoles et des métayers des grandes plantations et domaines; ou, le plus souvent, d'un système mixte.

La bourgeoisie nationale ne compte pour le développement économique que sur l'apport principal des capitaux étrangers. Or la masse et les conditions d'octroi et d'opération de ceux-ci, rendent illusoire une industrialisation tant soit peu rapide des pays dépendants, qui rattraperait les pays avancés.

L'exemple comparatif de la Chine et de l'Inde devient décisif dans ce domaine (sans insister sur celui de l'U.R.S.S.).

L'exemple de la Yougoslavie l'est aussi. L'expérience chinoise est absolument valable en tant qu'indication d'une voie précise pour le développement économique rapide et équilibré d'un pays colonial partant d'un très bas niveau des forces productives.

L'organisation en Communes des masses paysannes, contient des éléments qui pourraient s'appliquer avec profit dans d'autres cas, spécialement là où les traditions communautaires des paysans sont encore relativement fortes.

L'organisation politique et économique de la Commune permet d'employer productivement toute la masse travailleuse disponible, en utilisant les moyens et les forces productives sur place et d'amorcer ainsi le développement économique rapide et équilibré du pays.

On ne saurait critiquer l'institution des Communes en général qu'en ce qui concerne leur administration bureaucratique éventuelle, qui aurait tendance à ne pas tenir suffisamment compte des conditions de vie des masses et de la nécessité d'une adhésion volontaire à ce type nouveau d'organisation économique et sociale.

Mais dans le cas où les excès bureaucratiques pourraient se trouver limités — principalement grâce à l'organisation démocratique des masses gérant les Communes — les Communes en tant qu'institution pourraient s'avérer historiquement comme une forme valable pour le développement économique rapide, équilibré et plus productif des pays sous-développés, utilisant pleinement et judicieusement toutes les ressources disponibles, et comme l'école d'une vie sociale plus communautaire.

L'exemple yougoslave de son côté est valable en tant qu'expérience de développement rapide d'un pays sous-développé dans lequel prédomine la petite propriété agricole privée, grâce à une économie qui, tout en ayant un caractère ouvrier, reste ouverte aux avantages du marché mondial; grâce également à l'association démocratique, étroite, des producteurs au contrôle et à la gestion même de l'économie (Conseils ouvriers).

Les pays sous-développés, loin de se trouver enfermés dans le dilemme — développement de type capitaliste grâce à l'apport des capitaux étrangers ou stagnation — ont la possibilité réelle d'emprunter, selon leur cas concret, « la voie chinoise » ou « la voie yougoslave », ou toute combinaison de l'une et de l'autre, débarrassées de leurs éléments négatifs.

Mais la condition primordiale d'un tel développement possible est la mise en place de structures économiques et sociales nouvelles de type socialiste. Ce qui signifie que la lutte pour la libération réelle de l'impérialisme, et pour le développement économique et l'industrialisation est inséparable de la lutte pour la Révolution socialiste. Seuls les pays dépendants qui ont su combiner la lutte anti-impérialiste à la lutte pour la Révolution socialiste ont pu se détacher réellement du système impérialiste et ouvrir largement la voie à leur développement rapide et à l'industrialisation.

## VI. — LE CARACTERE PERMANENT DE LA REVOLUTION COLONIALE

Instinctivement, les masses lancées dans la lutte anti-impérialiste contre la domination impérialiste directe ou indirecte, sont poussées vers des objectifs qui dépassent celui de l'indépendance formelle. Dans le contexte international et national actuel de la Révolution coloniale, celle-ci a inexorablement tendance à se développer en tant que Révolution permanente, mettant de plus en plus en première ligne les objectifs économiques et sociaux des larges masses paysannes et ouvrières qui la portent : réforme agraire, nationalisation et planification de l'économie, émancipation des femmes.

Dans ce processus, le choc avec la bourgeoisie nationale devient également inévitable à une étape donnée de la lutte. Si celle-ci commence inévitablement dans une sorte de front unique de fait de toutes les classes sociales des pays dépendants (à l'exception des féodaux et de la bourgeoisie compradore) contre la domination impérialiste directe ou indirecte, l'approfondissement de la lutte différencie non moins inévitablement le front selon des lignes de classe. La bourgeoisie nationale se trouve vite aux prises avec le radicalisme du mouvement des masses paysannes et ouvrières qui aspirent à la réforme agraire, à la nationalisation et à la planification de l'économie, à l'émancipation des femmes, tous objectifs incompatibles avec le règne de la bourgeoisie nationale.

Ce qui oblige celle-ci à se tourner contre le mouvement des masses et à avoir recours à un régime ouvertement ou non dictatorial.

Le prestige acquis par la bourgeoisie nationale pendant la phase de la lutte anti-impérialiste unie, en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire des masses, peut lui accorder un crédit auprès des masses, et lui permettre d'arrêter momentanément à mi-chemin la révolution (Nehru, Sukarno, Bourguiba, Nasser, Kassem, Nkrumah, etc.).

D'où la nécessité de ne jamais subordonner le mouvement révolutionnaire autonome des masses à la direction politique de la bourgeoisie nationale, de ne jamais l'embellir, de ne jamais cesser de la critiquer et de la démasquer, tout en acceptant le front unique anti-impérialiste avec elle, c'est-à-dire non pas une alliance politique durable, mais des accords pratiques éventuels pour des objectifs communs, limités et précis.

Le rôle prééminent que jouent actuellement la bourgeoisie nationale, ou les formations petits bourgeois à idéologie en définitive bourgeoise, dans la Révolution coloniale, est en partie le résultat de la politique du stalinisme qui a subordonné le mouvement révolutionnaire autonome des masses, soit aux intérêts de la bourgeoisie métropolitaine, soit à ceux de la bourgeoisie coloniale nationale.

Si l'on ne s'oppose pas radicalement à cette politique et si on continue à traiter le mouvement révolutionnaire des masses comme une simple force d'appoint dans le jeu de la bourgeoisie et de ses rapports avec la bureaucratie stalinienne, on risque de retarder énormément la progression de la Révolution coloniale vers un niveau supérieur. Les éléments marxistes révolutionnaires qui agissent dans les pays dépendants n'ont pas toujours la possibilité de s'opposer de l'extérieur, et de manière complètement indépendante, aux mouvements nationaux existants, à direction ou idéologie bourgeoise. Ils risqueraient dans ce cas de se couper des larges masses et de rester pratiquement inefficaces.

Tout en assumant partout la tâche d'édition de publications marxistes révolutionnaires ouvertes, qui clarifient les problèmes et tracent une perspective claire, ils peuvent se trouver dans l'obligation d'agir pour l'essentiel au sein des mouvements nationaux existants à caractère de masse et révolutionnaires, et de promouvoir dans leur sein une aile à orientation prolétarienne et socialiste. Cette orientation peut prendre par endroits la forme transitoire d'un Parti de classe, du Parti ouvrier de masse, basé sur les syndicats.

La politisation des syndicats dans plusieurs pays dépendants peut jouer aussi bien pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, que pour la bourgeoisie nationale.

Celle-ci s'efforce de domestiquer les syndicats en tant que force politique dirigeante, aussi bien pour son combat contre les autres fractions des féodo-bourgeois compradores que pour son développement économique.

D'où la possibilité et la nécessité d'orienter la force organisée du jeune et dynamique prolétariat des pays dépendants vers l'idée transitoire du Parti ouvrier basé sur les syndicats.

Mais toute orientation exclusive vers le prolétariat qui néglige de fait la paysannerie dans les pays dépendants peut s'avérer fatale pour une issue victorieuse, du combat révolutionnaire. Outre la nécessité d'un programme adéquat sur la question agraire, tenant compte des particularités de chaque cas, il est nécessaire de lier constamment les luttes ouvrières aux luttes des paysans, et d'enraciner l'organisation révolutionnaire dans les campagnes, par un travail quotidien.

Dans plusieurs pays dépendants, les conditions sont propices pour l'organisation et le maintien d'une guérilla, nourrie par l'apport des forces paysannes, et par l'aide et la protection de la population paysanne.

La combinaison adéquate de la lutte armée des paysans avec la mobilisation ouvrière dans les villes, peut énormément renforcer la vigueur et l'efficacité du combat révolutionnaire et accélérer la chute des régimes impérialistes ou compradores dans les pays dépendants.

La maturité et l'efficacité d'une direction révolutionnaire, dans plusieurs cas actuels, doit se démontrer par son esprit d'initiative, sa capacité, son audace à saisir une occasion pour commencer une lutte armée des paysans afin d'épauler, de stimuler le mouvement révolutionnaire national, et de ne laisser aucun répit à l'adversaire pour reconsolider ses positions.

La réappréciation des possibilités révolutionnaires de la guerre des paysans, à la lumière de l'expérience aussi bien de la Chine que de l'Algérie, de Cuba, et ailleurs, est un devoir pour toute direction placée dans des conditions analogues, et une des leçons les plus valables, et les plus importantes à assimiler à fond, de l'expérience de la Révolution coloniale.

Le Parti révolutionnaire moderne, dans plusieurs pays dépendants, doit être celui qui s'avère l'audacieux organisateur de la lutte armée des paysans, portant du coup tout le processus révolutionnaire dans le pays à un niveau supérieur, en l'engageant vers la prise du pouvoir.

## II<sup>e</sup> PARTIE

# Les diverses épices de la Révolution coloniale et leurs particularités

## INDE ET INDONESIE

Dans les pays dépendants en Extrême-Orient, le pouvoir politique direct se trouve actuellement aux mains de la bourgeoisie nationale (Inde) ou de gouvernements bonapartistes qui agissent pour son compte (Indonésie, Birmanie) ou de cliques compradores étroitement liées à l'impérialisme (Vietnam, Laos, Cambodge, Siam, Ceylan, Malaisie, Corée du Sud). Dans tous les cas où nous avons maintenant affaire à des Etats formellement indépendants, l'incapacité organique de la bourgeoisie d'achever la révolution, y compris la révolution démocratique-bourgeoise (la réforme agraire, en particulier) est patente. L'exemple le plus criant est celui de l'Inde, le pays de loin le plus développé.

L'Inde, loin de progresser sur la voie d'une économie de plus en plus « socialiste », nationalisée et planifiée, d'une réforme agraire radicale, et d'une réelle unification nationale, jetant ainsi les bases d'un développement économique rapide, va en réalité en sens contraire.

Son économie « mixte » développe surtout son secteur privé à nouveau largement ouvert aux capitaux étrangers, tandis que ni le Community Project and National Extension Services programme, ni le mouvement non officiel « of land gifts » de Vinoba Bhave, n'ont résolu la distribution effective de la terre aux paysans, et, ensuite, leur organisation efficace en coopérative.

Par le fait que la structure surannée de l'Inde n'a pas pu encore être fondamentalement bouleversée, les objectifs économiques du gouvernement de la bourgeoisie restent limités et subordonnés à l'aide capitaliste extérieure. Ce qui fait que le taux de développement économique du pays aussi bien sur le plan industriel qu'agricole reste bas, et même retarde par rapport au taux de développement de la population.

Le faible développement économique du pays et sa structure de classe féodo-capitaliste peu bouleversée empêchent d'autre part de liquider les antagonismes régionaux, et les obstacles d'ordre divers, coutumiers, linguistiques, religieux, etc., qui se dressent sur la voie d'une véritable unification nationale du pays. A son tour, cet état de choses entrave le développement économique et culturel rapide du pays.

Comme dans le cas de l'Indonésie, de diverses régions de l'Afrique et même de l'Amérique latine, c'est l'absence d'une révolution radicale dans l'Inde qui perpétue les séquelles des modes de vie et de barbarie précapitalistes enchevêtrés dans celles de la domination impérialiste, aggravées par celle-ci, et qui entravent à la fois le processus d'unification nationale par-dessus les frontières surannées ou artificielles du régionalisme, du communalisme, du tribalisme, ou de l'impérialisme, et l'essor économique et culturel.

D'où la perspective d'une évolution explosive dans les années à venir, qui fait que le pouvoir de la bourgeoisie, après une période où il s'est maintenu avec une façade parlementaire et démocratique, s'oriente vers une dictature plus ouverte.

Sous la pression conjuguée du décalage alarmant entre l'augmentation de la production et celle de la population, et de l'influence révolutionnaire des succès que remporte sans cesse la Chine, la bourgeoisie indienne envisage dès maintenant le jour où le prestige accumulé par le Parti du Congrès et Nehru personnellement dans la période de la lutte contre l'impérialisme britannique, sera complètement épuisé.

L'éclatement qui a commencé, du Parti du Congrès et la cristallisation sur sa droite de formations féodo-capitalistes et pro-impérialistes plus militantes sont un signe d'une évolution qui peut bien conduire à la même dictature ouverte que celle que connaît déjà le Pakistan.

Ainsi la preuve sera faite dans le cas de l'Inde également que le régime de la bourgeoisie nationale est voué partout à la même banqueroute économique et politique. En Indonésie, autre pays où l'importance de la bourgeoisie nationale et de ses leaders tient aux défaillances du Parti Communiste pendant la guerre, ceux-ci ont su acquérir un prestige national peu mérité. Les exercices parlementaires périlleux de la bourgeoisie se sont terminés par l'instauration de son pouvoir bonapartiste ouvert, appuyé sur l'armée.

C'est la politique traitre du P.C. indonésien qui a permis au « héros » de la faible bourgeoisie nationale indonésienne, Sukarno, de survivre à travers toutes les graves crises qui se sont succédées dans ce pays depuis 1945, et de consolider actuellement son pouvoir bonapartiste, avant qu'il ne se retourne de manière plus décisive contre les masses et contre le P.C. indonésien.

Certes, même aujourd'hui, le pouvoir de la bourgeoisie indonésienne reste faible, face aux problèmes non résolus du pays (réforme agraire, unification nationale réelle, liquidation effective de toutes les séquelles économiques de l'impérialisme, industrialisation) et au mécontentement des masses, qui voient leur niveau de vie s'abaisser par l'insuffisance du taux de développement économique, l'inflation et le chômage.

Un changement radical de la politique des P.C. par rapport à la bourgeoisie nationale, aussi bien en Inde qu'en Indonésie, pourrait naturellement ouvrir de réelles perspectives révolutionnaires relativement à courte échéance.

Dans la mesure où on peut cependant tenir cette éventualité comme peu probable, la tâche des marxistes révolutionnaires organisés dans le R.C.P.I. et l'Acoma Partai est d'élaborer un programme de transition concret qui démasque complètement le pouvoir de la bourgeoisie et oriente toute les forces révolutionnaires vers la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

La défense de la Révolution chinoise et la popularisation de toutes les réalisations valables de celle-ci (y compris de la conception des Communes) sont non seulement un devoir, mais une arme très puissante aux mains des marxistes révolutionnaires agissant dans ces pays.

D'autre part une politique léniniste de front unique, aussi bien avec le P.C. indien qu'avec le P.C. indonésien est nécessaire, tant pour mener une lutte efficace contre la bourgeoisie, que pour provoquer la différenciation idéologique inévitable dans ces deux Partis.

La Révolution indienne et la Révolution indonésienne sont les deux grands événements à affronter dans les années à venir, et il faut se préparer pour eux avec un sérieux extrême dès maintenant.

Malgré les différences qui existent dans le développement économique respectif de l'Inde et de l'Indonésie, la force relative de la bourgeoisie, la structure dans les campagnes, les facteurs équivalents décisifs dans les deux cas sont les suivants : Aussi bien en Inde qu'en Indonésie, les masses ont acquis une expérience considérable du règne direct de la bourgeoisie nationale, de son incapacité à résoudre la question agraire, la question de l'unification réelle et de l'industrialisation, face à une population qui augmente; de son évolution vers la dictature également. L'impasse à laquelle conduit cette politique, qui contraste de plus en plus avec les réalisations révolutionnaires de la Chine et avec le contexte international, ne peut que conduire à une explosion.

C'est probablement l'éclatement de la crise révolutionnaire dans un de ces deux pays qui déclencherà une nouvelle avalanche révolutionnaire dans toute une série d'autres pays de l'Extrême-Orient actuellement sous la domination des cliques compradores activement appuyées par l'impérialisme américain.

La Révolution ceylanaise pourrait constituer une exception déjà avant, par le fait de l'existence dans ce pays du L.S.S.P. qui a une solide base de masses.

Mais pour que le L.S.S.P. joue pleinement son rôle il doit raffermir sa structure bolchevique et mieux se lier aux masses paysannes, grâce à un travail systématique parmi elles, appuyé sur l'influence ouvrière du Parti, et conduit sur la base d'un programme concret de revendications économiques, politiques et transitoires.

## LA REVOLUTION ARABE DU MOYEN-ORIENT

A l'autre extrémité de l'Asie, dans les pays islamiques du Moyen-Orient, se détache actuellement l'épicentre de la Révolution irakienne. Celle-ci fait plus particulièrement partie de la Révolution arabe.

Après avoir avancé pendant toute une période, réalisant des mesures importantes dans l'expropriation de quelques positions impérialistes, la réforme agraire, l'émancipation des femmes, l'organisation syndicale et militaire des masses, elle marque depuis un certain temps déjà le pas et régresse même.

Comme dans d'autres cas analogues, la Révolution irakienne a porté au pouvoir une équipe d'officiers « nationaux », d'origine petite bourgeoise, aspirant à un développement économique plus rapide, débarrassé du contrôle et des entraves de l'impérialisme.

De telles équipes sont prises entre les forces sociales adverses, caractéristiques des pays arabes du Moyen-Orient : les féodaux et la bourgeoisie mercantile et usurière compradore, les couches restreintes de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie citadine (artisans, employés, fonctionnaires, intellectuels), la paysannerie et le prolétariat révolutionnaires, et acquièrent un caractère bonapartiste prononcé. En tant que telles, elles sont cependant vouées soit à succomber en définitive, à nouveau sous l'influence des féodo-bourgeois, soit dans le meilleur des cas à devenir l'instrument de la politique et des intérêts de la bourgeoisie industrielle nationale et de la petite bourgeoisie acquise aux mêmes buts.

L'évolution de Kassem, à la suite de l'évolution analogue plus rapide de Nasser (à cause du poids plus grand en Egypte qu'en Irak de la bourgeoisie nationale) est à ce propos caractéristique.

Afin de consolider son pouvoir bonapartiste, Kassem a été obligé pendant toute une période non seulement de tolérer le mouvement révolutionnaire dans les villes et les campagnes, et les organisations se réclamant de lui, mais aussi de s'appuyer en partie sur eux afin de faire face aux féodo-bourgeois compradores et aux milieux proussaristes qui visaient à le renverser.

Kassem est devenu progressivement l'instrument de la politique des milieux dirigeants irakiens qui pensent exploiter pour leur propre compte les richesses considérables du pays et qui, en connivence avec d'autres milieux dirigeants arabes, de la Syrie en particulier, disputent à la bourgeoisie égyptienne, rangée derrière Nasser, la suprématie dans le Moyen-Orient.

La rivalité Kassem-Nasser, ainsi que celle qui oppose Nasser à Bourguiba, détruit le mythe d'une unité arabe placée au-dessus des antagonismes entre classes et démontre que la recherche historiquement progressive de l'unité effective de la nation arabe ne se passe pas l'œuvre de la bourgeoisie arabe, mais des masses révolutionnaires arabes engagées dans le combat contre l'impérialisme, et à une étape donnée également contre leurs propres classes dirigeantes, y compris contre la bourgeoisie nationale.

La consolidation relative du pouvoir de Kassem a été grandement favorisée par la politique traître du P.C. irakien, qui a embelli Kassem, qui a énormément aidé à bâtir son prestige, qui a subordonné la politique et l'organisation autonomes du mouvement révolutionnaire à la direction de Kassem, et qui n'a pas su exploiter ce mouvement pour porter la révolution à un niveau supérieur. Comme dans le cas de Nasser et du Parti Communiste égyptien qui a glorifié pendant toute une période Nasser et son régime, comme dans le cas également du Parti Communiste marocain envers le roi, la monarchie et son régime, le Parti Communiste irakien recueille actuellement le mépris et la répression de l'idole adorée.

Les Nasser et Kassem représentaient au moment culminant de la révolution les Kerensky de la Révolution arabe, avant de devenir, par la force des choses, les fossoyeurs de son parachèvement socialiste.

S'il est juste et nécessaire de leur accorder un soutien critique contre l'attaque de l'impérialisme ou des féodo-bourgeois indigènes, il est vital de dissiper les illusions des masses à leur sujet et de promouvoir une politique de classe autonome orientée vers le gouvernement ouvrier et paysan.

Le remplacement d'un programme de transition qui lie les revendications économiques et politiques élémentaires des masses, aux revendications transitoires proprement dites et à la perspective du gouvernement ouvrier et paysan, par un programme simplement démocratique bourgeois, assurant le développement économique du capitalisme, ne peut que conduire à la défaite certaine du mouvement révolutionnaire et au règne dictatorial de la bourgeoisie ou même des féodo-bourgeois compradores.

Car seule la direction prolétarienne du mouvement révolutionnaire des masses, instaurant un gouvernement ouvrier et paysan, peut résoudre les tâches démocratiques-bourgeoises dans les pays dépendants (réforme agraire, liquidation des séquelles de l'impérialisme, unification nationale réelle) et lancer l'industrialisation sur la base d'une économie nationalisée, planifiée et mobilisant productivement toute la main-d'œuvre inemployée du pays.

Après l'expérience Mossadegh en Iran, après l'expérience de Nasser en Egypte, l'expérience de la Révolution irakienne constitue la pointe la plus avancée atteinte jusqu'ici par la Révolution coloniale dans le Moyen-Orient.

Cette expérience démontre également que, sans direction prolétarienne et socialiste du mouvement révolutionnaire des masses, la révolution n'a aucune chance de résoudre les tâches démocratiques-bourgeoises et d'entamer sérieusement l'industrialisation.

Au contraire, les équipes bonapartistes au pouvoir succombent fatalement devant les forces indigènes réactionnaires et l'influence de l'impérialisme, et se retournent contre les masses, afin de maintenir leur mouvement dans le cadre d'un développement capitaliste du pays, basé sur l'apport essentiel de capitaux étrangers et la surexploitation des masses indigènes.

Le pouvoir de Kassem est cependant encore faible et le potentiel révolutionnaire des masses irakiennes, bien qu'atteint, n'est pas épuisé. Le redressement de la situation reste possible à condition que le mouvement des masses clarifie sa position envers le pouvoir bonapartiste bourgeois de Kassem, rompe l'alliance permanente subordonnée à sa direction, et ouvre la perspective du gouvernement ouvrier et paysan en Irak et de la République socialiste fédérale irakienne.

## LE CAS PARTICULIER D'ISRAEL

L'Etat d'Israël, création artificielle, favorisée par les intérêts de l'impérialisme dans sa lutte contre le développement de la Révolution arabe, est actuellement un facteur, dans le Moyen-Orient en particulier, dont il faut tenir compte.

On ne saurait ni envisager la disparition violente de sa population, ni l'installation dans l'état de fait de son existence sous sa forme actuelle et de son dynamisme expansionniste au détriment des masses arabes. Les marxistes révolutionnaires arabes lutteront pour que les droits d'une minorité nationale auto-gouvernée soient accordés à la population d'Israël, au sein de l'Etat centralisé ou fédéral arabe du Moyen-Orient. Les marxistes révolutionnaires israéliens lutteront pour la dissolution de l'Etat d'Israël dans un tel Etat, et pour la réparation complète des abus et des crimes commis envers la population arabe déracinée de Palestine.

## LA REVOLUTION ALGERIENNE

Presque à l'autre extrémité du monde arabe, la Révolution algérienne continue son combat, vieux déjà de six ans, contre l'essentiel des forces répressives de l'impérialisme français.

Le monde arabe se trouve ainsi pris entre ces deux foyers révolutionnaires actifs, de l'Irak et de l'Algérie, mais qui, outre leurs propres difficultés internes de développement, doivent compter avec l'hostilité de l'impérialisme, l'intérêt très relatif de la bureaucratie soviétique et l'embourgeoisement avancé aussi bien de la Tunisie et du Maroc, que surtout de l'Egypte.

L'aile bourgeoise de la Révolution arabe se trouve considérablement renforcée; laissée à sa propre dynamique, elle maintiendrait la révolution sur un niveau analogue à celui des pays semi-coloniaux de l'Amérique latine.

La Révolution algérienne est à l'heure actuelle une force plébienne non encore domestiquée par la bourgeoisie arabe ou par un impérialisme quelconque.

Le manque d'une classe féodo-capitaliste indigène en Algérie, et même d'une petite bourgeoisie citadine tant soit peu importante, fait que la base paysanne et ouvrière de la Révolution algérienne exerce toujours une influence prépondérante sur les quelques éléments potentiellement pro-bourgeois qui truffent l'appareil du F.L.N.

Beaucoup plus grand, par contre, est le danger qui découle de la structure de cette organisation, son appareil politique formé dans l'émigration étant insuffisamment lié aux forces militantes de la Révolution et insuffisamment contrôlé par celle-ci.

Ce facteur, combiné au fait que la doctrine sociale et politique du F.L.N. est toujours insuffisamment précisée et que le manque d'aide du prolétariat français et international livre la Révolution algérienne à une pression toujours plus grande des forces extérieures bourgeoises et impérialistes, accentue le danger de la cristallisation dans l'appareil du F.L.N. d'une tendance bureaucratique perméable à l'influence bourgeoise.

On ne saurait combattre une telle évolution possible que par l'apport d'une aide prolétarienne efficace, en premier lieu en France même, et par la création au sein du F.L.N. d'une tendance à orientation prolétarienne et socialiste plus précise, liée à la base militante de la Révolution, aux combattants de l'intérieur et à la population, à l'immigration prolétarienne en France.

La nécessité de la transformation du F.L.N. en parti politique, avec un programme précis, du contrôle du Parti par les combattants et la population, du contrôle du gouvernement par le Parti, de l'intérieur même de l'Algérie, est devenue actuellement une condition primordiale pour le développement ultérieur sain de la Révolution. La Révolution algérienne est arrivée à un tournant critique.

Pendant plus de 5 ans, elle a sacrifié une grande partie de ses forces vives dans un combat inégal contre un impérialisme puissant, presque sans aide aucune de la part du prolétariat mondial.

En même temps, elle a su gagner dans le combat un mûrissement incontestable, créer des cadres, étendre le réseau de sa propagande internationale, frapper l'opinion publique, plus particulièrement celle des pays arabes et africains, et soumettre l'impérialisme français à un effort matériel et militaire qui handicape gravement ses intérêts et ses plans dans divers domaines.

Actuellement, pour qu'elle puisse affronter éventuellement une nouvelle longue période de lutte avec l'impérialisme français, elle a besoin, outre l'aide du prolétariat international et des peuples arabes et africains (sous forme d'aide matérielle, diplomatique et morale), de hisser l'organisation qui la dirige à un niveau politique et organisationnel supérieur.

Sinon, les pertes immenses, l'usure, la fatigue du combat pourraient amener non pas la défaite de la lutte pour l'objectif de l'indépendance sous une forme ou une autre, mais de la Révolution pour l'objectif d'une indépendance réelle ouvrant la voie au développement économique industriel rapide du pays.

De toute manière, la base plébienne de la Révolution algérienne a acquis déjà une telle expérience, qu'on peut exclure l'éventualité d'une évolution bourgeoise pure et simple de la Révolution.

La différenciation idéologique et l'éclatement du F.L.N. en deux tendances, une pro-bourgeoise, bourgeoise, qui s'efforcerait d'accaparer la direction du pays sur la base d'un compromis avec l'impérialisme, et l'autre plus prolétarienne est possible, sinon inévitable à la longue. Dans ce cas, le processus qui a lieu avec l'Istiqlal au Maroc, aura lieu également avec le F.L.N., avec cette différence que la tendance bourgeoise peut s'avérer plus faible dès le début, tandis que la tendance de gauche peut s'avérer beaucoup plus radicale que la gauche marocaine et s'orienter vers un parti de masse basé sur les syndicats.

La Révolution algérienne stimule puissamment non seulement la Révolution arabe toute entière, mais également et plus particulièrement toute la Révolution africaine. En l'absence d'une aide efficace de la part du prolétariat français et européen, ce sont encore les progrès de la Révolution africaine qui, plus que tout autre facteur, pourraient influencer les développements ultérieurs de la Révolution algérienne.

D'autre part, c'est de l'issue de la Révolution algérienne que dépend le rebondissement ou non, dans les quelques années à venir, de la Révolution maghrébine dans son ensemble.

Par rapport à la France, dominée par le régime gaulliste, la Révolution algérienne joue le rôle de force principale sapant ce régime. Il ne peut pas y avoir de stabilisation du régime gaulliste aussi longtemps que dure la guerre d'Algérie.

Le grand capital que représente ce régime est conscient de ce fait ainsi que de l'impossibilité de mettre fin à la Révolution algérienne par la voie de la « pacification » militaire.

Mais, d'autre part, il n'est pas disposé à perdre les positions économiques acquises en Afrique du Nord et plus particulièrement les avantages de l'exploitation du Sahara. D'où sa « solution » d'un Etat algérien associé à la France.

Une telle solution présuppose, à défaut d'un compromis avec une aile décisive de l'appareil du F.L.N., la création d'une élite indigène compradore, au travers du plan de Constantine, de l'accès à l'administration, etc.

Mais c'est là un processus à long terme que l'impérialisme français ne saurait soutenir sans risques économiques, politiques et internationaux graves.

D'où la nécessité de conclure que le régime gaulliste se sert aussi bien de la « pacification » que du plan de Constantine, etc. en tant que moyens auxiliaires de pression sur le F.L.N. ou sur une aile décisive de celui-ci, afin de l'amener à un compromis sur la solution de l'association et sa forme précise.

Le cas particulier du F.L.N., direction d'une révolution plébienne dans laquelle il n'y a encore à proprement parler pas de classes dirigeantes féodo-capitalistes tant soit peu développées pose au prolétariat et à ses organisations révolutionnaires un problème : on ne saurait se contenter de critiquer de l'extérieur une telle organisation sans s'efforcer avant tout d'apporter une véritable aide internationale à la Révolution et de travailler dans les rangs même de cette organisation.

## AFRIQUE NOIRE

Les développements les plus spectaculaires dans l'évolution récente de la Révolution coloniale ont lieu en Afrique Noire.

Avec une vitesse stupéfiante, les territoires sous contrôle colonial direct de cette région, brûlant les étapes, accèdent à l'autogouvernement et même à l'indépendance formelle.

L'impérialisme anglais, ainsi que les impérialismes français et belge, se voient obligés soit de reculer ici et là devant le mouvement déclenché par les masses réclamant leur libération du joug colonial direct, soit de devancer même l'éclatement de tels mouvements, en passant le pouvoir formel à des élites indigènes. Il n'y a encore que l'Afrique Centrale, l'Afrique du Sud et les territoires sous contrôle portugais qui retardent sur une telle évolution.

Les raisons qui poussent l'impérialisme à cet assouplissement sont diverses :

Le réveil des masses africaines, à la suite des événements de la guerre et depuis (le renforcement des Etats ouvriers, l'U.R.S.S. en tête, la victoire de la Révolution chinoise, la Révolution arabe, et algérienne en particulier) a été favorisé davantage par le développement de l'économie capitaliste en Afrique, l'urbanisation, la détribalisation, l'insécurité introduite dans la vie économique et sociale des sociétés autarchiques de jadis, la naissance d'un prolétariat concentré, dynamique, et de couches d'intellectuels, et par endroits d'éléments économiquement potentiellement bourgeois aspirant à gérer eux-mêmes le pouvoir. D'autre part, l'Afrique toute entière, et l'Afrique Noire en particulier, contenant des richesses minérales, énergétiques et agricoles très considérables et quasi encore inexploitées, est devenue depuis la guerre la réserve coloniale principale de l'impérialisme. Ses positions stratégiques en ont également augmenté l'intérêt pour l'impérialisme.

Enfin les rivalités entre les puissances impérialistes qui se disputent le continent, ainsi que l'antagonisme Est-Ouest, ont favorisé la confiance des élites indigènes en leur possibilité d'exploiter la situation pour accéder au pouvoir direct. L'orientation, maintenant suffisamment claire, aussi bien de l'impérialisme anglais que des impérialismes français, belge et américain en Afrique, est d'accélérer la formation d'élites indigènes restreintes, de leur remettre le pouvoir politique et de les associer, en les corrompant, à la coexploitation économique de l'Afrique. En l'absence d'une structure de classe de type classique tant soit peu poussée parmi les indigènes en Afrique Noire, et en particulier du manque d'une bourgeoisie, y compris d'une petite bourgeoisie développée, les élites restreintes qui existent, quelques intellectuels, quelques fonctionnaires, quelques cadres syndicaux, quelques commerçants et hommes d'affaires, constituent potentiellement, sinon déjà de fait, des couches nouvelles de compradores, sur lesquelles se base l'espoir de l'impérialisme de les voir se développer et se stabiliser en tant que telles.

Mais, d'autre part, la faiblesse sociale, économique et politique, encore extrême de ces élites restreintes, face à un mouvement de masses puissant, avide de réformes et de solutions radicales, ainsi que la conscience de ces élites de leur possibilité de miser sur les rivalités des impérialistes, et sur l'antagonisme Est-Ouest, les poussent à un rôle *suà generis* non seulement politique mais également social, dans le sens plus précis suivant :

N'ayant pas encore pris forme et racine dans la société africaine en transformation rapide, ces élites constituent à l'étape actuelle plus que l'embryon d'une classe néo-bourgeoise; c'est l'embryon d'une *bureaucratie d'Etat* manœuvrant entre la masse plébienne de la société africaine actuelle et l'impérialisme.

Ce n'est que dans des cas comme le Ghana et la Côte d'Ivoire, où la pénétration capitaliste dans l'agriculture a créé déjà une paysannerie et une petite bourgeoisie citadine (truffée de quelques éléments véritablement bourgeois), mercantiles l'une et l'autre, qu'on trouve l'embryon d'un pouvoir indigène bourgeois.

Ce rôle social spécifique propre à la société africaine actuelle peut aussi bien évoluer vers un caractère nettement bourgeois, que vers un caractère prolétarien, selon la force du mouvement des masses, et les rapports avec l'impérialisme et les Etats ouvriers. La Guinée de Sekou Touré est l'exemple le plus avancé à l'heure actuelle de ce phénomène. Le Kenya de Jomo Kenyatta, et même le Tanganyika de Julius Nyerere peuvent s'avérer demain des exemples analogues, ainsi que le Kamerun, les territoires sous contrôle portugais et autres.

Dans tous ces exemples, l'élément fondamental de l'évolution future est l'Etat et la couche qui l'administre.

Dans le cas où on oriente l'économie vers la nationalisation des quelques entreprises clés (minières, agricoles et commerciales), et la collectivisation de l'agriculture sur la base du village tribal, ou de Communes plus larges, et la structure de l'Etat sur les Communes paysannes et urbaines, on amorce le développement d'un Etat ouvrier basé essentiellement sur une économie nationalisée et planifiée.

La nationalisation des entreprises étrangères peut du reste se faire par étapes, à condition qu'elles n'expatrient qu'une partie restreinte du profit, qu'elles réinvestissent l'autre sur place, et qu'elles se soumettent au contrôle de l'Etat et de leurs travailleurs organisés en Conseils.

La collectivisation de l'agriculture peut s'avérer énormément facilitée par la survivance en Afrique Noire des mœurs tribales communautaires, particulièrement fortes dans ce domaine.

L'aide essentielle de l'Etat pour l'agriculture, afin de lutter efficacement contre les conditions climatiques adverses, et d'augmenter les rendements (aide scientifique, technique, matérielle), peut également faciliter énormément une telle orientation collectiviste de l'agriculture dès le début. La ressource la plus importante dans ces pays pour leur développement économique rapide réside dans l'utilisation productive de toute la force de travail disponible, jusqu'ici grandement inemployée.

Mais une telle mobilisation est impossible sans le climat d'une véritable révolution, d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, sans le cadre d'une économie nationalisée et planifiée.

Certes il ne s'agit pas de viser à la construction d'une économie « socialiste » autarchique, qui ne pourrait que maintenir les masses à un niveau de vie très bas, et faire dégénérer le régime politique vers une dictature bureaucratique.

Il s'agit de profiter largement de toutes les possibilités du marché mondial, aussi bien de son secteur capitaliste que socialiste, ainsi que du développement du marché et du commerce inter-africain.

La Révolution socialiste en Afrique Noire présentera nécessairement des particularités par le fait que nous y avons affaire à un niveau économique-social inférieur à celui des pays dépendants d'autres parties du monde, à structure féodo-capitaliste, de l'Amérique latine ou de l'Asie.

En Afrique Noire, nous avons généralement à faire avec des structures plus spécifiques, d'une société encore largement tribale, qui se désagrège sous la pénétration de l'impérialisme et du capitalisme, détruisant l'économie autarchique de subsistance, commercialisant la petite production agricole indigène à côté de la grande production agricole capitaliste, et provoquant la concentration dans les villes, les centres miniers, et les plantations agricoles impérialistes, de la main-d'œuvre délogée par la dislocation de l'économie naturelle traditionnelle.

Par le fait que ce degré de développement économique n'a pas dégagé des classes indigènes dirigeantes, les minorités européennes restreintes, avaient jusqu'à encore très récemment administré et dirigé elles-mêmes l'économie, tandis qu'elles confiaient l'administration civile locale aux chefs traditionnels et à leurs propres fonctionnaires. La société actuelle en Afrique Noire est une forme spécifique de développement combiné des structures d'économie naturelle, d'économie marchande simple et d'économie impérialiste. Les chaînons d'une économie féodale, ou capitaliste indigène, y manquent encore totalement ou largement (1).

D'où le rôle spécifique de la couche indigène restreinte qui accède au pouvoir et contrôle l'Etat, dans un contexte international et national également spécifique, inconnu dans le passé.

Cette couche détient une force en soi, l'Etat, sans subir l'influence précise, ni le contrôle, d'une classe dirigeante, dont elle serait le mandataire.

C'est par la gestion de l'Etat que cette couche se développe et acquiert une importance sociale, et non pas par les besoins intrinsèques de la production ni par son rôle dans la production. Dans les conditions historiques qui prévalaient dans le passé, et jusqu'à la dernière guerre, une telle couche, avec une telle fonction ne pouvait qu'évoluer vers une bourgeoisie compradore au service de l'impérialisme.

Mais dans les conditions précises actuelles, où elle subit nécessairement l'influence du puissant mouvement des masses, de la force montante des Etats ouvriers, et où elle sait qu'elle peut profiter de l'antagonisme Est-Ouest, cette couche acquiert un rôle bonapartiste qu'elle imprime à l'Etat tout entier, dont les structures économiques et sociales ne sont pas encore définitivement orientées vers un développement nécessairement capitaliste classique.

Les frontières des Etats africains actuels sont artificielles et absurdes, et correspondent aux lignes de partage des zones d'influence, partage pratiqué par l'impérialisme vers la fin du siècle passé (Congrès de Berlin de 1885).

Il est nécessaire de procéder à un regroupement des Etats existants en des formations plus larges, en direction de l'Etat africain fédéral, groupant tout le peuple négro-hamite au sud des pays arabes de l'Afrique du Nord.

Ce peuple n'est pas strictement homogène du point de vue origine ethnique, langue, religion.

Mais il s'est forgé des coutumes, une civilisation, une destinée communes, sur la base d'une organisation économique et sociale tribale identique à travers les siècles de son exploitation esclavagiste par les blancs et les mercenaires indigènes à leurs ordres, et maintenant le début d'une conscience nationale commune africaine, à travers la lutte qu'il mène pour sa libération du joug impérialiste. Le panafricanisme qui anime les élites africaines et qui emporte de plus en plus les couches d'avant-garde entrant dans la lutte décisive contre l'impérialisme, correspond à une recherche confuse de l'unité nationale africaine, forgée par des origines communes, une destinée, une lutte communes.

Certes, le panafricanisme peut également devenir l'idéologie de la bourgeoisie africaine en formation pour éclipser les différences et la lutte de classes, et pour exploiter pendant toute une période, à son profit de classe, le potentiel révolutionnaire et la force de travail des masses.

Le panarabisme connaît une telle destinée aux mains d'un Nasser et d'autres porte-paroles de la bourgeoisie arabe montante.

Il est nécessaire de distinguer entre le panafricanisme dans la bouche d'un Nkrumah et le panafricanisme en tant qu'idée d'unité nationale de tout le peuple africain noir, puissante force révolutionnaire animant les masses africaines dans leur lutte contre l'impérialisme.

On ne saurait dès maintenant prévoir et préconiser les étapes concrètes de regroupement, par fusion ou par fédération, de la nation africaine.

(1) A l'exception toutefois de certaines régions où domine la propriété agricole féodale, comme le nord du Nigéria.

Mais on peut dire que la tendance à l'unification doit être partout favorisée, encouragée, inscrite dans le programme du Parti Révolutionnaire Africain. Si le rayonnement de la Guinée de Sékou Touré est destiné à s'accroître dans toute l'Afrique du Sud, l'Angola et le Mozambique, l'Afrique Centrale, le Kenya, les foyers révolutionnaires à enregistrer dans les années à venir en Afrique Noire sont l'Afrique du Sud, l'Angola et le Mozambique, l'Afrique Centrale, le Kenya, le Congo, le Nigéria.

La révolution commencée en Afrique du Sud a toute chance de se développer dans les années à venir, comme une deuxième guerre d'Algérie, à l'autre extrémité du continent.

Cette lutte, combinaison d'une guerrilla et d'une mobilisation révolutionnaire du prolétariat dans les villes et les mines, aura le soutien actif de toute l'Afrique Noire qui constitue l'arrière-pays.

Les réserves humaines paysannes, ainsi que les avantages géographiques du pays sont extraordinairement favorables pour la guerrilla.

D'autre part, le prolétariat industriel, agricole et minier de l'Afrique du Sud est vital pour l'économie du pays.

Une levée révolutionnaire des masses sud-africaines, basée sur une véritable organisation révolutionnaire à caractère national, est capable de venir relativement vite à bout de la résistance acharnée de la minorité européenne. Mais il faut en tout cas tenir compte de cette résistance inévitable, ne pas la minimiser et se préparer en fonction de celle-ci.

La Révolution sud-africaine tendra nécessairement à prendre l'aspect d'une révolution prolétarienne et socialiste, renversant le régime esclavagiste, racial, *sui generis*, d'un capitalisme économiquement le plus avancé de toute l'Afrique.

Aussi bien pendant sa phase de lutte que par la signification et les résultats de sa victoire, la Révolution sud-africaine, entraînera toute l'Afrique Noire sur un niveau supérieur de son développement révolutionnaire. Ce qui est nécessaire actuellement en Afrique du Sud, c'est de construire nationalement une organisation révolutionnaire des masses non européennes qui, tout en partant des revendications nationales, économiques et politiques de ces masses, s'oriente vers le soulèvement armé et la révolution prolétarienne.

Sans action décisive dans ce sens, sans participation à toutes les mobilisations des masses, sans tactique souple, pour ne pas se couper des masses, même dans leurs faux pas, le risque est grand que le potentiel révolutionnaire des masses se dépense pendant toute une période dans des explosions sans lendemain, et que leur direction effective passe à des éléments activistes incapables de soutenir une lutte à long terme, nationalement organisée et s'élevant sans cesse à des niveaux supérieurs.

Comme dans le cas des pays arabes et par endroits même davantage, dans le cas également des pays de l'Afrique Noire l'organisation de la tendance marxiste révolutionnaire, qui est partout nécessaire, aura à travailler pour l'essentiel et pendant toute une période, au sein des mouvements nationaux de masse existants et des syndicats là où ceux-ci existent.

Son but général sera la création de partis de classe à caractère de masse, basés sur les syndicats, à organiser partout.

Ces partis auront à élaborer un programme de transition, correspondant aux conditions spécifiques de chaque pays, tout en tenant compte de leur regroupement et de leur orientation vers l'Etat africain fédéral (ou vers les Etats-Unis Socialistes d'Afrique Noire).

L'organisation des syndicats et leur Fédération autonome sur le plan panafricain, est une tâche à poursuivre partout avec ardeur, les syndicats étant appelés à représenter partout la force organisée principale que les gouvernements (ainsi, du reste, que les Partis nationalistes de la bourgeoisie en formation) s'efforceront de domestiquer à leur service.

## La nouvelle phase de la Révolution latino-américaine

### LES CAUSES DE L'INSTABILITE EN AMERIQUE LATINE

La Révolution en Amérique latine est en train d'accéder au niveau le plus élevé atteint par la Révolution coloniale à l'étape actuelle, ayant dépassé la phase de l'indépendance formelle et acquis une expérience considérable de l'oligarchie compradore et même de la bourgeoisie nationale.

Le développement capitaliste de l'Amérique latine est le plus avancé de toutes les régions dépendantes, et dans certains cas, comme celui de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Mexique, il a même déjà atteint un niveau qui rapproche

ces pays des Etats capitalistes, en retard certes par rapport aux pays capitalistes avancés d'aujourd'hui, mais considérablement proches du niveau capitaliste moyen d'avant-guerre. Cependant, même dans ces cas, l'emprise impérialiste est encore forte, ainsi que celle de l'oligarchie terrienne et commerciale compradore, ce qui implique une structure combinée de ces pays, pleine de contradictions avec des discontinuités et des déséquilibres caractéristiques de leur développement économique.

Le processus d'industrialisation de l'Amérique latine s'est considérablement accéléré durant la guerre et depuis, et ne cesse, malgré son caractère saccadé, d'être continu.

L'Amérique latine a reçu la plus grande partie des investissements d'origine européenne et nord-américaine placés dans toutes les régions dépendantes.

Mais c'est d'elle également que l'impérialisme a extorqué la plus grande partie de la plus-value, dépassant de loin le total de son « aide », et sans réinvestissement productif sur place.

Ce sont les conditions de l'exploitation impérialiste des ressources agricoles, énergétiques et minières énormes de l'Amérique latine, combinées à celle de l'oligarchie parasitaire terrienne et commerciale, qui retardent le développement économique de cette région et causent les discontinuités, les crises et les déséquilibres caractéristiques de ce développement.

La formation d'un capital réinvesti productivement sur place est entravée par le retrait de la plus grande partie de la plus-value extorquée par les entreprises impérialistes, minières, pétrolières, agricoles et autres; par l'orientation spéculative des placements de l'oligarchie; par le très faible taux d'épargne indigène, dû au très bas revenu actuel de la population. L'importance de ce dernier facteur, pour la formation des capitaux, est cependant limitée par rapport aux deux autres facteurs.

Aussi longtemps que les exportations agricoles et minières de l'Amérique latine profitaient de la pénurie du marché mondial, durant la guerre et immédiatement après, la formation de capital monétaire indigène était ascendante et considérable.

Ce qui, avec d'autres facteurs, a favorisé une industrialisation accélérée.

Mais depuis que ces exportations souffrent de la baisse des prix et même relativement de leur volume, cette source de formation de capital indigène diminue.

Les structures féodocapitalistes et impérialistes surannées de l'Amérique latine empêchent d'autre part l'élargissement équilibré du marché intérieur. La majorité paysanne de la population est sans terre, ou avec peu de terre, sans aide adéquate de la part de l'Etat. Les salaires ouvriers sont généralement bas, tandis que manque une infrastructure développée (communications, énergie, constructions utilitaires diverses, etc.).

D'où un marché intérieur à la fois limité et désarticulé.

D'autre part, par le fait que l'économie dépend souvent de l'exportation d'une gamme très limitée de produits, sinon principalement d'un seul produit agricole ou minier, ces pays ressentent les récessions du marché mondial comme de véritables crises économiques et se débattent dans les affres d'une inflation chronique.

Ce qui n'est pas fait pour élargir le marché intérieur, ou pour favoriser la formation et l'investissement des capitaux indigènes.

Les frontières artificielles, héritage de la colonisation et de la domination impérialistes et des intérêts régionalistes de l'oligarchie compradore, empêchent également que le marché s'élargisse selon l'ampleur de son cadre naturel : l'Amérique latine toute entière, sinon pour commencer l'Amérique du Sud d'un côté, l'Amérique Centrale, le Mexique et les Caraïbes, de l'autre.

C'est l'impérialisme nord-américain qui s'oppose avec la plus ferme détermination au libre développement de la Révolution latino-américaine.

Les ressources agricoles, énergétiques et minières de l'Amérique latine, du Mexique à la Patagonie, en passant par les richesses du Venezuela et du Brésil, constituent pour son économie développée, qui est en train d'épuiser ses propres ressources nationales, des réserves absolument nécessaires.

D'autre part, l'Amérique latine est le plus important débouché pour les produits industriels et les capitaux de l'impérialisme américain.

Son intérêt stratégique est également vital pour celui-ci.

C'est l'impérialisme américain, ayant progressivement et grandement supplanté les impérialismes européens en Amérique latine, qui est devenu la force réactionnaire principale, alliée à l'oligarchie compradore, entravant le développement économique libre et équilibré de cette région et son industrialisation, et maintenant les structures sociales anachroniques, ainsi que la balkanisation extrême de cette région.

Cependant son emprise sur elle depuis la guerre ne cesse de rencontrer l'opposition violente et parfois victorieuse des forces nouvelles montantes de la Révolution latino-américaine. La concurrence interimpérialiste avivée, ainsi que celle commencée de la part des Etats ouvriers, minent également cette emprise.

Dans la mesure où, malgré tout, le développement économique et l'industrialisation de cette région sont continus et s'accroissent même depuis la guerre, la configuration sociale de ces pays se trouve sérieusement modifiée, et est de loin différente, plus développée, que dans les autres régions dépendantes du monde.

Outre la paysannerie — métayers, ouvriers agricoles ou paysans pauvres — qui constitue toujours la très grande majorité de la population et, outre également la petite bourgeoisie citadine considérable — intellectuels, employés, fonctionnaires, petits commerçants et artisans — il s'est formé un prolétariat industriel concentré et dynamique, particulièrement en Argentine, au Brésil, au Chili, au Mexique, ainsi que dans les centres miniers ou pétroliers du Chili, de la Bolivie, du Pérou, du Venezuela.

D'autre part, à côté de l'oligarchie terrienne et commerciale compradore classique, se sont formées des couches nouvelles de bourgeoisie nationale industrielle, qui aspirent à un développement économique plus libre, moins entravé par l'impérialisme et l'oligarchie. Ce sont ces couches qui, dans divers pays latino-américains, directement, ou par l'intermédiaire de régimes politiques bonapartistes, s'efforcent d'accaparer et de conserver le pouvoir politique, et de canaliser à leur profit le puissant mouvement anti-impérialiste et révolutionnaire des masses de la paysannerie, du prolétariat et de la petite bourgeoisie citadine radicalisée.

Mais la résistance de l'impérialisme et de l'oligarchie à de telles expériences est toujours très puissante. D'autre part, la bourgeoisie nationale elle-même est trop effrayée pour se fier à l'appui des masses révolutionnaires et est incapable de s'opposer radicalement à l'impérialisme et à l'oligarchie. Ce facteur politique, en interaction avec les difficultés économiques, l'acuité des contradictions sociales, et la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, est à la base de l'instabilité chronique et de la crise révolutionnaire quasi permanente qui caractérisent les pays latino-américains à l'étape actuelle.

La dictature des régimes de l'oligarchie compradore, appuyée sur l'armée et la police, s'avérant, dans la plupart des cas, désormais impossible ou inopérante, et le pouvoir de la bourgeoisie nationale pris entre l'opposition de l'impérialisme, de l'oligarchie, et du radicalisme du mouvement de masse, étant profondément instable, la crise politique en Amérique latine devient endémique. Elle reflète ainsi sur le plan politique la transformation révolutionnaire en cours de la société latino-américaine, pleine de contradictions, de discontinuités, de déséquilibres, dans le contexte international actuel de crise générale de l'impérialisme, de montée de la puissance économique et militaire des Etats ouvriers, de montée internationale de la Révolution coloniale. Le prolongement de l'instabilité et de la crise révolutionnaire des pays latino-américains, est, d'autre part, l'expression du retard ou, plutôt, d'une non maturation adéquate parallèle d'une direction prolétarienne révolutionnaire, capable de donner dans l'immédiat une issue victorieuse à cette crise.

Mais les conditions objectives sont éminemment favorables pour un tel mûrissement rapide et pour la formation d'une direction prolétarienne révolutionnaire de masse.

La situation objectivement révolutionnaire qui caractérise actuellement plus ou moins de façon générale l'Amérique latine, se reflète clairement aussi bien dans la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, que dans l'extrême division et l'acuité des antagonismes dans les classes dirigeantes.

La lutte ininterrompue du prolétariat argentin depuis la chute de Péron, le maintien des conquêtes fondamentales de la Révolution bolivienne depuis 1952, la montée de l'influence des Partis ouvriers au Chili, la chute des dictatures en Colombie, au Pérou, au Venezuela, la Révolution cubaine, la lutte commencée contre la dictature au Paraguay sont autant d'indices éloquentes de l'extrême puissance montante du mouvement révolutionnaire des masses.

D'autre part, les divisions dans les classes dirigeantes en Argentine, au Brésil, au Chili, en Bolivie et ailleurs, ainsi que l'incapacité de l'armée, instrument traditionnel de la dictature réactionnaire dans ces pays, d'intervenir efficacement et de dénouer la crise chronique, sont également des indices significatifs de la profondeur de l'instabilité et de la situation objectivement révolutionnaire qui caractérisent l'Amérique latine.

## LE PROGRAMME DE TRANSITION ET LES PRINCIPAUX PROBLEMES DE LA REVOLUTION LATINO-AMERICAINE

Le niveau auquel atteindra à l'étape prochaine la Révolution latino-américaine dépendra de la formation d'une direction prolétarienne révolutionnaire de masse capable de remplacer les équipes bourgeoises ou petites bourgeoises qui dirigent le mouvement révolutionnaire des masses.

Cette tâche est actuellement possible à condition que la tendance marxiste révolutionnaire opère avec audace et ingéniosité dans le mouvement des masses, en tenant compte des conditions particulières qui règnent dans chaque pays.

Combinant partout l'activité indépendante avec un travail entristé dans les formations prolétariennes ou même plébésiennes de masse à caractère révolutionnaire, elle aura pour tâche d'élaborer et de défendre un programme de transition au gouvernement ouvrier et paysan et au socialisme, qui comporte en particulier une réforme agraire radicale, distribuant la terre aux paysans qui la travaillent, et une aide étatique efficace aux organisations coopératives de ceux-ci;

un plan de développement économique et d'industrialisation sur la base d'une économie fondamentalement nationalisée et planifiée qui tienne compte des ressources du marché mondial et plus particulièrement du marché latino-américain unifié, de l'aide et des échanges avec les Etats ouvriers.

Sur le plan général latino-américain, le mot d'ordre des *Etats-Unis Socialistes d'Amérique latine* doit être inlassablement propagé.

Ce qui est partout nécessaire, ce n'est pas une propagande abstraite pour le pouvoir prolétarien et la Révolution socialiste, mais une réponse concrète aux problèmes vitaux de chaque pays à résoudre par le gouvernement ouvrier et paysan, appuyé sur les organisations ouvrières politiques et syndicales, et sur l'organisation des masses en milices et comités.

La réforme agraire doit tendre à distribuer les terres de l'oligarchie terrienne aux paysans qui les travaillent et à n'envisager dès le début leur exploitation collectiviste que dans les cas précis où des mœurs communautaires encore vivaces facilitent cette solution, ainsi que dans le cas des plantations que l'Etat transforme en exploitations collectives modèles gérées par le collectif de leurs travailleurs.

La réforme agraire, d'autre part, doit être accompagnée d'un programme d'aide précise de la part de l'Etat ouvrier, sur le plan technique et financier, favorisant l'exploitation coopérative des paysans.

Quant aux nationalisations, si celles des banques, des transports, des quelques entreprises-clés et du commerce extérieur sont dès le début indispensables, on procédera pour le reste, selon le critère de la continuité et de l'augmentation de la production, en se contentant éventuellement d'un contrôle de l'Etat sur les entreprises (y compris les entreprises étrangères).

Comme pour les pays dépendants moins développés que ceux de l'Amérique latine, dans cette région également une des principales ressources pour accélérer le développement économique et l'industrialisation selon un plan, est la mobilisation productive de l'immense main-d'œuvre d'une population actuellement largement inemployée et qui augmente à un taux des plus élevés du monde.

Or, seule la révolution radicale, conduite par le prolétariat, sous le pouvoir du gouvernement ouvrier et paysan, peut créer le cadre moral et pratique nécessaire pour une telle mobilisation.

L'élaboration du Programme de Transition politique concret doit aller de pair avec la recherche de la voie organisationnelle transitoire vers le Parti révolutionnaire de masse.

Le but dans ce domaine doit être actuellement partout en Amérique latine, de former des organisations politiques de classe, ayant une influence de masse, distinctes des formations les plus avancées de la bourgeoisie nationale ou de la petite bourgeoisie radicale, qui accaparent la direction de la révolution. Une caractéristique de la Révolution latino-américaine, plus accentuée qu'ailleurs, est le rôle important, y compris le rôle politique, joué dans plusieurs pays latino-américains par le mouvement syndical (Argentine, Bolivie, Chili en particulier).

Dans tous ces pays la bourgeoisie nationale a cherché à domestiquer les syndicats en tant que force pour lutter contre ses adversaires et pour se développer.

Pour contrecarrer cette tendance et pour exploiter pleinement l'importance sociale et politique acquise par les syndicats, il est nécessaire de propager systématiquement l'idée du *Parti ouvrier de masse basé sur les syndicats*.

D'autre part, afin de renforcer la puissance propre du mouvement syndical, il faut préconiser l'unification syndicale dans chaque pays (un seul syndicat par branche industrielle, une seule Centrale syndicale) et lutter pour elle ainsi que pour la création d'une Confédération syndicale latino-américaine autonome.

Le potentiel révolutionnaire énorme de la paysannerie latino-américaine sans terre, s'est démontré aussi bien en Bolivie, qu'au Brésil, en Colombie, en Amérique Centrale, et surtout à Cuba.

Si une attention toute particulière n'est pas accordée à cette question de la part de la tendance marxiste révolutionnaire, la mobilisation révolutionnaire du prolétariat risque de rester inopérante.

La mobilisation révolutionnaire des paysans est possible sur la base d'une propagande systématique du programme d'une réforme agraire radicale et d'un travail non moins systématique parmi eux, qui enracinera l'organisation révolutionnaire dans les campagnes et créera des cadres paysans. Mais, surtout, il est nécessaire de saisir un moment politique propice, pendant la période de fermentation révolutionnaire aiguë, pour organiser et déclencher audacieusement une lutte armée des paysans pour la terre et pour la lier aux mobilisations ouvrières.

Par la suite, la guerrilla paysanne peut s'avérer comme un puissant stimulant durable des luttes ouvrières et enlever à l'ennemi de classe l'avantage d'une éventuelle défaite partielle ou d'une récession du mouvement ouvrier.

La tendance marxiste révolutionnaire possède en Amérique latine un terrain plus propice qu'ailleurs pour son développement rapide.

Malgré les conditions objectives favorables, ni les Partis socialistes existants, ni les Partis communistes, n'ont pris profondément racine dans les masses.

Leur politique opportuniste, timorée, à la remorque de la bourgeoisie, ne correspond pas aux aspirations révolutionnaires des masses latino-américaines et à l'urgence d'une solution radicale.

Sous la poussée du puissant mouvement révolutionnaire des masses, les divisions et la crise au sein des classes dirigeantes, l'affaiblissement international de l'impérialisme, la puissance et le prestige ascendant des Etats ouvriers, certains Partis socialistes développent actuellement des ailes centristes de gauche importantes (Chili, Uruguay, Argentine).

Les Partis communistes, par contre, sont axés sur le but unique d'exercer une pression sur l'impérialisme américain au profit des intérêts momentanés de la diplomatie soviétique en misant exclusivement sur l'antagonisme tout relatif entre la bourgeoisie nationale et cet impérialisme. D'où l'abandon de leur part de toute politique autonome de classe, et le déploiement d'une politique ultra-opportuniste qui les relègue au rôle de comparses impuissants, sans prestige et invariablement « trahis », des différents politiciens de la bourgeoisie, en quête d'une couverture à « gauche » très appréciée.

## LES SITUATIONS PARTICULIERES

Dans le contexte actuel, généralement objectivement révolutionnaire, de l'Amérique latine, se détachent les situations plus particulières de l'Argentine, de la Bolivie, du Venezuela, de Cuba.

En Argentine, la combattivité spontanée de la classe ouvrière depuis la chute de Peron n'a d'égale que celle des masses au Japon.

Dans ces conditions la stabilisation du régime est constamment remise en cause, mais également sans que les masses arrivent à donner une issue révolutionnaire à la crise chronique du pays. Seule la création d'un parti politique de classe basé sur les syndicats, qui saura saisir un moment propice pour organiser les masses en Comités et en Milices, mobiliser les paysans et le prolétariat agricole et orienter toute la lutte vers le gouvernement ouvrier et paysan, peut sortir le pays de l'impasse.

A divers moments, dans la situation créée par la mobilisation révolutionnaire du prolétariat argentin, sont apparus des éléments, potentiellement du moins, de *double pouvoir*, qui vont également très probablement apparaître à nouveau.

Il faut œuvrer pour que ces éléments prennent une forme organisationnelle précise (Comités, Milices, Guerrilla). La propagande décuplée dans une telle situation pour le *parti ouvrier basé sur les syndicats* peut alors donner des résultats plus substantiels, basculant l'aile radicale des syndicats péronistes dans cette direction, ce qui accélérerait par interaction tout le processus révolutionnaire dans le pays.

Car se trouvant actuellement ankylosé dans l'impasse d'une activité de type largement syndicaliste révolutionnaire, du point de vue politique il risque à la longue d'épuiser, au moins momentanément, l'intérêt activiste des masses, et de provoquer une stabilisation temporaire et toute relative de la dictature ouverte ou camouflée appuyée essentiellement sur l'armée.

En Bolivie, on assiste à un nouvel essor relatif du mouvement révolutionnaire des masses qui s'exprime dans les sanglantes défaites subies aussi bien par la Rosca que par l'aile droitiste du M.N.R. parmi les paysans et les mineurs. Mais, faute d'un affermissement suffisant du parti révolutionnaire, ce nouvel essor risque d'être accaparé encore une fois par l'aile centre gauche du M.N.R. (Paz Estensoro), secondée par la direction centriste de la C.O.B. (Lechin), gauche du M.N.R.

C'est la puissance du mouvement révolutionnaire des masses qui a permis le maintien des conquêtes fondamentales de la Révolution, et qui a repoussé jusqu'ici victorieusement tous les assauts de la réaction ouverte et de la droite pro-impérialiste du M.N.R.

C'est la faiblesse du parti révolutionnaire qui a empêché que la Révolution aboutisse au gouvernement ouvrier et paysan.

Dans la perspective d'un retour au pouvoir de l'alliance centriste Paz Estensoro-Lechin et du contexte favorable actuel latino-américain, une nouvelle montée des masses est inévitable.

Il faut profiter de cette situation pour faire passer toute la région minière sous une gestion ouvrière effective (Comités et Milices) et pour généraliser la réforme agraire sous la pression des milices et des syndicats paysans, et pour imposer un plan économique tenant compte des ressources réelles du pays, y compris de sa force de travail, de l'aide des Etats ouvriers et des échanges avec eux.

Le mot d'ordre du Congrès Extraordinaire de la C.O.B., pour régler, avec l'aide des Comités et des Milices, la question du pouvoir, de la réforme agraire et du plan économique, peut dans ces conditions redevenir actuel. La clé de ce développement possible et nécessaire reste cependant l'affermissement du Parti sur l'échelle nationale, et particulièrement parmi les mineurs et les paysans où doit résider l'essentiel de son activité quotidienne, et de sa direction.

Au Venezuela, le parti porté au pouvoir par les masses révolutionnaires doit faire face à la pression impérialiste et à celle venant des masses avides d'une transformation radicale, d'un aboutissement réel de la révolution commencée. L'expérience du passé dans ce pays a démontré qu'invariablement tous les gouvernements, aussi « révolutionnairement » qu'ils aient commencé leur carrière,

succombent à la pression de l'impérialisme yankee et de ses intérêts énormes dans les richesses pétrolières et minières fabuleuses du Venezuela.

L'Action Démocratique est une formation hétéroclite, rappelant l'Apra ou le M.N.R., à direction petite bourgeoisie radicale, et qui se différencie déjà entre une aile réactionnaire et pro-impérialiste et une aile plus perméable à l'influence de sa base radicale.

Sans l'organisation de Milices ouvrières et paysannes et de Comités, il s'avèrera impossible d'obliger ce parti et le gouvernement d'élargir les conquêtes de la révolution, de procéder à une véritable réforme agraire, de nationaliser les richesses pétrolières et minières du pays, de promulguer un plan de développement diversifié et rapide de l'économie, bénéficiant des ressources financières considérables du pays, et de défendre ainsi efficacement la Révolution contre les nouveaux assauts inévitables de l'impérialisme et de la réaction.

Le travail entriste de la tendance marxiste révolutionnaire au sein de l'aile gauche de l'A.D. doit tendre à préconiser la formation d'un Parti ouvrier basé sur les syndicats.

## CUBA

Les réalisations et les enseignements de la Révolution cubaine, pointe avancée de toute la Révolution latino-américaine, sont déjà nombreux et importants.

La Révolution cubaine a démontré l'efficacité de la guerrilla basée sur le soutien actif d'une paysannerie pauvre avide d'une réforme agraire radicale, combinée à la mobilisation des masses prolétariennes et petite bourgeoises des centres urbains, y compris à une étape donnée sous forme d'action armée par des équipes restreintes entourées de la sympathie et de la protection de la population.

La Révolution cubaine, sous l'impulsion des masses révolutionnaires paysannes, prolétariennes et petites bourgeoises citadines radicalisées, et devant la compromission extrême des forces compradore avec la dictature sanglante qui a été renversée, évolue rapidement et puissamment en tant que Révolution Permanente, malgré sa direction officielle disparate et le manque d'un Parti révolutionnaire de masse.

La direction de la Révolution cubaine, épurée de toute une série d'éléments carrément bourgeois-libéraux, est à l'étape actuelle une équipe jacobine soumise, à des degrés divers, à l'influence révolutionnaire des masses.

C'est-à-dire une équipe qui, malgré son origine sociale et son idéologie non prolétarienne, s'est vue obligée d'aller au-delà du cadre capitaliste et de miner sérieusement l'équilibre de celui-ci. Mais elle n'a pas encore renversé ce régime, et elle ne pourra pas le faire en tant que telle, sans la création d'un Parti révolutionnaire de masse, lié aux Milices, aux Comités et aux syndicats de masses.

Par l'ampleur déjà prise par la réforme agraire, par les quelques mesures de nationalisation des entreprises impérialistes étrangères, par l'épuration profonde de l'appareil étatique, par la création des Milices et des Tribunaux Populaires, etc., la Révolution cubaine est déjà largement sortie du cadre capitaliste, sans l'avoir encore complètement brisé et remplacé par un Etat de type nouveau, basé sur une économie nationalisée et planifiée.

Ce qui importe à l'étape actuelle n'est pas tellement le parachèvement des mesures économiques et sociales qui scelleront le renversement du régime féodo-capitaliste, mais l'organisation d'un pouvoir politique prolétarien, par l'extension et l'institutionnalisation des Milices, des Tribunaux Populaires, et l'organisation des Communes et des Comités, en tant qu'organes de pouvoir local.

Les mesures économiques et sociales, dans le sens d'une économie nationalisée et planifiée effective, peuvent dans ce cas s'échelonner selon le renforcement intérieur et international de la révolution, sans provoquer des réactions prématurées de l'impérialisme yankee, et sans que la production en souffre démesurément. La clé de l'évolution victorieuse de la Révolution cubaine réside, à l'intérieur, dans la formation rapide du Parti révolutionnaire de masse à programme prolétarien et socialiste clair, intégrant tous les éléments révolutionnaires valables du pays, et, à l'extérieur, dans l'organisation internationale de la défense de la Révolution cubaine, particulièrement dans les pays de l'Amérique latine.

L'écho et les répercussions de la Révolution cubaine dans toute cette région sont déjà énormes et iront croissant.

Des efforts acharnés de la part de l'impérialisme yankee et de l'oligarchie compradore latino-américaine sont donc à prévoir en vue d'abattre par tous les moyens le régime révolutionnaire cubain, ou de l'amener à capituler et à s'embourgeoiser.

Pour cette raison, le salut de la Révolution cubaine se trouve en définitive dans le maintien d'une défense effective de celle-ci dans les pays latino-américains, dans une claire indication à l'adresse de l'impérialisme yankee que toute intervention militaire de sa part à Cuba, soulèverait un véritable ouragan dans toute l'Amérique latine, dans l'extension enfin de la Révolution à d'autres pays de l'Amérique latine.

Le mouvement d'organisation des Comités de Défense de la Révolution cubaine, ainsi que des corps de volontaires, doit s'étendre rapidement dans toute l'Amérique latine.

## III<sup>e</sup> PARTIE

### La Révolution coloniale et la IV<sup>e</sup> Internationale

Un des aspects les plus positifs de la Révolution coloniale est le fait que des masses énormes de l'humanité, misérables, incultes, passives, hier encore écrasées par l'exploitation de l'impérialisme et des classes dirigeantes compradores, se sont mises en mouvement irréversible et irrésistible pour la conquête d'un niveau matériel, culturel et social, conforme aux possibilités actuelles de l'humanité.

De ce point de vue une transformation qualitative s'est déjà produite dans l'humanité par le réveil révolutionnaire aux aspirations civilisatrices les plus élevées, et par les conséquences sociales de ce réveil sur le statut par exemple de la femme, de la famille, qui est en train de changer radicalement. L'humanité tout entière profite déjà de cette transformation qualitative par la révolution des masses qui ont si longtemps vécu à la périphérie de la civilisation et accélère, de ce fait, son mouvement général vers la nouvelle civilisation socialiste.

Certes, il n'est pas question d'embellir exagérément le fait que la Révolution coloniale occupe à l'étape historique actuelle l'avant-garde de la révolution mondiale.

Les marxistes révolutionnaires sont également pleinement conscients des inconvénients que comporte le retard de la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés pour l'élévation du niveau idéologique des masses, la création de véritables Partis marxistes révolutionnaires de masse, pour surmonter les phénomènes de bureaucratiation dans le mouvement et les Etats ouvriers, et pour la construction rapide du socialisme qui soit immédiatement profitable aux masses, et non pas dans un avenir lointain.

Mais il s'agit de toute façon de partir des réalités historiques actuelles et d'en tirer le meilleur parti.

Il est maintenant clair que le processus de la Révolution mondiale se développe de la périphérie des pays coloniaux et dépendants, ainsi qu'en partant des Etats ouvriers existants, vers les pays capitalistes de l'Europe et très probablement vers les Etats-Unis en dernier lieu.

La IV<sup>e</sup> Internationale, héritière des traditions et des principes révolutionnaires de la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine et de Trotsky, ne peut, dans ces conditions que porter chaque fois tout naturellement l'essentiel de son activité dans le domaine vivant de la Révolution, là où luttent les masses et les peuples les plus opprimés et les plus exploités du monde.

Pour des raisons historiques valables, la IV<sup>e</sup> Internationale s'est développée pendant toute une période, étant axée surtout sur les pays capitalistes avancés, considérés jusqu'à la veille de la dernière guerre comme l'épicentre n° 1 de la révolution mondiale.

Actuellement, il est nécessaire que la IV<sup>e</sup> Internationale réorganise ses activités en tant qu'Internationale en fonction du secteur principal de la révolution mondiale qui est la Révolution coloniale et porte dans ce domaine, et pendant toute une période, l'essentiel de ses efforts.

L'avenir immédiat de l'Internationale réside dans des pays et des régions comme l'Inde, l'Indonésie, le Japon, les pays arabes, l'Afrique Noire, l'Amérique latine, où des gains importants et rapides sont possibles.

La IV<sup>e</sup> Internationale doit se montrer capable d'organiser dans tous ces domaines des forces valables qui, en dehors de tout sectarisme, se lient au mouvement révolutionnaire des masses et répondent efficacement à ses aspirations.

La dégénérescence opportuniste extrême de la social-démocratie à la remorque de l'impérialisme moribond, et du stalinisme à la remorque de la bureaucratie soviétique conservatrice, laissent le domaine de la Révolution coloniale grandement ouvert à l'audace stratégique et pratique, à l'ingéniosité tactique des organisations révolutionnaires de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est par sa fusion intime totale avec la lutte libératrice des masses et des peuples les plus déshérités du monde que la IV<sup>e</sup> Internationale prouvera sa pleine justification historique et imposera son rôle d'avant-garde révolutionnaire dirigeante.

### Déclaration du Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la libération de l'assassin de L. Trotsky

L'assassin de Léon Trotsky a été libéré vingt ans après avoir commis son crime et a quitté le Mexique, en direction de la Tchécoslovaquie, avec un passeport délivré par les autorités tchécoslovaques au nom de Vandendreschd, un des prétendus noms du prétendu Mornard.

L'assassinat de Trotsky fut le point culminant de la sanglante répression de Staline contre les bolcheviks. Il survint après les monstrueux procès de Moscou, les épurations

massives de communistes soviétiques et étrangers en U.R.S.S., les répressions sanglantes par les staliniens de révolutionnaires en Espagne, les assassinats et les morts suspects de communistes oppositionnels (dont Ignace Reiss, Rudolf Klement, Leon Sedov, fils de Trotsky). Il survint quelques semaines après une tentative manquée contre la vie de Trotsky, commise au Mexique par des staliniens notoires, dont le peintre Siqueiros.

Politiquement, il n'y avait aucun doute que le crime avait été ordonné par Staline. Devant le tribunal mexicain, l'assassin, qui n'avait jamais été membre d'une section de la IV<sup>e</sup> Internationale ou d'une organisation communiste oppositionnelle, plaida qu'il avait été un trotskyste déçu de l'activité contre-révolutionnaire que Trotsky voulait lui faire exécuter : en rééditant le thème que le Guepeou avait imposé aux accusés des procès de Moscou dans leurs « aveux », l'assassin apportait une nouvelle preuve quant aux instigateurs du crime. A la suite des témoignages entendus, le tribunal rejeta l'explication donnée par l'assassin.

Mais, à ce procès, en 1943, l'identité exacte de Mornard n'avait pas encore été établie. Aussi ses liens avec les services du N.K.V.D. ne purent être établis d'une manière juridiquement incontestable. Il ne faut pas oublier que cette période de guerre était peu propice à la recherche et à la manifestation de la vérité. Il suffit de rappeler que, pendant cette période, les autorités des Etats-Unis ont fait maintenir sous le boisseau le « Staline » écrit par Trotsky.

Depuis lors, les autorités mexicaines ont poursuivi leurs recherches, dont les résultats communiqués à des écrivains comme Gorkin et I. Don Levine, ont été portés par ceux-ci à la connaissance du public. Photographies, empreintes digitales, etc... ont permis d'établir sans aucune contestation possible que Mornard s'appelle en réalité Ramon Mercader del Rio, qu'il était membre du P.C. espagnol, que sa mère, Caridad Mercader, était un agent des services spéciaux du N.K.V.D., amie d'un des plus hauts chefs de celui-ci, le général Leonid Eitington, et que Caridad Mercader et Eitington s'enfuirent précipitamment du Mexique le jour même de l'assassinat de Trotsky. Indiquons que le général Eitington fut liquidé en même temps que Beria, après la mort de Staline.

Nous laissons de côté le témoignage de Enrique Castro Delgado, ancien membre du Bureau Politique du P.C. espagnol, qui déclare que, dans des conversations à Moscou au cours de la guerre, Caridad Mercader lui a dit qu'elle avait fait employer son fils par le N.K.V.D., qu'il était le Mornard qui avait tué Trotsky et qu'il avait pour cela été décoré de l'Ordre du Drapeau Rouge. Nous ne doutons pas de la véracité du témoignage de Delgado, d'autant plus que Caridad Mercader, dès la libération du prétendu Mornard, s'est dérobée à des demandes de journalistes parisiens et a disparu de son domicile.

Les seules données rassemblées par les autorités mexicaines constituent un faisceau convergent de faits juridiquement probants quant à la source même du crime.

Mais un fait nouveau vient s'ajouter, qui est, pourrait-on dire, la signature authentique des instigateurs du crime. Mornard s'était tu pendant vingt ans de prison ; il fallait à ceux-ci la certitude qu'il se taise une fois libre. Pour qu'il sorte sans esclandre de prison et disparaisse, il a obtenu des autorités tchécoslovaques un passeport. Celles-ci n'avaient aucune raison administrative de montrer une générosité sans précédent, et probablement sans lendemain, pour une personne qui ne s'était jamais revendiquée de leur pays. Il n'y a qu'une seule explication sérieuse, incontestable. En remettant un vrai passeport au prétendu Mornard ou Vandendreschd, elles ont évité qu'apparaissent publiquement les autorités soviétiques, désireuses de brouiller les traces du crime commis par Ramon Mercader il y a vingt ans, sur l'ordre de Staline.

Nous ne sommes pas intéressés au sort qu'elles réserveront à leur agent, mais à la vérité historique.

Au 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'Union soviétique, Khrouchtchev avait reconnu une partie des crimes de Staline. Mais les plus grands noms de la Révolution d'Octobre et de l'Internationale Communiste — Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rakovsky — n'ont jamais été réhabilités, et maintenant, le gouvernement soviétique vient de montrer qu'il veille à ce que ne soit pas connue la vérité sur l'assassinat de Trotsky.

Pour s'excuser de l'obéissance aux ordres criminels de Staline pendant de longues années, Khrouchtchev a déclaré que toute résistance à Staline eut été réprimée et que le peuple ne l'eut pas comprise. Etranges justifications pour quelqu'un qui se prétend un leader communiste, que de craindre la répression et de ne pas être immédiatement compris des masses ! Mais, aujourd'hui, alors qu'il ne craint plus la répression et qu'il ne se fait comprendre des masses, il veut empêcher que la vérité soit connue sur l'assassinat de celui qui fut l'âme de la résistance des révolutionnaires soviétiques à l'étranglement de la démocratie ouvrière par Staline.

Le passeport tchécoslovaque remis à Ramon Mercader ne confirme donc pas seulement que Staline a été celui qui a ordonné l'assassinat de Trotsky, il révèle aussi que la bureaucratie de Moscou, devenue « libérale », garde à son compte le crime de Staline contre le compagnon de Lénine, contre l'organisateur de l'Armée Rouge, contre le champion du bolchevisme en lutte contre le stalinisme montant.

L'énorme édifice de mensonges dressé par Staline s'est rapidement écroulé peu de temps après sa mort. Les ruses, les petits moyens, les mensonges par omission ou par demi-vérités des bureaucrates « libéraux », seront tout aussi impuissants à arrêter la marche en avant de la société soviétique. Le retour à Lénine, ce sera la dénonciation totale des crimes staliniens et le rétablissement de la démocratie soviétique.

Mai 1960.

## UN MESSAGE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE AU ZENGAKUREN

Le Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> a adressé au Zengakuren la lettre suivante :

Chers camarades,

Nous suivons avec le plus grand enthousiasme la lutte splendide des masses japonaises contre l'impérialisme américain.

Nous admirons tout particulièrement la contribution décisive du mouvement étudiant sous la direction du Zengakuren qui, comme tous les ouvriers et intellectuels avancés l'ont compris, joue le rôle de véritable avant-garde.

En honorant respectueusement les jeunes tombés dans votre lutte héroïque, nous sommes heureux de vous adresser les saluts fraternels de la IV<sup>e</sup> Internationale qui tient à vous exprimer son entière solidarité révolutionnaire.

Vivent les masses japonaises ! Vivent les étudiants japonais ! Vive le Zengakuren !

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### FRANCE

#### Forte minorité contre Guy MOLLET

Le Parti socialiste vient de tenir son 52<sup>e</sup> Congrès, le premier après la scission qui a donné naissance au P.S.U. La gauche étant partie, il aurait pu sembler que Mollet dominerait le Congrès sans partage. Il n'en fut rien. La principale question était bien entendue celle de l'Algérie. La tendance ultra, de Lacoste et Lejeune, qui dans le passé sans l'emporter marquait tout de même le Parti socialiste eut cette fois-ci un nombre de suffrages minuscule (moins de 5 %). La direction Mollet n'obtint sur sa résolution algérienne (pro de Gaulle) que 55 % des mandats. Et près de 40 % de ceux-ci se portaient sur une

résolution Gazier-Defferre qui, sans être d'une grande audace, se prononçait cependant pour une négociation politique avec le F.L.N.

Sur le plan de la politique générale, la « gauche » de Gazier, qui demande une rupture avec le régime gaulliste n'obtient plus que 27 % des voix. Par conséquent, il apparaît au sein même du P.S. que les courants pour la négociation avec le F.L.N. s'étendent même auprès de gaullistes plus ou moins nettement affichés; ceci reflète la montée dans tout le pays du désir de négociations avec le G.P.R.A.

#### Les réfractaires

Nous invitons nos lecteurs à lire sur la question des réfractaires ce que « La Vérité des Travailleurs » a exposé en détail. L'opposition de plus en plus grande dans la jeunesse universitaire à la guerre d'Algérie s'est non seulement exprimée à l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.), comme nous l'avions déjà mentionné dans le précédent numéro de « Quatrième Internationale », mais au sein de cette jeunesse se sont formés des courants qui se refusent au service militaire, non par objection de conscience, mais parce qu'ils jugent cette guerre injuste. On donne le chiffre de 2 à 3.000 réfractaires, et on comprend que cela inquiète les gouvernants.

La « gauche », y compris la direction du P.C.F., a quasi unanimement condamné ces jeunes qui se mettent « hors de

la communauté nationale ». Cette prise de position de gens qui se prétendent responsables a été vivement critiquée dans des milieux assez étendus, de jeunes et d'universitaires, et il a fallu à la « gauche » discuter, après avoir condamné.

Ces réfractaires, comme les intellectuels qui ont compris que la victoire du socialisme contre le régime gaulliste était liée à la lutte et à la victoire de la Révolution algérienne attestent que la révolution coloniale commence à se montrer plus puissante que les manœuvres des directions traditionnelles installées dans la société capitaliste.

Signalons aussi que, de plus en plus, se multiplient les publications les plus diverses (livres, brochures, journaux, bulletins, tracts) qui passent outre à la légalité bourgeoise.

### ETATS-UNIS

#### Mort d'Albert GOLDMAN

Nous apprenons la mort d'Albert Goldman à l'âge de 63 ans. Il avait été membre des I.W.W. en 1919 et adhéra au P.C. américain en 1920. Ouvrier tailleur et militant syndical, il suivit des cours du soir et devint avocat en 1924. Il fut dès lors au service du mouvement ouvrier contre

les nombreux traquenards légaux du gouvernement américain et des patrons.

En 1933, il fut exclu du P.C. pour son opposition de gauche, et adhéra à l'organisation trotskyste. Il fut en 1937 l'avocat de Trotsky devant la Commission d'en-

quête internationale sur les procès de Moscou, présidée par le Professeur John Dewey.

Pendant la guerre, il fut un des 18 dirigeants trotskystes poursuivis et condamnés à Minneapolis, en vertu de la loi

Smith. A ce procès il fut à la fois accusé et principal avocat.

Après la guerre, en 1946, il rompit avec le trotskysme, et rejoignit la social-démocratie. Les meilleures années de sa vie furent celles qu'il vécut comme pionnier nationale aux Etats-Unis.

### CONGO

#### L'indépendance du nouvel État africain

(Ce texte nous avait été adressé avant que se produisent les événements qui ont suivi de peu la proclamation de l'indépendance.)

Le 30 juin, la République du Congo (ex-Congo belge) est née comme Etat indépendant. La naissance avait été précédée par des élections générales assez normales, la constitution d'un gouvernement dirigé par Patrice Lumumba, et l'élection de Joseph Kasavubu comme Président de la République.

La présence du roi des Belges à la cérémonie de la proclamation de l'indépendance indique très clairement que le transfert du pouvoir aux leaders politiques congolais a lieu dans des conditions qui laissent intacts le règne des sociétés coloniales belges ainsi que la grande influence des capitalistes belges parmi les cercles politiques du pays. En fait, l'armée du Congo continue à employer des officiers belges; une petite minorité seulement parmi les officiers est formée d'Africains.

L'indépendance du Congo est survenue très rapidement. Bien que ce soit un des pays africains des plus industrialisés (un tiers des adultes hommes est composé de salariés), le Congo est politiquement très arriéré, les colonialistes belges ayant délibérément étouffé toute formation d'un mouvement politique indigène et d'une *intelligenza* congolaise. Au moment où l'indépendance est proclamée, il n'y a pas dans le pays plus d'une douzaine de diplômés d'Université, et pas un seul docteur, polytechnicien ou architecte africain.

Le mouvement politique organisé n'a que deux ans. A l'exception du M.N.C. (Mouvement National Congolais) de Patrice Lumumba, qui a reçu 25 % des voix aux élections, toutes les organisations politiques sont de nature tribale. Le mouvement syndical est très faible, et ne rassemble que moins de 10 % des salariés. Plusieurs mouvements tribaux sont des instruments directs des grands capitalistes belges, par exemple le Conakat dans la riche province minière du Katanga, directement lié au trust belge l'Union Minière.

Aussi la remise de l'indépendance est-elle, de la part des capitalistes belges, plus un mouvement préventif qu'une capitulation devant un mouvement de masse, bien que la pression de masse pour l'indépendance ait grandi constamment depuis deux années, et qu'elle ait été appuyée par celle du mouvement ouvrier belge, lequel

s'est montré résolu à s'opposer à toute expédition coloniale. Mais au moment où l'indépendance est accordée, il n'y a pas encore au Congo une situation révolutionnaire qui nous permettrait de prédire un processus de révolution permanente.

La constitution du gouvernement fut dominée par la crainte d'une balkanisation du pays par les groupes tribaux rivaux. Aussi pratiquement toutes les organisations tribales ont leurs représentants au pouvoir. Le Président de la République, Kasavubu, est le leader de la plus forte organisation tribale, celle du peuple Bakongo, vivant près de l'embouchure du fleuve Congo. Le régime des colons blancs de la Rhodésie, parent de celui de l'Afrique du sud, a essayé vainement jusqu'à présent de stimuler des mouvements séparatistes au Katanga.

Même l'organisation de Lumumba, le M.N.C. n'exerce d'influence réelle que dans trois provinces sur six, et ce dans l'une d'elles sur une large base tribale. Dans ces conditions, il est probable que, pour une certaine période, il n'émergera pas de réelle force unificatrice dans le pays, ce qui facilitera l'action des forces colonialistes belges.

Mais, d'autre part, l'influence de gauche dans le premier gouvernement congolais est plutôt impressionnante. Les leaders de quelques groupes tribaux sont de gauche, se disent marxistes et ont récemment visité Pékin. Trois d'entre eux, dont le vice-président du gouvernement, sont étroitement liés au régime de la Guinée, et servent de contrepoids à l'influence pro-impérialiste provenant du Ghana. Lumumba lui-même est étroitement lié à Nkrumah.

Les premières répercussions internationales de l'indépendance du Congo se sont déjà fait sentir dans la colonie portugaise de l'Angola, où une situation révolutionnaire mûrit rapidement et où la dictature de Salazar envoie des renforts militaires. Les partis nationalistes qui y sont moins affectés par le tribalisme qu'au Congo ont constitué un Conseil National illégal et demandent une reconnaissance immédiate et des négociations avec le gouvernement portugais en vue d'obtenir l'indépendance au plus tôt.

**BRESIL****Nouvelle crise dans le P. C.**

La crise du P.C. brésilien s'est considérablement accentuée dans les derniers mois, du fait du soutien de la candidature à la présidence de la République du politicien bourgeois Lott, lequel entre temps a évolué encore plus à droite. Les critiques avaient pris de telles formes que la direction ne pouvait éviter plus longtemps une discussion ouverte; elle le fit, sous une forme étriquée, en convoquant le 5<sup>e</sup> Congrès du parti et en ouvrant une discussion publique.

Dans la « Tribuna de Discussion », deux tendances à la direction se sont manifestées. L'une, officielle, soutient la ligne droite suivie par le parti depuis la crise de 1956-57. L'autre est à gauche, et est représentée par Mauricio Graboïs. Il y a une troisième tendance, droite, qui est restée silencieuse pour le moment.

Dans son document, intitulé « Deux conceptions, deux orientations politiques », Graboïs qualifie la politique du parti « d'orientation tactique opportuniste de droite », « exagérant l'importance du développement capitaliste » auquel cette orientation est subordonnée. La déclaration du parti de 1958, dit-il, « tient presque exclusivement compte des intérêts de la bourgeoisie, et mène au renforcement de ses porces politiques. » Critiquant la politique de fronts uniques non seulement avec la bourgeoisie nationale, mais même avec des propriétaires féodaux et des agents directs de l'impérialisme yankee, il explique qu'il « sera difficile sinon impossible d'attirer les grandes masses paysannes à un front unique dans lequel participent des propriétaires fonciers. » Graboïs dénonce l'abandon de toute agitation pour la réforme agraire. Il montre que la campagne pour « un front unique national et démocratique » se réduit à la recherche d'une alliance avec la bourgeoisie nationale, en ignorant les paysans et la petite bourgeoisie.

Dans la question du pouvoir, il reproche à la direction de croire que la démocratisation est une tendance permanente dans la vie du pays, « conséquence du développement capitaliste », ce qui, dit-il, est « une thèse typiquement révisionniste ». Il nie la possibilité des « voies pacifiques » et signale l'abandon complet des méthodes d'illégalité dans la vie du parti.

Pour lui, la Révolution brésilienne a pour but de « créer un Etat démocratique, un gouvernement démocratique et anti-impérialiste, différent dans sa composition de classe et ses objectifs, de tous les gouvernements brésiliens antérieurs. » Un tel gouvernement serait un « pouvoir de front unique des forces démocratiques et anti-impérialistes dirigé par la classe ouvrière. » Il trouve son origine dans le fait que le prolétariat tend à diriger les forces révolutionnaires et aussi dans le fait que la révolution, bien que n'étant pas

socialiste, est une partie intégrante de la révolution socialiste mondiale. »

Pour Graboïs, la direction voit les problèmes de la révolution brésilienne du point de vue de la bourgeoisie et a ouvert le parti à l'influence de la bourgeoisie, tout en abandonnant pratiquement l'éducation marxiste.

Cette intervention de Graboïs acquiert son importance du fait qu'il est lui-même un vieux bureaucrate et qu'il a ainsi ouvert la discussion.

Plusieurs interventions ont eu lieu de droite et de gauche. Même un droitier, comme Carlos Danielli, est obligé de révéler une situation grave :

« Dans la lutte contre le trust américain « American Can », nous avons correctement cherché une alliance avec la bourgeoisie industrielle nationale, qui a mis pour condition que dans ses usines nous ne formulions pas les revendications des ouvriers. L'acceptation de cette proposition a eu pour conséquence que les ouvriers disent que nous les avons vendus aux patrons. »

A gauche, Pedro Pomar, dans un article intitulé « Analyse marxiste ou apologie du capitalisme ? », dénonce l'absence de lutte contre le traité militaire :

« Pendant la visite d'Eisenhower au Brésil, notre absence était si criante qu'elle devint incompréhensible non seulement aux communistes mais aussi aux patriotes. »

Des militants de base se sont aussi exprimés. Luiz Alves Silva, s'appuyant sur l'exemple de Cuba, écrit :

« Enfin qu'y a-t-il de plus important pour le peuple : avoir une réforme agraire faite sous n'importe quel drapeau de les bras ouverts à la bourgeoisie progressiste... ? »

Un camarade dénonce le monolithisme, et propose que soient associés à la discussion tous les groupements hors du P.C. qui ont le même objectif socialiste.

L'intervention la plus claire est celle de Mario Bastos. Demandant la participation la plus large de la base, il propose de prolonger d'un an la discussion :

« Il n'y a pas eu moins de 25 ans depuis que s'est tenu le 4<sup>e</sup> Congrès du parti. Le programme et les statuts qui furent alors approuvés furent immédiatement mis de côté. Ils ne pouvaient être mis en application. Pour être capable d'agir, le parti du adopter des directives et des mesures contraires à l'essence même des thèses contenues dans le programme. Nous ne tomberons pas cette fois-ci dans la même erreur. »

Ajoutons que les idées trotskystes se frayent un chemin dans cette discussion. L'organe trotskyste « Frente Operaria » circule librement dans le Parti communiste. Il y a de bonnes perspectives pour le communisme au Brésil.

**URUGUAY****Dans le Parti socialiste**

La crise en Amérique latine se reflète dans tous les partis ouvriers en Uruguay. En janvier dernier, le 32<sup>e</sup> Congrès du Parti socialiste a décidé de sortir de la 2<sup>e</sup> Internationale. Il s'est prononcé également pour un « front de gauche », « sans communistes ni trotskystes ». Mais près de la

moitié du Congrès s'est prononcée pour un « front ouvrier ». En outre, le Congrès a élu un Comité national exécutif dans lequel la gauche dispose de 9 sièges sur 15, et le secrétaire du parti, Trias, est le « théoricien » de la gauche, et il traduit sous une forme très déformée les pressions de la révolution coloniale.

**AUSTRALIE****Conférence de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale**

Le 15 avril s'est tenue une Conférence à laquelle la section australienne de la IV<sup>e</sup> Internationale a été rejointe par un groupe de camarades qui avaient été associés antérieurement au Comité International, actuellement défunt. La Conférence reçut également l'adhésion d'un certain nombre d'ouvriers et d'étudiants jusqu'alors non organisés.

La section ainsi sérieusement renforcée

a établi un plan de travail, principalement en direction du Labour Party australien, mais avec des dispositions visant accessoirement le P.C. australien qui conserve des positions sérieuses dans le mouvement syndical. Des mesures ont été prises pour la sortie d'un organe régulier.

La Conférence a adressé son salut au Parti mondial et à toutes ses sections.

**DANEMARK****Publication de « La Révolution trahie »**

Nous saluons la parution à Copenhague d'une traduction de « La Révolution trahie », de L. Trotsky. Cette traduction a été assurée par le camarade G. Moltved, qui a écrit une préface pour cette édition.

Ainsi se trouve mise à la disposition du public scandinave l'œuvre fondamentale de Trotsky sur l'Etat ouvrier, qui permet de comprendre non seulement ce qu'était le stalinisme, mais aussi les phénomènes actuels en Union soviétique.

**ALLEMAGNE****Réédition de « L'Histoire de la Révolution russe »**

Nous sommes également heureux de pouvoir annoncer la parution en Allemagne, chez l'éditeur Fischer, d'une édition relativement bon marché de « L'Histoire de la Révolution russe », de Trotsky.

Malheureusement, cette édition a été, d'une part, allégée d'annexes importantes et d'un chapitre, et surtout elle comporte une préface inepte qui est une injure à l'ouvrage de Trotsky et à la Révolution russe.

**ITALIE****Ranimation du mouvement des masses**

Les récentes luttes à Gênes, Rome, Reggio Emilia, Palerme, ont provoqué la chute du gouvernement Tambroni, soutenu par les votes des députés fascistes du M.S.I.

A Gênes, ceux-ci durent renoncer à tenir leur congrès. Dans plusieurs villes, il y eut des batailles de rues, la police tirant sur les manifestants, tuant plusieurs ouvriers, cependant que la police elle aussi comptait de nombreux blessés.

La mobilisation des masses fut favorisée par certaines conditions locales (à Gênes, par exemple) et par le problème en cause, la lutte contre les fascistes donnant au mouvement une large base. C'est depuis de nombreuses années une mobilisation qui fut entendue et qui eut des résultats.

Une de ses caractéristiques importantes est une large participation de jeunes, non organisés.

Tandis que la situation économique est encore bonne pour la bourgeoisie, sa situation politique est apparue beaucoup moins stable. La crise de la démocratie chrétienne est extrêmement profonde et sans solution à court terme.

Ce qui permet à la bourgeoisie de se débattre dans une telle crise de son principal parti, c'est l'opportunisme des deux partis, communiste sous la direction de Togliatti, et socialiste sous la direction de Nenni, tous deux marqués du plus profond crétinisme parlementaire, alors que la classe ouvrière a montré la puissance dont elle disposait sur le plan extraparlémentaire.

MICHEL PABLO

**Dictature du prolétariat  
Démocratie, Socialisme**

(Problèmes économiques et politiques des régimes de transition, à la lumière des expériences depuis Octobre 1917)

Un livre de 144 pages : 4 NF

A notre service de librairie

**L. TROTSKY.** — ECRITS 1928-1940, tome I . . . . . 10 NF  
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

La brochure : 4 NF

**M. PABLO**

LA GUERRE QUI VIENT  
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 2 NF

**E. GERMAIN**

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.  
(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 0,80 NF

**A. ROSMER**

LE MOUVEMENT OUVRIER  
PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE  
(tome 2)

Le volume : 15 NF

## ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE »

FRANCE : Un an (4 numéros) . . . . . 9 NF  
Abonnement de soutien . . . . . 15 NF

ETRANGER : Un an . . . . . l'équivalent de 2,5 dollars  
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Tous paiements à notre compte postal :

Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris

Tous les paiements doivent être faits au nom du camarade P. FRANK.

Ne pas faire d'envoi d'argent à « QUATRIEME INTERNATIONALE ».

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IV<sup>e</sup> Internationale :



FOURTH INTERNATIONAL  
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)



DIE INTERNATIONALE



REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA  
DE INTERNATIONAL (Hollandais)  
BANDIERA ROSSA (Italien)

## LE 5<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

(OCTOBRE 1957)

En français :  
N<sup>o</sup> spécial de « QUATRIEME INTERNATIONALE » . . . . . 2,00 NF

En anglais :  
N<sup>o</sup> spécial de « Fourth International »

En allemand :  
N<sup>o</sup> spécial de « Die Internationale »

En espagnol :  
N<sup>o</sup> spécial de « Revista marxista latino-americana »

Chaque exemplaire . . . . . 2,50 NF

La tragédie du prolétariat allemand (1933)

La Révolution espagnole (1931-39)

## ECRITS de Léon TROTSKY (TOME III)

« Je viens d'achever la lecture de ce tome III des ECRITS. Achever, pour un livre de cette importance et de cette richesse, veut dire que je l'ai parcouru de bout en bout, souvent arrêté en cours de route pour noter tous les points de repère pour des consultations ultérieures chaque fois qu'il faudra s'y référer. Vous avez donné là une information vraiment exceptionnelle pour toute cette période d'entre deux guerres — à tant de points de vue si décevante — qui doit provoquer des examens et des discussions fécondes. »

Alfred ROSMER.

« Les analyses que Trotsky a faites de la situation préfasciste en Allemagne et en Espagne sont d'une impitoyable actualité. »

J. DUVIGNAUD (« L'Express »)

Un volume de 600 pages: 16 NF. — Commandes à C.C.P.  
FRANK 12648-46, Paris, 64, rue de Richelieu.

Les 3 tomes des « Ecrits » déjà parus: 25 NF.

## Léon TROTSKY OU VA LA FRANCE ?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV<sup>e</sup> République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 5 NF.

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu  
C.C.P. 12648-46 Paris

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Diffusé par les N.M.P.P.

